

PROGRAMME COMMUNISTE

CE QUI NOUS DISTINGUE

- la revendication de la ligne qui va du Manifeste Communiste à la Révolution russe d'Octobre et à la fondation de l'Internationale Communiste
- la lettre contre la dégénérescence de Moscou, le refus des Fronts Populaires et des blocs de la Résistance.
- la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et parlementariste.

S
O
M
M
A
I
R
E

"C'est généreux la France !"	page
Au XXII ^e Congrès de Moscou, les fossoyeurs du communisme avouent	6
Tous contre les monopoles	22
L'économie soviétique de la révolution d'octobre à nos jours	27
Notes d'actualité	52
Régénérateurs et rédempteurs à vos postes	
Monsieur Frachon et le militarisme allemand	
Le système des primes brise l'unité de la lutte ouvrière.	

"Programme Communiste" est en vente dans toutes les bibliothèques de gares et dans les principales librairies, notamment :

PARIS

Librairie de Paris, 7, place Clichy.

Librairie 73, 73, boulevard Saint-Michel.

Kiosque place du Théâtre Français.

Kiosque du 23, boulevard Saint-Michel.

Librairie Rivière, 31, rue Jacob.

Presses Universitaires de France.

Librairie du XX^e Siècle.

Librairie Montchrétien, 158, rue Saint-Jacques.

Les librairies et kiosques désirant figurer sur cette liste sont priés de nous écrire.

Directeur-Gérant :

F. GAMBINI

Adresser toute correspondance à : PROGRAMME COMMUNISTE, Boîte Postale N° 375, Marseille-Colbert. C.C.P. 2202-22 Marseille.

Sommaire du N° précédent :

N° 17 - Octobre - Décembre 1961)

Tous fils de la Sainte Eglise, de la propriété et du capital

Quand "nos communistes" défendent la petite propriété

La société communiste

La tactique du parti communiste

L'économie soviétique de la révolution d'Octobre à nos jours

Notes d'actualité :

Envoi franco des quinze numéros parus jusqu'ici contre paiement en mandat-poste de la somme de 30 NF à verser à F. GAMBINI, C. C. P. 2202 22 Marseille

**ABONNEMENTS ANNUELS (4 n°) ordinaire : 9 NF
de soutien : 20 NF**

SOUSCRIPTION PERMANENTE

LISTE N° 13. — Un retraité des P.T.T., 20 ; Une femme de ménage, 5 ; Un sympathisant, 3,10 ; Vive la constitution de la Fédération syndicale panafricaine, 4 ; François saluant Jacques et Oscar, 30 ; Vive Lénine et la Révolution d'Octobre, 100 ; Contre Jean et Nikita XXIII, 9,20 ; Vive la dictature du Proletariat, 20 ; Brun, 10 ; Mario, 10 ; Nino, 10 ; Lasterade, 20 ; Pierre, 20 ; Lambert, 20 ; Maurice, 20 ; "En mémoire de Vercesi", 20 ; Bice, 10 ; Pâques, 5 ; Cava, 11 ; Georges, 5.

Total liste N° 13	352,30 NF
Total des listes précédentes	3.873,50 NF
Total souscription permanente	4.225,80 NF

" C'est généreux, la France ! "

« C'est généreux, la France ! », s'est écrié un jour le chef de l'Etat qui n'exaspère jamais autant nos démocrates nationaux que lorsqu'avec sa grandiloquence coutumière il exprime leurs propres préjugés les mieux enracinés. En effet, aucune réalité historique lointaine ou proche n'a apparemment pu arracher du cœur de nos petits-bourgeois socialisants cette conviction orgueilleuse remontant à la Grande Révolution de... 1789 qu'ils étaient inégalables en générosité démocratique et que c'était eux qui donnaient son visage à la France. Cette conviction, ils l'ont malheureusement inculquée au mouvement ouvrier lui-même : heureux impérialisme français qui peut exploiter, piller, guerroyer, réprimer, sans que le prolétariat sache lui répliquer autrement que par le « Tout ça n'est pas la France » des petits-bourgeois.

En novembre, la police parisienne est venue prouver à cette nation si généreuse que dans la démocratie sauvée, comme on sait, des menées fascistes d'Alger par le grand général démocrate qu'on sait, la manifestation pacifique (« pacifique, notez-bien ! ») se payait, pourvu qu'on soit Algérien (« c'est-à-dire, jusqu'à nouvel ordre, Français musulman, notez-bien ! ») par des réclusions et des bannissements « parfaitement arbitraires », et pis, par l'assommade et la noyade collectives. Comment souffrir qu'on défigurât ainsi sa physionomie légendaire, sinon historique, sans passer immédiatement aux actes ?

Aux actes, la France généreuse ne passa point. Beaucoup de protestations, du « Figaro » à « l'Humanité » (voyez un peu !) ; des médecins des hôpitaux parisiens, aux avocats légalement chargés des plaintes des familles des manifestants disparus et aux « policiers républicains » défendant l'honneur de leur noble profession. Beaucoup de confidences douloureuses de démocrates à leurs feuilles démocratiques sur certains vieux souvenirs de l'époque de l'occupation et de l'hitlérisme triomphant, réveillés, hélas, par des Français. Mais d'actes, point. Tout au plus deux-cents prolétaires tournèrent-ils en rond pendant quelques dizaines de minutes, place Marcel-Semhat, à Paris, pour protester contre la répression « qui pouvait faire obstacle à la négociation ». Et si M. Papon fut solennellement mis au ban de la « France généreuse », dans la France profane, il resta préfet de police. Dans la France profane, une fois de plus, ce fut la violence raciale et de classe de l'Etat capitaliste qui triompha, tandis que le prolétariat restait coi et que les démocrates gémissaient. A les en croire, cette France-là ne serait qu'une déformation de leur France mythique,

qui est aussi celle de de Gaulle. Bien entendu, c'est au contraire le mythe, un des plus réactionnaires du monde, qui tente vainement de masquer la réalité sociale : ce pays-ci, comme tous les autres, est dominé par le Capital ; il est même plus impérialiste que beaucoup d'autres.

Telle est la facile conclusion des marxistes non renégats. Telle n'est point celle des pleureuses de la grande démocratie française. « Hélas, cent fois hélas, disent-elles. Nous sommes parfaitement généreuses et opposées à tout cela. Mais nous sommes impuissantes. » Vont-elles avouer qu'elles le sont, en effet, parce qu'il n'entre ni dans leurs désirs, ni dans leurs possibilités de s'en prendre au Capital et à l'impérialisme ? Pas question : « La véritable coupable, plaident-elles, c'est la classe ouvrière. La classe ouvrière a perdu tout idéal ; elle est même devenue raciste. Mais seules, que pouvons-nous ? » Quand la petite bourgeoisie libérale et socialisante se voit ainsi contrainte d'avouer que les idées « généreuses » ne sont rien et que les forces de classe sont tout ; qu'en tant que classe moyenne son pouvoir d'influer sur la politique du grand capital est égal à zéro, nous nous réjouissons : car c'est précisément là la thèse centrale du marxisme révolutionnaire. Mais quand elle insinue que la tâche du prolétariat est de relever la « France généreuse » de la honte impérialiste où elle s'est écroulée, et où elle est bien, nous lui crions : halte-là !

*

**

En politique, le point de vue du socialisme est celui du renversement révolutionnaire de la domination bourgeoise, condition de la destruction de l'impérialisme. De ce point de vue, rien n'est plus important que la bonne volonté d'entente entre prolétariats de tous les pays, et plus particulièrement, du prolétariat des métropoles colonialistes à l'égard des exploités coloniaux qui n'ont que trop de raisons légitimes de méfiance à son égard. C'est Lénine qui l'a dit dans « Du Droit des Peuples à disposer d'eux-mêmes », et si nous n'avons pas de grand marxiste révolutionnaire français à citer, ça n'est pas notre faute.

De ce point de vue, il est certes grave et déplorable qu'en novembre, à Paris, la police du Capital ait pu malmener et assassiner des prolétaires algériens, des femmes et des enfants de prolétaires algériens manifestant à Paris, sans que les ouvriers français aient fait un seul geste de classe pour les défendre.

Le fait est grave, non pas, comme le dit la démocratie petite-bourgeoise, parce que la manifestation était pacifique : le socialisme ne triomphe pas dans la paix, mais dans la guerre de classe. Non pas parce que les manifestants pouvaient être tenus pour français en dépit de tant de déclarations solennelles sur l'existence de la nation algérienne : le socialisme est internationaliste. Non pas enfin parce que c'était un mouvement de masse « promettant » peut-être la fin du terrorisme individuel si abominable aux philistins : une grande révolte sociale prend les formes qu'elle peut. Ces formes, ce sont la structure de

classe et l'évolution politique du pays où elle se produit et du monde, qui les lui imposent. Face aux pouvoirs constitués, jamais les marxistes n'ont eu la lâcheté de « condamner » des manifestations de terrorisme déterminées par l'histoire elle-même ; tout au contraire les meilleures traditions du socialisme international n'ont pas craint de faire la « défense du terrorisme » (titre d'un écrit de Léon Trotsky, le grand bolchévik que Staline fit assassiner et que Krouchtchev ne réhabilitera pas) lorsqu'il exprimait la révolte des classes opprimées et menaçait l'ordre social régnant. Si en Algérie, il avait existé un parti prolétarien révolutionnaire (ce qui aurait supposé le maintien de l'Internationale de 1919), ce sont les méthodes de la terreur de classe, non celles du terrorisme individuel qui auraient triomphé : mais c'est alors, précisément, que le Capital et la démocratie platonique auraient pu trembler. Le terrorisme algérien est un produit indirect de la décomposition du communisme dans le monde ; et pourtant, tel qu'il est, c'est lui qui aura porté le coup le plus terrible au mythe odieux de la « générosité française », de la vocation démocratique de l'incomparable nation, sinon à la domination du Capital sur l'Algérie. Or, ce résultat est révolutionnaire.

Aucune des raisons que la démocratie petite-bourgeoise donne donc de son « désespoir » devant la passivité du prolétariat lors des incidents de novembre ne sont donc les nôtres. Ce qui est grave, aux yeux du socialisme, c'est qu'une fois de plus, il n'ait pas été capable de combattre ouvertement le nationalisme, qui est la politique de classe de la bourgeoisie ; qu'au moment même où il désire la fin de la guerre (mais de Gaulle lui-même ne la souhaitait-il pas ?), il abandonne la décision politique aux bourgeois des deux camps, aux négociateurs, et non seulement ne prenne aucune initiative de classe, mais reste indifférent, voire hostile, à celle des travailleurs émigrés d'Algérie. Mais, dira-t-on, la manifestation en question n'avait aucun caractère socialiste ; elle était d'ailleurs ordonnée par le F.L.N., parti bourgeois et nationaliste. Répétons qu'il n'a pas dépendu des Algériens, mais du prolétariat mondial, que la direction du mouvement anti-impérialiste ne tombât pas dans les mains de la bourgeoisie. Là n'est d'ailleurs pas la question : le devoir socialiste des prolétaires des nations oppresseuses est de soutenir toutes les formes du mouvement anti-impérialiste des opprimés, quitte, comme le disaient les Thèses nationales et coloniales de l'Internationale de Lénine, à faire « certaines concessions utiles au sentiment national de ceux-ci, afin de hâter la disparition de leur méfiance » à son égard et à l'égard du communisme révolutionnaire. En laissant réprimer la manifestation, le prolétariat français a fait pis encore que permettre à la négociation de s'éterniser : il a par avance abandonné l'avantage politique de la paix future à la Bourgeoisie, celle d'Algérie et de France, ou bien celle de l'O.N.U. Il a donc affaibli sa propre classe qui, en France et en Algérie, aura à se battre contre le Capital, fauteur de tous les maux, même et surtout une fois la paix conclue.

Mais de ce point de vue historique, le seul digne d'une classe appelée à révolutionner la société bourgeoise, qu'est-ce que les tristes incidents de novembre à côté des sept ans de la guerre coloniale ? Et qu'est-ce que la guerre coloniale elle-même à côté de la seconde guerre impérialiste mondiale ?

*

**

Du point de vue de la démocratie petite-bourgeoise, c'est tout le contraire : à en juger par ses cris, les quelques dizaines de victimes de la répression parisienne auraient porté un coup pire à la grande démocratie française que la centaine de milliers de victimes de toute la guerre d'Algérie sans parler de choses encore pires. Quelle étrange chose que la grande démocratie française ! En laissant de Gaulle venir au pouvoir, dit-elle, les ouvriers français ont fait preuve de « passivité politique ». En laissant le pouvoir gaulliste traîner en longueur les négociations, matraquer et jeter dans la Seine les Algériens qui manifestaient pour les accélérer, ils ont fait preuve non seulement de passivité politique, mais de « racisme ». Mais quand en 1945, les mêmes ouvriers laissaient le gouvernement tripartiste (auxquels les communistes participaient) écraser dans le sang les émeutes de la faim de Constantine ; quand ils laissaient les communistes leur raconter que seuls des fascistes pouvaient souhaiter la séparation du Maghreb et de la France ; quand ils laissaient la IV^e République déclencher et conduire la guerre d'Indochine, puis celle d'Algérie ; quand ils laissaient Guy Mollet faire cette guerre en parlant de paix, et les communistes lui voter la confiance en critiquant les socialistes, là, les ouvriers n'étaient ni « racistes », ni « politiquement passifs », mais parfaitement en règle avec le démocratism et dans les meilleures traditions nationales. Qu'est-ce à dire, sinon que la démocratie, si pointilleuse sur certains « scandales », s'accommode fort bien des catastrophes dont la domination capitaliste parsème l'histoire ? Et pourquoi cet étrange renversement de l'importance relative des choses, sinon parce que les vierges outragées de la France généreuse n'ont jamais été autre chose que les putains politiques du Capital ?

La petite-bourgeoisie socialisante ne tarit pas sur ses « critiques » aux guerres coloniales de la démocratie française contre lesquelles elle n'a jamais lutté ; mais a-t-elle même seulement « critiqué » la grande guerre impérialiste de ladite démocratie ? Jamais, puisqu'elle l'a politiquement conduite et animée. Pendant la seconde guerre mondiale, quand les ouvriers partaient dans les maquis défendre la nation, ils ne faisaient pas preuve de « passivité politique » : ils remplissaient « un devoir patriotique commun à tous les Français » ; quand ils exerçaient des violences contre-révolutionnaires sur les prolétaires en uniforme de l'armée d'occupation, ils n'étaient pas de vils « terroristes individuels », mais des héros de la résistance nationale — et du « communisme » par dessus le marché ! A la Libération, quand ils suivaient l'impérissable mot d'ordre démocratique du P.C.F. : « A chacun son boche !, s'acharnant sur les soldats d'une armée en déroute, déjà battue, ils n'étaient ni racistes ni chauvins : ils étaient les héros généreux de la lutte anti-hitlérienne. C'est ainsi qu'alors les putains du Capital écrivaient l'histoire. Alors rien ne leur semblait dangereux pour l'avenir de la démocratie française, ni l'excitation chauvine, ni le « terrorisme individuel », ni surtout la plus complète passivité politique à l'égard de la grande coalition impérialiste dans laquelle elles se battaient aux côtés de de Gaulle ; rien, sinon la victoire militaire des impérialismes de l'Axe, et l'abaissement de la grande nation française.

Mais l'histoire s'est vengée. Moins de quinze ans plus tard, elle leur a fait cadeau d'une République de Grandeur Nationale où elles ne sont plus rien que les « bandes de la hargne, de la grogne et de la rogne ». Elle leur a mis

le « fascisme » et le « racisme » en plein cœur de Paris, par la main de Français ! Alors elles se lamentent de la passivité politique des ouvriers, si bienvenue quand elle est trahison aux convictions, aux attitudes, au devoir internationalistes et socialistes du prolétariat révolutionnaire. Alors elles flétrissent superbement le « racisme » et le « chauvinisme » populaires français, si bienvenu quand il empêche la lutte prolétarienne et révolutionnaire contre les guerres coloniales, et la transformation léninienne « des guerres impérialistes en guerres civiles ».

Mais il n'y a pas deux histoires, celle de l'engloutissement progressif du communisme dans les sables mouvants de l'antifascisme et d'une démocratie à la fois socialisante et chauvine, et puis celle du déclin lamentable de ce courant. Il n'y a qu'une histoire, l'histoire de la lutte des classes dans laquelle chaque recul au Socialisme prolétarien devant le Nationalisme bourgeois se paie par un renforcement, une « fascisation » de la domination politique du Capital.

Dans cette lutte des classes, la démocratie petite-bourgeoise aux mille nuances (y compris et surtout celle de socialistes et communistes renégats), a marché comme un seul homme aux côtés du Capital, contre le Socialisme. Et aujourd'hui, les ouvriers devraient croire que si tout va mal, c'est leur faute tandis que son cœur et ses mains à elle sont purs ? Ils devraient se repentir et voler à son secours ? Bien mieux, le Socialisme devrait s'émouvoir quand le Capital se moque d'elle et la frappe ?

O Ponce-Pilate lâches et méprisables ! Le Socialisme ne peut avoir qu'un seul souci : se relever de la dernière, mais plus terrible défaite que vous lui ayez infligée au cours de l'histoire, et détruire le régime social que vous n'avez cessé de défendre. Et les ouvriers n'ont qu'un seul devoir : ressusciter la grande tradition internationaliste et révolutionnaire du Socialisme, la seule tradition véritablement généreuse de l'humanité moderne !

AU XXII^e CONGRÈS DE MOSCOU : les fossoyeurs du communisme avouent

Le XXII^e Congrès du P.C.U.S. vient de terminer ses travaux. Il vient d'adopter dans l'enthousiasme le « Programme du passage au communisme ». Or, bien que, selon les fortes paroles de M. Thorez, ce programme apporte une contribution inappréciable... etc., nous allons montrer que le marxisme n'a, lui, aucune difficulté à l'apprécier... à sa juste valeur.

Il suffit, en effet, de faire abstraction des titres ronflants et des belles citations plus ou moins trafiquées, il suffit de lire attentivement le programme lui-même : on voit alors que ce programme du « passage au communisme » ne constitue rien d'autre, rien de plus et rien de moins, qu'un programme d'expansion du capitalisme national russe, conforme à la nature bourgeoise du régime russe.

Ce qui s'étale là impudemment, c'est en effet la satisfaction de soi d'une bourgeoisie grisée par sa puissance productive. C'est aussi son besoin, sa volonté, d'accroître sans cesse et toujours la production et la productivité, d'exploiter toujours plus son prolétariat. Et c'est, nous le verrons, à cette fin, qu'elle professe encore un communisme vidé de toute substance.

Nous, marxistes, ce n'est pas grâce aux belles phrases sur la liberté et le bonheur (concept marxiste, s'il en fut !), mais grâce à la description de la réalité sociale russe que contient ce programme, que nous comprenons ses aspects politiques : à l'intérieur, reniement de Staline et grande démocratisation ; à l'extérieur, pacifisme bourgeois, associé comme toujours à la course aux armements.

Et la même méthode, marxiste, et la même doctrine, communiste, qui nous permettent de dégonfler cette nouvelle baudruche idéologique, nous permettent également de prévoir la fin du paradis de M. Krouchtchev, de prévoir la crise sociale et la rentrée en scène du prolétariat révolutionnaire.

Du Socialisme au Communisme.

L'idée géniale du programme est que, puisque « Le socialisme triomphe en Union Soviétique, entièrement et définitivement », le moment est venu de passer au communisme. Parfait. Dommage, seulement, que les théoriciens du Kremlin ne sachent plus ce que signifient les mots : socialisme, communisme (1), etc., et qu'ils se livrent aux jongleries les plus étourdissantes pour vêtir de beau clinquant une réalité sordide. Mais voyons d'un peu plus près comment se présente cette réalité.

Alors qu'il consacre la rupture absolue avec le passé, ce programme prétend prolonger les 1^{er} et 2^e programmes du P.C.U.S., qui ont, d'après lui, été réalisés.

(1) Cf à ce sujet : La Société communiste, *Prog. Com.* N° 17.

Le 1^{er} programme, celui de la double révolution en Russie, a effectivement été réalisé : la révolution a bien donné naissance à une dictature du prolétariat (et non pas à « un pays du socialisme » !).

Mais le 2^e programme ? « En adoptant le 2^e programme au VIII^e Congrès de 1919 le Parti se fixa pour tâche la construction de la société socialiste... Le 2^e programme du Parti était également réalisé. » Voilà un de ces doubles faux dans lesquels les théoriciens de Moscou excellent : car ce programme, qui n'était pas celui de la construction de la société socialiste, n'a pas non plus été réalisé.

Le contenu réel du programme de 1919 pouvait se résumer ainsi : développement d'un capitalisme dirigé et contrôlé par l'Etat prolétarien. Nous avons montré ailleurs (voir p. ex. « l'Economie Soviétique de la révolution d'octobre à nos jours », P.C. N^{os} 15, 16, 17, 18) que, dans la Russie arriérée, l'Etat prolétarien devait absolument développer l'appareil de production et que, privé de l'aide du prolétariat de pays plus avancés, il ne pouvait le faire qu'au travers de la production marchande, du salariat, etc., bref au travers de l'économie capitaliste. Pourtant, cette économie capitaliste ne devait pas être comme les autres ; elle ne devait pas être abandonnée au libre jeu des lois du capitalisme, mais soumise à l'intervention autoritaire de la dictature du prolétariat ; ce n'était pas la course au profit, à l'accumulation, à la productivité, etc., qui devait déterminer l'ensemble du développement de l'économie, mais les besoins de l'Etat prolétarien. En somme il s'agissait de lâcher assez les rênes au capitalisme pour qu'il avance, tout en les tenant assez fermement pour le faire aller là où nous voulions ! Et ce programme (les Soviets et l'électrification) n'était rien moins qu'une improvisation de Lénine « avançant sur des chemins inexplorés » : c'est tout simplement le programme marxiste classique valable pour tous les pays à capitalisme peu développé.

Ce programme n'a pas été réalisé. Non pas tant parce qu'il était difficile. Il n'a pas été réalisé parce que sa réalisation n'était pas une question de volonté ou d'intelligence, mais dépendait du rapport de forces entre prolétariat et bourgeoisie, aussi bien en Russie que dans le monde entier. Car c'était le programme d'une dictature du prolétariat, qui n'avait de sens que tant que le pouvoir était effectivement aux mains du prolétariat.

Après la défaite du prolétariat européen, après le reflux de la vague révolutionnaire de l'après-guerre, le parti russe a capitulé devant les forces sociales ennemies. La tendance qui voulait accepter « entièrement et définitivement » la défaite de la révolution mondiale, renoncer à toutes les tâches politiques du prolétariat et se consacrer à la « construction du socialisme dans un seul pays » (1) a triomphé.

A partir de ce moment, le parti russe n'était plus un parti du prolétariat. Car ce qui fait le parti, ce ne sont pas les ouvriers qui sont dedans (et encore

(1) Car c'est à ce moment-là qu'est née cette brillante théorie. Avant 1926, personne, pas même Staline, n'imaginait que le but de la révolution russe était l'édification du socialisme en Russie. Il faut être bête comme les krouchtcheviens pour confondre la possibilité de la révolution socialiste dans un pays avec celle de l'édification du socialisme dans ce seul pays. Bête comme des bourgeois affligés d'ocillères nationalistes et capitalistes : si on prend le pouvoir dans un pays, c'est pour y augmenter la production ! Que pourrait-on bien faire d'autre ?

moins les tonnes d'acier qu'il fait produire !) : c'est exclusivement l'intégralité de son programme.

Et à partir de ce moment, à partir du moment où l'Etat russe n'était plus un Etat prolétarien, tombait la seule force capable de contrôler et de diriger le développement de l'économie russe. A partir de ce moment-là l'économie russe ne pouvait que se développer suivant le libre jeu de l'économie capitaliste, et l'Etat russe, loin de la diriger, ne pouvait être que l'organe de cette économie. Il était un Etat bourgeois.

Au cours d'une polémique qui s'étend sur des décades, nous avons montré de façon concrète que l'économie russe s'est développée en suivant entièrement et exclusivement, les lois générales du développement capitaliste (2). Nous avons montré que l'industrialisme d'Etat russe n'a jamais rien eu de commun avec une planification socialiste, qu'il a existé et existe ailleurs à des degrés divers, qu'il provenait seulement de la nécessité d'une accumulation rapide à partir d'un niveau très bas et face à une concurrence très puissante. Nous avons montré que le régime stalinien qui prétendait « construire le socialisme » (un « socialisme » qui produit des radios à transistors mais pas assez de blé !), n'était pas même capable de contrôler le développement du capitalisme. Cette polémique, nous avons dû la mener contre tous ; contre tous ceux qui — sans même parler des bourgeois avoués — de Staline à « Socialisme ou Barbarie » et en passant par les trotskistes, exaltaient ou craignaient la « puissance » et la « liberté » de l'Etat russe. En même temps, nous avons montré que les nécessités mêmes de son développement obligeraient l'Etat russe à reconnaître sa véritable nature sociale.

A ce titre-là, nous aussi nous « saluons le XXII^e Congrès et son programme », qui développe « entièrement et définitivement » les aveux esquissés au XX^e Congrès ; qui renie « entièrement et définitivement » les prétentions de Staline à *dicter sa loi* à l'économie ; qui déclare ouvertement que les seules lois qui régissent le développement de l'économie russe sont les *lois de l'économie capitaliste*.

Nous ne lui faisons pas dire :

« Dans l'édification communiste (1) il est indispensable d'utiliser à fond (!) les rapports marchands et monétaires conformément à un nouveau (?) rôle qui leur est propre en période de socialisme. A cet égard on attribuera un grand rôle à l'utilisation de moyens de développement de l'économie tels que : la gestion équilibrée, la monnaie, le prix, le prix de revient, le profit, le commerce, le crédit, les finances. »

Ça, c'est vraiment nouveau. Du moins pour le marxisme, qui a montré que le passage au socialisme n'est rien d'autre, précisément, que la *destruction* de ces rapports marchands et monétaires, c. à d. du capitalisme. Quant au rôle que nos théoriciens attribuent au capitalisme « en période de socialisme » il n'a, lui, rien de nouveau : il s'agit toujours de développer la production... capitaliste. Encore un petit effort, et ces théoriciens « marxistes » auront rattrapé Adam Smith et Ricardo ! Le méchant Marx prétendait qu'il faut

(2) Cf p. ex. *Prog. Com.* N° 8 : Dialogue avec Staline, et notre brochure : Dialogue avec les Morts.

détruire violemment le capitalisme, mais les « marxistes » russes ont changé tout cela : il n'y a qu'à dire qu'il a un rôle nouveau et le tour est joué !

« Pendant toute la période de l'édification en grand (?) du communisme le budget continuera à jouer un rôle important dans la répartition du produit social et du revenu national. Le système monétaire et de crédit se consolidera encore, ainsi que la devise soviétique, le cours du rouble montera constamment grâce à l'accroissement de son pouvoir d'achat, le rôle du rouble dans l'arène internationale se consolidera. »

... et quand le système monétaire et de crédit sera tout à fait consolidé, il ne faudra rien que la révolution pour le faire sauter.

« Il faut renforcer par tous les moyens la gestion équilibrée, obtenir la diminution des prix de revient et augmenter la rentabilité de la production... Les prix doivent refléter toujours davantage (?) les dépenses de travail socialement nécessaires... »

A bas les taxations et autres prix imposés ! Ces tentatives de dirigisme (capitaliste) gênent le libre jeu du marché.

« (les prix doivent...) couvrir les dépenses de la production et de la circulation, et assurer un certain profit à chaque entreprise au fonctionnement normal... »

Un profit « communiste », sans doute, à chaque entreprise ? Et l'économie éliminera d'elle-même les entreprises les moins rentables...

« Une baisse systématique des prix économiquement fondée, grâce à l'élévation du rendement du travail et à la diminution du prix de revient de la production, telle est l'orientation principale de la politique des prix en période d'édification du communisme (!). »

Enfin ! Voilà une politique des prix vraiment originale. A ce prix-là, tous les capitalistes « édifient le communisme » !

« A cet effet il est nécessaire d'accroître la productivité du travail...

« Cela suppose : des rythmes plus rapides d'augmentation de la productivité du travail par rapport à sa rétribution, une fixation plus judicieuse des normes de travail, la liquidation des pertes de temps, l'application du principe de gestion équilibrée à tous les échelons de la production. »

Nous reviendrons plus loin sur cette productivité « communiste ».

« Les combustibles et les sources d'énergie, les matières premières et matériaux moins rentables, céderont de plus en plus la place à d'autres plus efficaces... »

Le P.C.F., en France, proteste avec indignation parce qu'on développe l'industrie du pétrole au détriment du charbon. De quoi se plaint-il ? Nous passons au communisme, voilà tout !

« A mesure que diminuera le prix de revient de l'énergie atomique, la construction des centrales atomiques prendra de l'ampleur... »

« Quand ça sera moins cher, on en achètera plus », dit M. de La Palice, économiste bourgeois. Mais voici le bouquet :

« Obtenir dans l'intérêt de la société un maximum de résultats avec un minimum de dépenses, telle est la loi absolue de l'évolution économique...

« Le Parti tient par-dessus tout (!!!) à augmenter l'efficacité des dépenses au titre des fonds fixes, à choisir les secteurs les plus économiques et avantageux des travaux à effectuer, à assurer partout un accroissement maximum de la production par rouble investi, à réduire les délais d'amortissement des fonds engagés. »

MERCI, M. Krouchtchev ! Cela suffira pour l'instant, vous avez déjà dit l'essentiel. Car il n'est même pas besoin d'être marxiste pour reconnaître ce programme : n'importe quel directeur d'usine ou de banque, n'importe quel ministre des finances ou de l'industrie, n'importe quel professeur d'économie politique, n'importe quel planificateur bourgeois s'y retrouve dans son élément !

Tout est là ; toutes les saintes catégories de l'économie bourgeoise, salaire, prix (de revient, surtout) et profit, capital, crédit, rentabilité, etc. ; tous les bons préceptes de l'économie bourgeoise : acheter bon marché-vendre cher, baisser le prix de revient pour augmenter le profit, augmenter la productivité plus vite que les salaires, etc. Et enfin, exprimée dans toute sa brutalité, la loi absolue du capitalisme : il faut que le capital se multiplie au maximum, *il faut investir le capital là où il rapporte le plus.*

La grande saloperie des théoriciens du Kremlin c'est que, baptisant « socialistes » toutes les catégories et lois de l'économie capitaliste (marché socialiste, capital socialiste, salaire socialiste, etc.), ils affirment que c'est le libre jeu de ces lois, le développement de plus en plus poussé de l'économie capitaliste, qui constitue le « passage au communisme ».

Sous un nom ou sous un autre, cette théorie est en fait aussi vieille que... le capitalisme. Depuis qu'ils existent, les bourgeois nous chantent cette chanson : il faut produire plus, encore plus ; il faut produire meilleur marché, encore meilleur marché ; ça nous mènera tout droit au paradis de l'abondance.

Et depuis que le marxisme existe, il a engagé une lutte à mort contre ce mythe stupide et répugnant. Il a montré que le développement réel du capitalisme n'a rien de commun avec ce rêve bourgeois ; il a montré que l'investissement d'après la rentabilité augmente certes la production, mais l'oriente toute entière vers la production de capital ; que c'est cette course au profit, au capital, qui est à la base de l'anarchie capitaliste, et qu'elle conduit nécessairement aux crises et aux guerres.

Il est vrai que plus le capitalisme se développe, plus il se rapproche du communisme. Mais ce n'est pas, comme le disent ces Messieurs, parce qu'il se met à lui ressembler de plus en plus. Au contraire ! S'il se rapproche du communisme, c'est, comme le dit Engels (Anti-Dühring), parce que ses contradictions deviennent de plus en plus violentes et que la révolution approche ! Parce que la nécessité objective de la révolution et de la dictature du prolétariat se fait de plus en plus impérieuse. Et le rôle de la dictature du prolétariat est justement de briser par la violence de classe cette « loi absolue de l'évolution économique » que le XXII^e Congrès adore à genoux.

Pourquoi les Russes « avouent », et pourquoi ils continuent à se dire communistes.

Nous avons prévu que les Russes reconnaîtraient la véritable nature de leur économie. S'ils le font aujourd'hui, ce n'est pas parce qu'ils sont plus honnêtes qu'hier, mais parce qu'ils ne peuvent faire autrement.

L'espèce de planification stalinienne, la centralisation de la gestion économique, la limitation de la libre concurrence, étaient nécessaires à une époque où le capitalisme était mal assuré en Russie, où son appareil productif était peu développé. Le seul impératif était alors de produire, de produire vite, de produire à n'importe quel prix ; consacrant toutes ses forces à accroître le volume total de la production, le capitalisme ne pouvait s'occuper de la plus ou moins grande rentabilité de chaque entreprise. L'autoritarisme économique de Staline, qui n'était pas plus socialiste que le régime de Nasser, Castro, et tutti quanti, servait de tuteur à ce capitalisme jeune et débile. Mais au fur et à mesure du renforcement et du développement de ce capitalisme, son tuteur lui est devenu non seulement superflu, mais même gênant. Indispensable au début, le cadre stalinien s'est révélé (révélation qui, d'ailleurs, n'en était pas une pour nous) trop étroit pour l'expansion économique. Il fallait le faire sauter. Il fallait libérer le jeu des investissements et de la concurrence (1). Il fallait mettre fin au « gaspillage bureaucratique », car il faut que chaque rouble investi rapporte le maximum, que le jeu de la concurrence élimine les entreprises moins rentables au bénéfice des plus rentables et que la concentration du capital puisse s'effectuer suivant ses lois propres. Il faut chasser ces planificateurs « bureaucratiques » qui exigeaient d'office telles quantités de produits. Il n'y a qu'à laisser jouer librement les lois économiques : la machine est lancée, il n'y a qu'à laisser tourner ; ça produira, ça produira à foison.

Mais il faut, pour cela, se soumettre aux nécessités de l'économie, et prendre conscience (sous quelque nom que ce soit) de la situation économique et de ses véritables exigences. C'est pourquoi ces Messieurs ne veulent plus, par exemple, qu'on truque les statistiques. Par « honnêteté » ? Non : pour savoir où le rouble investi rapporte vraiment le plus, pour savoir où *il faut* l'investir.

Le vieux Staline s'est échiné, lui qui avait encore des souvenirs marxistes, à mijoter une belle théorie du « socialisme ». Selon lui la loi de la valeur jouait encore, bien que de façon limitée, dans le socialisme ; il soutenait que, sauf lorsqu'ils passaient sur le marché mondial, les produits de l'industrie d'Etat russe n'étaient pas des marchandises. Il voulait faire coller la réalité du capitalisme russe avec les restes d'un marxisme falsifié. Cependant il savait encore que le « passage au communisme » implique la disparition de toute forme mercantile.

(1) Les Russes ont évité l'emploi du mot : concurrence. De même que le capital s'appelle pudiquement, du moins dans la traduction française, « les fonds », il n'est question, dans cette Bibliothèque Rose, que d'Emulation. Mais cette noble « émulation » entre entreprises ou secteurs de production, à qui sera le plus rentable, aura le plus bas prix de revient, à qui vendra le mieux, fera le plus grand profit, et aura le plus de... fonds à investir, qu'est-ce donc qui la distingue de notre vieille connaissance, la concurrence ?

Ses héritiers l'ont mis à la poubelle, lui et ses théories économiques. Il était encore trop « marxiste » pour eux, qui appellent « passage au communisme » le déchaînement de la production mercantile, l'exaspération de la production capitaliste.

Ils l'appellent « passage au communisme », et ils y croient, bêtes et ignares comme ils le sont. Tout ce qu'ils savent encore du communisme, c'est que c'est un monde merveilleux. Et eux, placés à la tête d'un appareil de production capitaliste en plein boom, exaltés par sa puissance et ne concevant pas d'autre bonheur que de produire et reproduire du capital, ils sont comme tous les bourgeois quand ça tourne : ils vivent dans le Meilleur des Mondes.

Mais ils l'appellent aussi « passage au communisme » parce qu'il faut bien payer de belles paroles le prolétariat russe qui, lui, devra payer cette orgie productive de sa fatigue physique et nerveuse, de sa sueur et de sa santé.

Ils l'ont dit eux-mêmes, il faut :

« des rythmes plus rapides d'augmentation de la productivité du travail par rapport à sa rétribution... »

Donc, produire toujours plus et recevoir une part toujours moindre du produit. C'est ce que Marx appelait « la misère croissante du prolétariat sous le capitalisme ». On peut dire que les « communistes » russes savent appliquer le marxisme !

« Il est indispensable de perfectionner constamment les normes techniques, les systèmes des salaires et des primes, de contrôler par le rouble la quantité et la qualité du travail, de refuser le nivellement de la rétribution, de renforcer les formes collectives d'encouragement matériel qui stimulent l'intérêt pour chaque travailleur de voir s'élever le niveau de fonctionnement de toute l'entreprise. »

Si ces primes individuelles (qui poussent à la concurrence entre ouvriers), ces primes collectives, cet intéressement au niveau de fonctionnement (au chiffre d'affaires, en langage moins pudibond) n'ont rien de neuf, c'est que, malheureusement pour nos krouchtcheviens, les vieux capitalismes ne les ont pas attendus pour trouver comment extraire le maximum de plus-value du prolétariat.

Il faut aussi :

« ... une fixation plus judicieuse des normes de travail, la liquidation des pertes de temps... »

une meilleure organisation de la production pour augmenter le rendement et diminuer le prix de revient. »

Voilà qui est aussi clair que peu original : on augmente les cadences, on liquide les petits repos que l'ouvrier se trouvait par-ci par-là, le travail devient toujours plus intense et exténuant ! Les ingénieurs de « l'organisation scientifique du travail » et tous les gardes-chiourme seront ravis d'apprendre qu'ils pratiquent le « passage au communisme ».

Et pour clore dignement le XXII^e Congrès Krouchtchev lance le vieux cri de guerre des bourgeois : Allez, au travail, au travail, AU TRAVAIL !

Pour faire avaler aux prolétaires cette triste réalité, on fait miroiter à leurs yeux une carotte magnifique. Ils travailleront de plus en plus dur, ils seront de plus en plus mal payés, c'est vrai, mais, plus tard, quand on pro-

duira de tout en abondance, on leur distribuera de tout gratuitement. Et déjà, venez et voyez ! la jeune génération soviétique qui vivra sous le « plein communisme » (s'il n'y a pas de guerre d'ici là, et nous y reviendrons), recevra gratuitement une soupe à midi, des soins médicaux, et quelques autres trésors encore.

Qu'est-ce que cette gratuité vient faire dans le communisme ? Dans le communisme le « gratuit » n'existe pas plus que le « payant » dont il est le revers. D'ailleurs cette gratuité que promettent nos bienfaiteurs est une pure illusion. Il existe dans tous les pays capitalistes des biens ou services qui sont fournis « gratuitement » à tous les citoyens. Les Anglais, plus avancés que les Russes dans « le passage au communisme », jouissaient il y a déjà quelques années de soins médicaux « gratuits ». Mais qui les payait, sinon eux-mêmes ? Qui, sinon les Français, paie les fournitures scolaires qu'on distribue « gratuitement » à l'école primaire ?

Il y a des secteurs où la comptabilisation individuelle devient si onéreuse (1) que le capitalisme y renonce et fait payer d'office et en bloc (ce qui ne veut pas dire : également !) tous les citoyens.

De plus, dans un système basé sur le calcul du rendement économique, où l'on tient par-dessus tout à ce que chaque rouble (ou franc ou dollar) investi rapporte le plus possible, la distribution « gratuite » de quoi que ce soit ne peut être au mieux qu'un salaire en nature. Et nos bons vieux capitalismes n'ont pas attendu les Russes pour l'inventer : tous les « avantages sociaux », les « subventions » patronales aux cantines d'usine, par exemple, ne sont rien d'autre. La grande émulation aidant, nos patrons pourraient bien eux aussi « passer au communisme » en prenant les cantines entièrement à « leur » charge !

Ne parlons même pas de « l'Assistance publique gratuite » aux nécessiteux : à ce compte-là, la France est en « plein communisme » depuis bientôt deux siècles.

Tout ceci n'est qu'une vaste escroquerie, et on en revient toujours au même point. Incapables de maîtriser leur appareil productif qui produit exclusivement d'après la rentabilité, les bourgeois promettent au prolétariat toujours plus exploité que l'abondance conduira au paradis de la distribution gratuite. C'est toujours ce vieux rêve bourgeois qui est au fond de toutes les théories « nouvelles », et, d'Ouest en Est il n'y a que la terminologie qui change : ce que les uns appellent « Société de Consommation », les autres l'appellent « Communisme ».

Mais le communisme n'est pas un mode de distribution, c'est un mode de production ! Sinon, comme le disait Engels, l'armée, où tout est « distribué gratuitement » serait le prototype de la société communiste.

C'est l'A B C du marxisme de savoir que la manière dont le produit est réparti — entre les individus, entre les classes, entre les branches de production, entre consommation et accumulation — est déterminée non par la générosité ou l'égoïsme, mais par les lois qui régissent le mode de production ; de

(1) Ou même impossible, comme dans le cas de l'éclairage urbain. Le faire payer par chacun au prorata de son utilisation est inconcevable. Il est donc distribué « gratuitement ». Une fois que nous l'avons payé.

savoir que tant que la production fonctionne d'après les lois du capitalisme, elle produit du Capital d'un côté et de la misère de l'autre ; de savoir que c'est la production qu'il faut maîtriser, c'est-à-dire libérer des « lois absolues » de la production mercantile. Mais les Krouchtchev et Cie ont renié ou oublié la dernière trace d'un souvenir du marxisme. Ils ne savent que faire l'apologie du capitalisme. Leurs belles promesses peuvent aujourd'hui encore leurrer le prolétariat russe. Elles ne pourront pas combler le fossé toujours plus large entre capital et travail, et la dure réalité ramènera le prolétariat russe sur la voie de la révolution communiste.

« Disparition » des antagonismes de classes.

Nous pouvons à présent apprécier comme il convient les affirmations de ce genre :

« Le socialisme a résolu un grand problème social (!!!) : la suppression des classes d'exploiteurs et des causes qui engendrent l'exploitation de l'homme par l'homme. Deux classes amies sont restées en U.R.S.S. : les ouvriers et les paysans (1). »

Pas possible ! Vous l'avez résolu ! Vous avez supprimé les causes qui engendrent l'exploitation ! Mais le marxisme n'a-t-il pas montré que ces causes sont précisément ces « lois absolues » auxquelles vous tenez par-dessus tout ? N'a-t-il pas montré que la cause de l'exploitation n'est pas dans un « titre de propriété », ni dans le fait qu'un fainéant mène une vie de pacha, mais toute entière dans ces lois de l'économie capitaliste ?

Il n'y a plus de classe capitaliste en U.R.S.S. ? Mais le marxisme a montré que les classes ne sont pas des causes premières, mais toujours « des produits des rapports de production et d'échange, en un mot des rapports économiques de leur époque ». (Engels, Socialisme utopique, Socialisme scientifique). Ce ne sont pas les capitalistes qui font le capitalisme, c'est le capitalisme qui produit les capitalistes ! Et c'est vous la classe capitaliste, c'est vous la bourgeoisie russe !

Une classe capitaliste n'est pas un ensemble de gens détenant individuellement des titres de propriété : une classe capitaliste est essentiellement une classe qui gère l'économie suivant les lois du capitalisme, qui gère l'économie dans l'intérêt du capital ! Comme elle s'adjuge — et peu importe sous quelle forme — une part de la plus-value extorquée au prolétariat, ses intérêts privés

(1) Le manque de place nous empêche d'étudier ici la question de l'agriculture et de la paysannerie russes. Le programme ne fait d'ailleurs que reprendre et développer sur ce point les tendances qui existaient déjà et que nous avons dénoncées, en particulier dans : Dialogue avec les Morts et Antagonismes de classes en Russie (*Progr. Com.* N° 10 et 11).

Rappelons simplement que cette « amitié » entre ouvriers et paysans est à sens unique : « ... les revenus réels des kolkhosiens augmenteront plus rapidement que ceux des ouvriers. » Encore !

Et voyons, pour nous détendre un peu, comment M. Krouchtchev abolit la différence entre ville et campagne. Dans l'Anti-Dühring, Engels insiste longuement sur ce point : cette abolition signifie la suppression des villes, la désagglomération de la population. La bourgeoisie russe, elle, la « réalise » comme toutes les bourgeoisies, en urbanisant la campagne : « ... Les villages kolkhosiens seront graduellement transformés en importantes (!) agglomérations de type urbain. » Et en route pour Engelsgrad !

immédiats coïncident avec ceux de l'accumulation capitaliste. Mais la *cause* de l'exploitation n'est pas dans ces intérêts individuels, elle n'est pas dans les hauts traitements de vos directeurs ou autres « hommes de culture », elle est dans l'économie capitaliste à laquelle vous vous identifiez, dont vous vivez et que vous défendez par-dessus tout !

Et vous n'êtes que ses esclaves, car, comme tous les modernes gérants du capitalisme, vous ne jouissez même pas de la sécurité personnelle et de la petite marge de liberté dont pouvaient bénéficier les vieux capitalistes. Le déterminisme économique vous tient directement en main et fait de vous les pires gardes-chiourme de l'exploitation capitaliste. Voilà bien de quoi se vanter ! Même pour des « démocrates » !

La grande démocratisation.

Cyniquement, vous prétendez, en effet, que comme les antagonismes de classe ont disparu en Russie, vous pouvez maintenant remplacer la dictature du prolétariat par la « démocratie pour tout le peuple ».

Mais d'abord, pas plus pour Lénine que pour Marx, la dictature du prolétariat ne prélude à une démocratie, de quelque genre que ce soit : ce qu'elle prépare, c'est le dépérissement de tout Etat.

Ensuite, vous ne supprimez pas la dictature du prolétariat puisque, contrairement aux antagonismes de classes qui se portent mieux que jamais, la dictature du prolétariat, elle, n'existe plus depuis longtemps. Vous remplacez simplement la dictature ouverte du Capital par sa dictature démocratique.

Maintenant que la dictature stalinienne a consolidé le capitalisme russe et mis son appareil productif en marche, vous avez intérêt à passer à des formes démocratiques de domination de classe.

Vous y avez intérêt, parce que la bourgeoisie a toujours intérêt à nier l'existence des antagonismes de classes, et à se présenter comme le défenseur de l'intérêt « général », de l'intérêt de tout le peuple.

Vous en avez besoin, parce que votre décentralisation économique, la libération de la concurrence, cadre mal avec une administration centralisée et autoritaire. Parce qu'il faut que les différents intérêts (de classes, et à l'intérieur des classes) puissent trouver leur expression politique. Parce que cette libéralisation politique est le complément nécessaire de la libéralisation économique accordée à votre alliée, la petite bourgeoisie rurale.

Votre nouvelle démocratie, l'administration de l'Etat « par en bas » n'est que la traduction politique de l'autonomie économique des unités de production à tous les échelons : des entreprises ayant chacune son propre bilan se groupent par districts (ou par combinats) ayant chacun son propre bilan ; ces districts se groupent par régions ayant chacune son propre bilan, et ainsi de suite. Une structure politique parallèle à cette structure économique, la « démocratie à tous les niveaux », permettra de transmettre fidèlement « de la base vers le centre » les impulsions anarchiques de l'économie capitaliste.

Retour à Marx et Lénine ? Mais ces affreux « autoritaires » ont passé leur vie à expliquer que l'Etat prolétarien devait, lui, diriger toute la société de *haut en bas* ; que, pour détruire l'anarchie capitaliste, les impulsions devaient aller du centre vers la base !

De même, votre abolition et votre abomination du « culte de la person-

nalité » n'ont, tout comme votre direction collégiale, rien à voir avec un retour aux principes léninistes ; elles reflètent simplement, elles aussi, la transformation de la société russe, qui de

Maison STALINE (père, fils et saint esprit)
devient

Maison Staline, Boulganine, Malenkov et Krouchtchev, succa.
puis

Krouchtchev et Cie, S.A.R.L.
et tend à devenir la

Société Anonyme pour le Développement de l'Economie Russe (SADER).
Et si vous vous donnez la peine d'étudier l'histoire des sociétés capitalistes, vous verrez que vous n'êtes pas la seule à vous « dépersonnaliser ».

Comme tous les parvenus, vous reniez allègrement le vieux grand-père grossier et brutal, qui répandait l'odeur de sueur et de sang de la dictature bourgeoise, et vous parfumez, vous, à l'eau de rose de la démocratie. Mais ne nous donnez pas votre cosmétique pour un retour au marxisme !

Nous, marxistes, qui avons combattu Staline pendant des décades, nous pouvons juger ses crimes, parce que nous savons les expliquer. Nous savons qu'ils n'étaient pas les crimes « gratuits » d'un psychopathe (1). Nous savons que pour construire le capitalisme en Russie, il fallait à la fois liquider la vieille garde bolchévique, et exercer une dictature ouverte sur toutes les classes de la Russie. Nous savons bien que la contre-révolution bourgeoise et l'installation de la bourgeoisie ne peut se faire que par la violence ; que les querelles de classes ne se vident pas démocratiquement avec des boulettes de papier, mais avec des balles qui tuent. Et Staline le savait aussi. Avec Staline, la bourgeoisie russe s'est installée et affermie en exerçant sa terreur de classe.

Les Krouchtchev et Cie, ce qui les choque, ce n'est pas l'action contre-révolutionnaire et anti-prolétarienne de Staline, c'est que, en tant que bourgeois, il était révolutionnaire. Une fois solidement établies, toutes les bourgeoisies ont renié leurs origines violentes, leur Cromwell ou leur Robespierre, pour camoufler leur dictature sous des oripeaux démocratiques. Elles n'ont jamais été pour autant « marxistes-léninistes » ! Marx et Lénine s'acharnaient justement à arracher ces voiles démocratiques pour mettre à découvert la gueule hideuse de la domination bourgeoise.

Le reniement de Staline n'a donc rien d'un retour aux positions marxistes que Staline a liquidées. Il n'est que le dernier acte de cette liquidation, la liquidation du liquidateur lui-même. Se désolidarisant de son passé sanglant, la bourgeoisie russe cherche à se refaire une virginité et prétend, en particulier, « réhabiliter » les victimes de Staline. Mais cette « réhabilitation » ne serait qu'une sinistre farce.

Incapable de comprendre « l'arbitraire » stalinien, la nouvelle vague russe

(1) Voici en tout cas un domaine où les Russes ont déjà rattrapé les Américains : la « psychologie sociale ». D'éminents psycho-sociologues américains soutiennent sans rire qu'il faudrait soumettre les candidats chefs d'Etat à un examen psychologique : ils pensent qu'ainsi Hitler, par exemple, n'aurait pu devenir Führer et que tout aurait été pour le mieux dans le meilleur des mondes démocratiques. Les explications russes des crimes de Staline sont du même niveau. Sous le capitalisme la production de bêtise augmente encore plus vite que tout le reste. Il est vrai qu'elle est si rentable !

l'est plus encore de comprendre les positions des adversaires de Staline (sinon, à la rigueur, celles des koulaks ou de ses propres précurseurs). Elle ne peut envisager cette « réhabilitation » que sous la forme d'une absolution morale collective, sous la forme d'un « monument aux innocentes victimes de l'arbitraire ». C'est bien là le fait d'authentiques marxistes !

Ils ont néanmoins trouvé des interlocuteurs valables et tout à fait dignes d'eux : les « trotskistes » de la dite 4^e Internationale ont sauté sur cette occasion d'aller jusqu'au bout de la déchéance, et demandé à Krouchtchev et Cie la réhabilitation de Trotsky (1). Et qu'on ne vienne pas nous chuchoter que c'est là un bon tour qu'ils jouent aux Russes qui, évidemment, ne peuvent pas sérieusement réhabiliter Trotsky ! Peu nous importent leurs combines de Machiavels de sous-préfecture qui, à force de manœuvrer subtilement ne savent plus eux-mêmes où ils en sont. Le résultat est là : ils apportent leur petite contribution à la grande mystification du « retour au marxisme-léninisme ». Ils déclarent publiquement qu'ils reconnaissent l'autorité « marxiste-léniniste » du Kremlin, qu'ils considèrent des Krouchtchev et des Mikoyan comme habilités à réhabiliter Trotsky ! C'est la réaction en chaîne des aveux : le Kremlin avoue sa nature capitaliste, et les « trotskistes » avouent leur obédience à Moscou, avouent qu'ils ne sont que l'opposition de Sa Majesté.

Les staliniens, français ou autres, qui hier encore léchaient avec délices les bottes de Staline, prennent maintenant des airs compassés pour condamner ses « erreurs ». Mais ils ne peuvent, eux, que répéter sagement tout ce qui vient de Moscou. Pour ces grands partis opportunistes, la « construction du socialisme » et le « passage au communisme » en Russie a été et reste la justification de toutes les trahisons des positions de classe, la justification du passage, réel celui-là, au conservatisme bourgeois. Comment pourraient-ils se désolidariser du Kremlin ? Tout au plus peuvent-ils chercher à freiner ces aveux qui scient la branche où ils ont fait leur nid.

Mais les « trotskistes » pourraient au moins, eux, foutre la paix à Trotsky ! Ils pourraient au moins, par respect pour sa « mémoire », ne pas aller demander son pardon à Krouchtchev. Il vaut tellement mieux qu'il ait été calomnié par Staline que « réhabilité » par ces gens-là, ces bourgeois qui ne sont en place que grâce à l'assassinat de milliers de révolutionnaires ! Mais ils ne savent même plus que seul le prolétariat est habilité à veiller sur la mémoire de ses morts, que seul le parti du prolétariat est habilité à juger ses militants. Et non pas à les juger en leur distribuant blâmes ou indulgences, mais à juger leurs positions politiques, à juger leur action révolutionnaire.

S'ils s'accrochent eux aussi au Kremlin, ces internationalistes dégénérés, et ne demandent qu'à rentrer dans son giron, c'est qu'ils ont, eux aussi, justifié leur opportunisme par la soi-disant existence d'une « propriété socialiste »,

(1) Nous devons ici rendre hommage à Natalia Sedova Trotsky qui rive leur clou à tous les « trotskystes » et « ex-trotskystes ». Ce n'est d'ailleurs pas la première fois qu'elle prend ouvertement position contre les thèses de la 4^e Internationale : elle a dit il y a quelques années déjà que si Trotsky vivait encore, il ne défendrait plus la position de « l'Etat prolétarien dégénéré » et de la défense de l'U.R.S.S., position à laquelle s'accrochent les « trotskystes » ; de même, alors que la 4^e Internationale voyait dans le XX^e Congrès un début de « régénération », elle l'a dénoncé comme « glissement à droite ».

En ce qui concerne la « réhabilitation » de Trotsky, nous ne pouvons que reproduire *in extenso* dans ce numéro la circulaire qu'elle a envoyé à la presse.

d'une « économie socialiste » en Russie. C'est parce qu'il est impossible d'accommoder la théorie révolutionnaire au goût du jour ; elle est une et indivisible, et la logique de l'histoire est impitoyable : elle oblige à pousser le moindre abandon jusqu'à la trahison ouverte et entière.

La politique internationale du Kremlin.

Si, dans leurs projets de politique intérieure, MM. Krouchtchev et Cie essayent désespérément de se camoufler derrière un nuage de citations et de verbiage « communistes », dans le domaine de la politique internationale ils font preuve d'une franchise presque totale. C'est que là il s'agit moins de tromper le prolétariat que de rassurer les autres bourgeoisies.

Il est vrai qu'ils parlent « d'internationalisme prolétarien », mais sans même essayer de paraître y croire. A tel point qu'en retraçant l'histoire du parti bolchévique et de la révolution russe, qu'en évoquant la poussée révolutionnaire de l'autre après-guerre, ils passent purement et simplement sous silence la fondation et l'existence de l'Internationale Communiste (1).

Voici vraiment le nec plus ultra du « retour à Marx et Lénine » ! Ces théoriciens qui ont expliqué inlassablement que seule la dictature mondiale du prolétariat peut conduire au socialisme, ces militants qui ont lutté de toutes leurs forces pour la formation théorique et pratique du parti international du prolétariat, comment les bafouer mieux qu'en vouant à l'oubli l'existence même de l'Internationale ?

Voilà aussi le comble de l'ingratitude. Car si ces Messieurs peuvent aujourd'hui ignorer qu'il y a eu une Internationale Communiste, c'est bien parce que cette Internationale a été détruite, et c'est en bonne partie à ce même Staline qu'ils ne veulent plus connaître, qu'ils doivent sa destruction.

La faiblesse du mouvement communiste européen a permis le triomphe de la contre-révolution en Russie. Mais, comme un boomerang, cette contre-révolution est revenue sur le mouvement international, et a transformé son recul en anéantissement.

Les défenseurs du « socialisme dans un seul pays », venus au pouvoir par suite de la défaite de la révolution européenne, ne pouvaient qu'entériner cette défaite, miser sur la stabilité du capitalisme mondial, travailler à maintenir le statu quo. Falsifiant le marxisme pour justifier leur « socialisme », ils ont amorcé la grande révision que couronne aujourd'hui cette théorie où plein capitalisme et plein communisme sont identiques. Travaillant à la sauvegarde du capitalisme russe et mondial, ils ont soutenu, fortifié et imposé dans les partis européens les tendances les plus opportunistes, jusqu'à transformer ces partis en partis conservateurs bourgeois.

S'ils ont agi ainsi, ce n'est pas par « erreur », mais parce qu'ils étaient les représentants et les défenseurs conséquents du capitalisme russe. C'est en

(1) Cet oubli est si énorme que M. Thorez, dans sa déclaration à Radio-Moscou (*Humanité* du 6-11-61), s'est senti obligé de le réparer. C'est que M. Thorez est un vieux renard qui n'oublie jamais de rajouter : dictature du prolétariat, quand il parle des voies parlementaires. Mais c'est surtout parce qu'il s'effraie de la légèreté et de la rapidité des Russes à faire table rase du passé.

tant que tels qu'ils ont transformé l'Internationale en accessoire de leur diplomatie, pour, finalement, la vendre à Roosevelt. Grâce à quoi, Krouchtchev peut maintenant oublier son existence... (Et « réhabiliter » Trotzky ?)

Il vaut mieux, en effet, l'oublier : il est parfois dangereux d'évoquer les spectres ! Surtout, ça ferait peur à tous les bourgeois du monde, chose qu'il faut absolument éviter à l'ère de la coexistence pacifique.

Mais il ne faut pas croire qu'en passant du bellicisme stalinien au coexistentialisme krouchtchevien, la politique étrangère russe ait subi une transformation radicale. Elle ne fait que s'embourgeoiser de plus en plus ouvertement ; mais il y a déjà longtemps que la diplomatie russe n'a plus rien de commun avec la stratégie internationale du prolétariat, que la Russie est entrée dans le jeu de l'impérialisme mondial et qu'elle mène ses affaires aussi bien dans son intérêt impérialiste propre, que dans l'intérêt général de la contre-révolution bourgeoise mondiale.

Les Russes sont simplement passés de la politique d'une bourgeoisie faible qui craignait la concurrence mondiale, à celle d'une bourgeoisie assurée, qui a besoin de se tailler sa part du marché mondial. Sous Staline elle devait mener la guerre de classe au-dedans et la guerre nationale au-dehors, maintenant les conditions les plus favorables à son développement sont la paix sociale et la paix mondiale (1).

Mais cette politique nouvelle et si originale, la bourgeoisie russe ne peut la parer que d'une idéologie tout aussi originale : le pacifisme. Staline pouvait encore parler d'exporter la révolution à la pointe des baïonnettes ; il pouvait essayer de présenter sa politique étrangère comme une politique de classe, de faire passer sa guerre bourgeoise pour une guerre de classe ; il était en mesure de se différencier des vieux pays impérialistes. Ses successeurs ne le peuvent plus : il est trop difficile de faire passer le pacifisme pour une forme de la guerre de classe, pour qu'ils proposent encore au prolétariat international ne serait-ce que l'ombre d'une politique de classe.

D'ailleurs, ils ne s'adressent même plus au prolétariat. Quand ils ne discutent pas affaires avec les autres impérialistes, dans la caverne de l'O.N.U. ou sur un sommet, ils s'adressent aux « peuples ». Mais que peuvent-ils leur servir, sinon des histoires de brigands, sinon tous les slogans éculés du pacifisme bourgeois ? (1). Leur propagande devient rigoureusement identique à celle de tous les bourgeois : nous voulons la paix, la concurrence pacifique, et que le meilleur gagne. Nous voulons la paix et au besoin nous la défendrons par la guerre.

Le hic est que c'est précisément cette concurrence pacifique qui, inévita-

(1) Car les Russes viennent de découvrir une nouvelle « arme absolue » : mais non, pas les fusées, c'est de la gnognotte, le ROUBLE. Ah, le rouble, ça c'est quelque chose de formidable ! Avec le rouble on peut contrôler le travail, développer la production, intervenir puissamment dans l'arène internationale, etc. ; y a-t-il quelque chose qu'on ne puisse pas faire avec le rouble ?

Ces « marxistes » qui tombent en extase devant le pouvoir de l'argent, valent vraiment leur pesant de rouble !

(1) Cf *Prog. Com.* N° 14 : Désarmement de l'impérialisme ou désarmement du prolétariat.

blement, mène à la guerre impérialiste. Cela, même un petit-bourgeois comme Jaurès l'avait compris. Mais ces « marxistes » pleurent après la paix, et ils ne voient pas que la guerre naît des « lois absolues » de leur évolution économique. Pour eux, comme pour tous les bourgeois, la guerre est ou un cataclysme naturel, ou provoquée par de méchants vilains.

S'il n'y a pas de guerre, ils passeront au « plein communisme » dans vingt ou trente ans. Si...

Ils pleurent après la paix, et ils sentent venir la guerre. Ils pleurent après la paix, et s'arment jusqu'aux dents. Comme tous les bourgeois.

*
**

Nous nous sommes contentés, dans cet article, de dégager les grandes lignes (1) du programme du XXII^e Congrès, et de montrer son caractère authentiquement et exclusivement bourgeois. Nous n'avons pas besoin, d'ailleurs, de critiquer ce texte en détail. Cet étalage de bêtise et de suffisance bourgeoises, cette apologie du productivisme, du démocratisme et du pacifisme bourgeois, a été critiqué d'avance, *entièrement et définitivement*, par Marx, Engels et Lénine.

Aussi, la seule originalité de cette resucée de l'idéologie capitaliste — qui est de s'intituler « communiste » — représente-t-elle la blague la plus énorme, le mensonge le plus grossier que les renégats du marxisme ont jamais tenté de faire avaler au prolétariat.

Les bourgeois russes prétendent « retourner à Marx et Lénine ». Ils renient leur véritable « grand homme », et vont s'incliner devant la momie de Lénine ; ils élèvent un buste à Marx et, comme des petits-bourgeois en goguette, les chefs de l'anti-marxisme mondial se font photographier devant ce « monument historique ».

Ils croient qu'ils ne risquent rien : Lénine est bien embaumé, il ne peut pas leur donner de coups de pied ; ce Marx est en pierre, il ne peut pas leur cracher dessus.

Ils ne perdent rien pour attendre. La force vive du marxisme n'est ni dans les cadavres, ni dans les monuments. Elle est dans la justesse de sa théorie et dans la réalité historique. Elle est dans le prolétariat.

Aujourd'hui, battu, trompé et désorienté, le prolétariat suit passivement tous les impératifs bourgeois ; il a perdu son autonomie de classe, il est absent de l'histoire.

Mais gare au réveil du spectre ! Et ce réveil est déjà inscrit dans la réalité. C'est vous-mêmes, Messieurs, qui le préparez, en accélérant le développement du capitalisme. Quel que soit son désarroi actuel, la crise sociale obligera le prolétariat à retrouver sa conscience de classe, à reformer son parti international de classe, à revendiquer son programme de classe, le programme communiste. Quelle que soit sa passivité actuelle, le prolétariat devra reprendre sa lutte propre, sa lutte de classe contre l'ordre bourgeois.

(1) Nous parlerons prochainement des rapports « fraternels » qui règnent entre les pays du « camp socialiste », et des causes véritables des divergences théoriques entre les partis « frères ».

Aujourd'hui vous pouvez encore le payer de mots. Demain il vous règlera votre compte !



C'est avec joie que nous publions ici le texte complet du communiqué que Nathalie Trotzky a envoyé récemment à la presse.

Monsieur le Directeur,

Dans l'interview faite par M. Michel Gordey et publiée dans *France-Soir* le lundi 7 novembre, il est dit au second paragraphe : « Elle (c'est-à-dire moi-même) espère, avant de mourir, assister à la réhabilitation par le communisme mondial de celui (Trotzky) qui fut, après Lénine, le plus grand révolutionnaire des temps modernes et le père spirituel de Mao Tsé-toung, le chef communiste chinois. »

Ces paroles ne m'appartiennent nullement ; elles ont été introduites par le rédacteur de l'interview. Je me vois donc obligée de préciser ce qui suit :

1 - Un grand révolutionnaire comme Léon Trotzky ne peut en aucune manière être le père de Mao Tsé-toung, qui a conquis sa position en Chine en lutte directe avec l'Opposition de gauche (trotzkyste) et l'a consolidée par l'assassinat et la persécution des révolutionnaires, tout comme l'a fait Tchang Kaï-chek. Les pères spirituels de Mao Tsé-toung et de son parti sont évidemment Staline (qu'il revendique d'ailleurs comme tel) et ses collaborateurs, monsieur Krouchtchev inclus.

2 - Je considère l'actuel régime chinois, de même que le régime russe ou tout autre bâti sur le modèle de celui-ci, aussi éloigné du marxisme et de la révolution prolétarienne que celui de Franco en Espagne.

3 - La terreur policière et les calomnies de Staline n'étaient que l'aspect politique d'une lutte à mort contre la révolution, menée par l'ensemble de la bureaucratie. On ne peut donc attendre le rétablissement de toute vérité que de l'anéantissement de cette bureaucratie par la classe ouvrière qu'elle a réduite à l'esclavage. Je n'espère rien du parti russe ni de ses imitateurs foncièrement anti-communistes. Toute déstalinisation s'avèrera un leurre, si elle ne va pas jusqu'à la prise du pouvoir par le prolétariat et la dissolution des institutions policières, politiques, militaires et économiques, bases de la contre-révolution qui a établi le capitalisme d'Etat stalinien.

Recevez, monsieur le Directeur, mes salutations.

Paris, 9 novembre 1961.

Natalia Sedova TROTZKY.



TOUS CONTRE LES MONOPOLES

Aujourd'hui, la « lutte contre les monopoles » constitue l'axe de la politique des prétendus partis communistes : il n'y aurait pas de problème *actuellement* soluble dont l'hégémonie économique et politique des monopoles n'empêchât la solution.

Il existe sans doute des partis bourgeois qui nient jusqu'à l'existence des monopoles, tandis que nombre d'économistes également bourgeois, non seulement la reconnaissent, mais proposent des recettes pour les contrôler. La position n'est donc pas propre aux pseudo-partis ouvriers : il s'agit d'une théorie actuellement à la mode, que l'on pourrait appeler celle « de la troisième force économique ».

Ces éminents professeurs sont partisans de l'initiative privée, mais ils considèrent qu'une intervention prudente de l'Etat pour la discipliner est nécessaire. Ils entendent remédier ainsi, aussi bien aux excès de liberté de ce qu'ils appellent le « capitalisme classique », qu'aux excès d'autorité du prétendu « communisme » russe. L'intention affichée est donc différente de celle des pseudo-communistes qui ne manquent pas d'invoquer le « socialisme » dans toute leur phraséologie anti-monopoliste : mais en quoi les solutions diffèrent-elles ?

Un peu partout, des mesures anti-trusts ont donc été préconisées et des projets de loi ont été lancés par des organismes gouvernementaux : ainsi, non seulement on trouve des adversaires des monopoles dans tous les partis, mais il y en a même jusque dans les conseils des ministres ! Partout, il s'agit de défendre la libre concurrence à l'aide de lois entravant les accords entre monopoles. Pour les apologistes de l'économie de marché (et ce ne sont pas les « communistes » qui feront exception !), la concurrence est et doit rester un principe sacré, inviolable ! Sans cela, en effet, que deviendrait cette baisse des coûts de production dont « l'économie nationale a besoin pour rester compétitive » ? Or c'est là toute la sagesse économique des bourgeois et des partis ouvriers renégats.

Notons tout d'abord que les lois anti-monopolistes ne visent généralement que les magnats de l'industrie et se gardent bien de toucher aux monopoles financiers, sans compter qu'elles semblent faites pour que les magnats en question puissent les violer en toute quiétude. Toute l'expérience historique, en particulier l'exemple américain, en montre la totale inconstance. Même dans un traité universitaire comme l'« Histoire économique » de l'Italien Luzzato, on peut lire : « A commencer par le Sherman Act, l'Etat américain a promulgué entre 1890 et 1913 de nombreuses lois contre les trusts qui sont restées presque totalement inefficaces. Les plus puissants d'entre eux, comme la Standard Oil, Rockefeller et l'U.S. Steel Corporation de Morgan n'ont fait que devenir plus puissants encore, fût-ce au prix de certaines transformations. » Les petits Etats européens devraient, eux, venir à bout de ces monstres, alors que l'Etat américain a échoué. Il est clair qu'ici comme là le résultat de la lutte anti-monopoliste ne peut être que nul.

Cependant, les terribles « opposants de gauche » des parlements bour-

geois (1) ne se fatiguent pas de demander « des mesures » pour freiner le processus de concentration des monopoles privés, et en particulier la nationalisation de certaines branches d'industrie. Il est vrai que les nationalisations sont présentées comme des revendications maxima qu'on ne considère pas comme réalisables actuellement « parce qu'il n'existe pas pour cela un rapport de forces favorable ». Donc, pour l'instant (et qui sait pour combien de temps ?), on se contente finalement de réclamer le « contrôle démocratique des monopoles » : voilà à quel niveau est tombé le « socialisme » des partis communistes d'aujourd'hui !

L'activisme incohérent a toujours caractérisé la politique des partis opportunistes : il n'y a donc pas lieu de s'étonner de la confusion et de l'imprécision de ce dernier mot d'ordre. En réalité, les « communistes » visent, tout comme les autres partis bourgeois, à créer de nouveaux organismes d'Etat tout aussi inutiles que les anciens, une nouvelle bureaucratie qui, elle aussi, s'engraissera sur le dos du prolétariat ! En un mot, leur remède est pire que le mal qu'ils prétendent vouloir guérir !

La prétention des « communistes » à faire passer cette politique pour marxiste s'appuie sur une « théorie économique » que notre devoir de marxistes est de démolir. Cette théorie est celle que Staline sacrait pompeusement « loi économique fondamentale du capitalisme contemporain » dans son discours au XIX^e Congrès, c'est-à-dire la prétendue « loi du profit maximum ».

Selon Marx, le prix de production des marchandises était égal au coût de production plus un profit au taux de profit social moyen. Selon Staline, cela n'était vrai que pour l'époque de Marx, parce qu'alors la concurrence permettait aux capitaux de se déplacer des branches (ou des entreprises) où le taux de profit était bas, aux branches (ou aux entreprises) où il était élevé. Depuis l'apparition des monopoles engendrés par la concentration capitaliste, les choses auraient changé, aux dires de Staline. Se conduisant moins démocratiquement que le vieux capitalisme libéral à l'égard des petites et moyennes entreprises, le capitalisme de monopole ne se contenterait pas d'un taux social moyen de profit, mais rechercherait un taux plus élevé : aujourd'hui, le prix de production des marchandises ne comporterait plus pour les entreprises capitalistes particulières un même taux de profit, le taux moyen de Marx, mais un taux maximum (?) imposé par la *volonté* insatiable des monopoles, plus forte que les lois économiques découvertes par Marx. Telle était la perle théorique contenue dans le fameux écrit de Staline « Les problèmes économiques du socialisme », et que les pseudo-communistes se sont empressés de recueillir pieusement. De cette théorie, Staline tirait la conclusion que les indices de la production des pays capitalistes devaient fatalement diminuer. Le XX^e Congrès du Parti communiste russe rejeta comme on sait cette conclusion, en même temps que toute perspective de crise « finale » du capitalisme, mais il maintint le reste de la théorie. C'est pourquoi les « communistes » identifient la « lutte contre les monopoles » avec la revendication insistante d'une « politique *démocratique* de développement économique ». Que diable ! Le petit capitaliste doit pouvoir jouir du même taux de profit que les monopoles ! Il faut une

(1) On verra, dans ce même numéro, que les dirigeants « ouvriers » de la C.G.T. leur font écho.

politique économique qui lui rende ce droit, alors l'économie nationale se développerait davantage, et la collectivité tout entière (prolétariat compris !) en « bénéficierait » ! A la « volonté » des monopoles, il faudrait opposer celle d'un gouvernement défendant les intérêts de tous, c'est-à-dire un gouvernement des « classes laborieuses » (élu au suffrage *universel*, bien sûr !). Quels déterministes ! Pour eux tout est une simple question de « politique ».

Pareil problème est dépourvu de toute réalité, mais s'il existait et que que cette solution réclamée par les staliniens triomphe, elle irait à contre-sens de l'histoire, ne modifiant d'ailleurs rien aux rapports de classes existant entre le prolétariat et la bourgeoisie. Le fait est qu'il n'existe pas en réalité d'inégalité permanente du taux de profit des entreprises. Si les monopoles dominent toute l'économie, ce n'est nullement parce qu'ils bénéficieraient en permanence d'un taux de profit plus élevé, mais parce que la masse de profit croît continuellement, en même temps que la masse de la production. C'est même la tendance à la baisse du taux de profit (autre loi fondamentale découverte par Marx) déterminée par la composition organique croissante du capital qui stimule cet élargissement constant de la production des grandes entreprises. C'est cela qui explique la paupérisation croissante des classes moyennes ; c'est cela qui nous fait conclure que rien ne peut empêcher leur ruine en régime capitaliste, une ruine que seuls les opportunistes peuvent se proposer de conjurer, au lieu de lutter pour le seul objectif marquant un « progrès » par rapport à la société actuelle : l'instauration du socialisme (1).

On peut se demander pourquoi Staline a voulu établir une « loi économique » de son cru qu'il prétendait avoir « découverte » dans le capitalisme contemporain, et qu'il baptisa improprement « du profit maximum », alors qu'il voulait parler de « *taux de profit maximum* ». La raison en est à la fois « théorique » et politique. Si Staline avait admis que la loi de la valeur existe dans toutes les phases du capitalisme et qu'elle est à la base de ce mode de production, il lui aurait été impossible de faire passer pour socialiste l'économie soviétique : n'avait-il pas été contraint de reconnaître par ailleurs que la « loi de la valeur y existait et y était en vigueur », puisque là « où il y a des marchandises et une production mercantile (comme en Russie !), la loi de la valeur doit forcément s'exercer ».

Pour faire comprendre son « erreur » (base « théorique » de la plate propagande anti-monopoliste d'aujourd'hui), nous donnerons ici une explication marxiste succincte du développement de la production capitaliste.

A l'intérieur de chaque branche de la production, la valeur sociale des marchandises produites est différente de la valeur particulière des produits des différentes entreprises (capital constant - capital variable - plus-value ou profit). Cette valeur sociale est la moyenne entre toutes les valeurs particulières, et c'est elle qui s'exprime dans le prix des marchandises. Le taux de profit (c'est-à-dire le rapport entre la plus-value et le capital total) et la masse du profit sont bien entendu différents selon les entreprises. En général, l'entreprise qui aura le taux de profit le plus fort est celle où l'on aura introduit de nouvelles techniques et abaissé ainsi la valeur particulière des marchan-

(1) Une critique complète de la brochure de Staline « Les problèmes économiques du socialisme » est parue dans notre N° 8, sous le titre de « Dialogue avec Staline ». La loi de baisse du taux de profit y est traitée plus particulièrement dans les pages 34 à 36.

dises produites : vendant au prix de production déterminé par le taux de profit moyen, elle bénéficiera de la différence entre le prix et la valeur réelle de sa marchandise. Mais cet avantage recèle sa propre négation : pour chasser les autres entreprises du marché, celle qui a réalisé un progrès technique est contrainte de réduire ses prix, diminuant d'autant son profit. Par ailleurs la menace de ruine qui pèse ainsi sur les autres entreprises les contraint à adopter les mêmes perfectionnements pour pouvoir abaisser leurs prix. Le résultat de ces divers mouvements sera la stabilisation du taux de profit à un niveau inférieur, mais un niveau moyen commun à toutes les entreprises.

Lorsqu'on considère globalement la production capitaliste, on s'aperçoit qu'il est impossible d'admettre qu'à égalité de capital engagé, deux entreprises appartenant à des secteurs différents de la production sociale s'approprient des masses de profit différentes : l'entreprise où le capital aurait un taux de profit moindre placerait une partie de son avoir dans le secteur le plus rémunérateur.

D'ordinaire, c'est le rendement qui détermine la répartition des capitaux. Tous les capitaux, petits ou grands, le veulent le plus élevé possible et ils entrent en conflit les uns avec les autres. Le résultat est double : 1° l'inégalité temporaire des taux de profit disparaîtra pour laisser place à un taux de profit moyen unique, 2° ce taux de profit moyen diminue *historiquement*, c'est-à-dire que le capital dans son ensemble rapporte toujours moins, le capital avancé croissant toujours par rapport à la plus-value qu'on en peut retirer, bien que celle-ci augmente constamment. Du début du capitalisme à sa phase finale actuelle, cette dynamique est restée la même, et elle ne peut pas changer tant que l'économie reste organisée sur la base des *entreprises*, ce qui, notons-le, est tout autant le cas du capitalisme d'Etat que d'une économie de petites entreprises « privées ». Plus les exploitations privées s'agrandissent, monopolisant des secteurs entiers de la production, plus les deux lois économiques ci-dessus énoncées font sentir leur action. Les monopoles ne modifient donc nullement les lois capitalistes. Ils n'abolissent pas la concurrence qui devient plus libre et plus pure que jamais, mais ils rendent cette concurrence, qu'aucune entente ne peut éliminer, plus féroce encore que par le passé.

L'accord ne peut durer, c'est indéniable : tôt ou tard, il doit se transformer en une nouvelle lutte, plus âpre. Tous les moyens y sont bons : la séduction ou l'assujettissement des consommateurs, la baisse des prix et jusqu'à la guerre ouverte. Au cours de cette compétition, on procède également à la modernisation des installations, si bien que les prix des marchandises oscillent autour des prix de production comportant un taux de profit moyen égal pour tous les capitalistes petits ou grands et pour l'Etat monopoliste. Le capital financier agissant sur le marché mondial (et non pas seulement national) grâce à l'exportation des capitaux, c'est également à l'échelle mondiale que l'inégalité entre les taux de profit des capitaux tend à s'annuler.

La thèse de la formation d'un taux de profit moyen et des prix de production, nous oblige à dénier toute valeur à l'affirmation des staliniens (ou krouchtcheviens...) suivant lesquels les prix élevés pratiqués par les monopoles étoufferaient l'agriculture. Pour nous, les raisons de l'état arriéré de l'agriculture ne résident pas dans la prétendue injustice qui consiste à gonfler les prix d'une manière artificielle, mais dans la nature même du capital. Aux yeux du

capitaliste l'unique chose importante c'est le rendement et non les besoins humains les plus légitimes. L'agriculture, en effet, connaît partout la même infortune : dans les pays où existe la rente des propriétaires terriens et en U.R.S.S. où ceux-ci ont été éliminés. En ce qui concerne le ralentissement du rythme d'accroissement de l'économie capitaliste dans son ensemble, — dont on accuse les monopoles — nous maintenons la thèse marxiste : ce phénomène exprime la loi de la décroissance du taux général du profit. Remarquons que Marx a énoncé cette loi avant d'analyser la répartition du profit entre les différents groupes de la bourgeoisie. Elle se vérifie toujours dans les pays capitalistes ; aussi bien en occident où, à côté des monopoles privés et étatiques, on trouve une multitude de petites entreprises industrielles et artisanales, qu'en Russie où le monopole d'État est plus étendu.

En réalité, le ralentissement historique du rythme d'accroissement relatif de la production industrielle dès que le capitalisme devient adulte — que confirme l'étude du jeune capitalisme russe — traduit bien la baisse du taux de profit formulée par Marx et vainement contestée par Staline (1). Pour Marx, dans l'accumulation progressive à l'état pur, toute la plus-value (dont le montant est égal au profit) est transformée en nouveau capital investi. Puisque le capital croît chaque année et que la plus-value qu'il produit augmente, la règle de la diminution de l'accroissement relatif annuel (exprimant le rapport de la plus-value au capital total), si la masse globale de la plus-value ou du profit s'élève, s'explique seulement par la diminution de leur rapport ou taux de profit. Ainsi l'évolution du capital industriel obéit à une loi commune qui régit la croissance de toute la matière physique et biologique : la masse augmente, l'accroissement absolu également, l'accroissement relatif (rapport de l'accroissement à la masse) diminue. Malgré Staline, le *taux* du profit n'a pas cessé de descendre, et la *masse* du capital et du profit croissait bien avant que le chef génial se fût intéressé à la question. Le profit du grand capital augmente sans se soucier des « théoriciens » du stalinisme (ancienne ou nouvelle manière) et son taux est moins usuraire que celui de la petite entreprise.

L'adoption des mesures qu'ils proposent ne causerait aucun dommage au capital. Il ne sera détruit que par la révolution. Elle l'ensevelira en même temps que les charognes des renégats.

C'est la loi de la baisse du taux de profit, en cette phase du développement des grands monopoles, qui a aggravé les contradictions du capitalisme, rendant encore plus inévitable et féroce la lutte entre les États, la guerre impérialiste que seules la révolution et la dictature du prolétariat peuvent éliminer. Les autres moyens, tels les contrôles plus ou moins démocratiques, les nationalisations, etc., ne sont qu'illusions pour les classes moyennes ; pour le prolétaire elles ne représentent pas la voie vers le socialisme, mais mystification, esclavage et conservation du capitalisme. Il ne s'agit pas de dresser des obstacles devant l'un ou l'autre monopole, mais de détruire le monopole de la classe bourgeoise sur les moyens de production et sur les produits.

(1) Dans une étude sur l'évolution du capitalisme, dont la parution commencera dans notre prochain numéro, nous aurons l'occasion de revenir plus à fond sur toutes ces questions.

L'ÉCONOMIE SOVIÉTIQUE de la Révolution d'Octobre à nos jours

III - DU COMMUNISME DE GUERRE A LA NEP

Regard en arrière sur le communisme de guerre.

L'importance historique du X^e Congrès du PCR, qui se tint du 8 au 16 mars 1921, réside dans le fait qu'il marque la fin du « communisme de guerre » et inaugure la phase de la NEP. Aucun tournant n'a été plus mal compris. Une opposition qui passe généralement à tort pour une opposition de gauche se manifesta déjà à ce congrès contre la nouvelle orientation et la majorité du Comité Central. A l'étranger, de nombreux camarades crurent à une capitulation, une renonciation des bolchéviks à leurs buts révolutionnaires, tandis que la bourgeoisie tirait avantage de ce que Lénine lui-même appela un « recul », pour « démontrer » l'impossibilité du socialisme. Aujourd'hui, après trente ans, et plus, de mensonges staliniens sur la prétendue construction du plein socialisme en Russie, la confusion est encore plus grande.

Pour bien élucider le sens réel de la NEP, il nous faut revenir sur la phase qui l'a précédée et dont elle dérive dialectiquement, sur ce que l'on a appelé le « communisme de guerre ». Nous ne saurions mieux faire que citer l'analyse qu'en donna Trotsky dans son brillant discours au IV^e Congrès de l'Internationale, où il présenta et défendit la nouvelle politique économique et la géniale conception léninienne devant les communistes étrangers (1).

« Après la conquête du pouvoir, rappelle Trotsky, le problème central le plus ardu est celui de la reconstruction économique. L'accomplissement de cette tâche dépend de circonstances de nature et d'importance diverses : 1. du niveau des forces productives, et spécialement des rapports d'échange entre industrie et agriculture ; 2. du degré de culture et d'organisation de la classe ouvrière qui a conquis le pouvoir ; 3. de la situation politique nationale et internationale, à savoir si la bourgeoisie a été définitivement battue ou au contraire résiste encore, si le capitalisme étranger intervient ou non, si les chefs techniques des entreprises tentent ou non des sabotages, etc. ».

Dans le cas de la Russie, les difficultés politiques qui, dans l'ordre logique viennent au troisième rang, ont été en réalité les plus graves. Le peu de culture des masses russes est venu en seconde ligne, et seulement en troisième le très faible développement des forces productives.

Il arrive en outre que les tâches politiques et économiques entrent, comme ce fut le cas en Russie, en nette opposition les unes avec les autres : « La

(1) L'abrégé, d'inspiration stalinienne, de l'histoire du P.C.R., ne manque pas de commettre un nouveau faux à propos de la N.E.P., en prétendant que les « capitulards comme Trotsky » s'opposèrent alors aux sages décisions de Lénine (c'est-à-dire à la nouvelle orientation), mais furent — langage habituel des ouvrages de cette source — « démasqués, isolés et battus en brèche ». La destruction de toutes les traditions du communisme mondial permet à de tels mensonges de « passer » sans difficulté auprès des jeunes générations. Pour ne pas y croire, aujourd'hui, il faut avoir vécu cette époque. Au IV^e Congrès assistaient entre autres les représentants de la gauche marxiste italienne : ils sont aujourd'hui les seuls qui, n'ayant ni trahi, ni renoncé à la lutte, puissent témoigner de la vérité. Notons que si alors la grande majorité de cette délégation italienne se trouvait en net désaccord avec la tactique préconisée par l'Internationale en Europe, qu'elle jugeait susceptible de provoquer une recrudescence dans l'opportunistisme, elle fut parfaitement solidaire de la politique sociale du P.C.R. et n'eut pas la moindre réserve à formuler sur la N.E.P.

raison économique n'est pas toujours d'accord avec la nécessité politique. Quand dans la guerre civile je suis menacé d'une attaque des Blancs, je fais sauter un pont. Du point de vue des nécessités économiques, c'est un acte de vandalisme, mais du point de vue politique, c'est une obligation absolue ; je serais plus qu'un naïf, un traître, si je ne le faisais pas ». Pourtant, faire sauter des ponts, des routes, des voies ferrées, c'est en effet abaisser le niveau des forces productives.

Du point de vue strictement économique, donc, les expropriations de 1917-18 auraient dû être renvoyées à plus tard, car, comme Trotsky eut le courage de le reconnaître « les capacités d'organisation de l'Etat ouvrier étaient encore bien inférieures à ce qu'auraient demandé même les nationalisations les plus sommaires ». Dans ces conditions, la logique purement économique aurait commandé de ne prendre en main que la gestion des grandes entreprises et d'abandonner les autres à la gestion privée aussi longtemps qu'on ne pourrait pas passer à leur nationalisation. Les nécessités politiques et militaires en ont décidé autrement : en effet, la bourgeoisie russe, voyant le capitalisme européen toujours bien en selle, ne voulait pas croire que c'en était fait d'elle. Il fallait la force pour la faire renoncer à la lutte, à la conjuration et au sabotage. « Chaque usine, chaque banque, chaque bureau, chaque étude d'avocat devenaient une forteresse organisée contre nous. Tout cela donnait à la contre-révolution la base matérielle et le lien organisatif dont elle avait besoin ». C'est ainsi qu'il fallut tout faire occuper par des révolutionnaires sûrs, qui avaient malheureusement plus d'expérience comme militants que comme organisateurs.

« Les politiciens impuissants du genre des Kautsky, des Barrer, des Martov posent les questions du point de vue de la rationalité économique abstraite. Nous, nous les affrontons du point de vue de la lutte révolutionnaire. Cela voulait dire couper le ravitaillement à l'ennemi pour le mieux repousser, sans regarder dans quelle mesure cela ne troublait pas l'organisation du travail économique. Du point de vue économique, nous avons été poussés dans cette période à concentrer nos efforts sur des tâches élémentaires : soutien matériel de l'Etat ouvrier ; ravitaillement et équipement de l'Armée Rouge qui le défendait au front, et, en seconde ligne, de la partie de la classe ouvrière vivant dans les villes. *L'économie d'Etat primitive qui assumait plus ou moins bien ces tâches reçut plus tard la dénomination de Communisme de guerre* ».

Il est bien évident que pour prendre des mesures semblables, il n'est nul besoin d'être révolutionnaire prolétarien et communiste : quel est l'Etat, libéral ou fasciste, qui ne proclame la loi martiale et ne procède à des réquisitions sans indemnité dans les situations de détresse ?

Bien mieux : comment a procédé ce « communisme de guerre » dont le contenu révolutionnaire est indéniable, pour procurer aux populations les subsistances nécessaires ? Trotsky répond : « Le gouvernement soviétique ne se trouva pas en présence d'un marché libre des céréales, mais d'un monopole des céréales organisé sur la base du vieil appareil de distribution commerciale ». Attention ! Cela signifie que le pouvoir soviétique utilisa non pas un monopole créé par un capitalisme développé, mais bel et bien le vieux monopole que possédaient les monarchies absolues sur les greniers publics, et qui leur permettait de faire des distributions gratuites à la population des villes

en période de famine : c'était tout autre chose que du « communisme », comme on voit !

Trotsky poursuit : « La guerre civile ayant détruit cet appareil, il ne resta plus à l'Etat prolétarien qu'à mettre sur pied en toute hâte un organisme étatique pour la réquisition et le ramassage des céréales chez les paysans. »

« Ces denrées de première nécessité furent distribuées sans tenir compte de la productivité du travail, et il ne pouvait en aller autrement. Pour établir une correspondance quelconque entre le Travail et le Salaire, il aurait fallu une administration incomparablement plus poussée de l'économie et une quantité de denrées beaucoup plus grande. Dans les premières années du régime soviétique, il s'agissait avant tout de nourrir la population des villes... On y parvint à l'aide du rationnement — du « paiok ». A la différence du rationnement de guerre que tous les pays capitalistes ont connu, le « paiok » russe des années révolutionnaires excluait le paiement en argent. Il enthousiasma à juste titre les jeunes communistes européens qui se rendaient alors en Russie, mais bien loin d'être une forme du communisme supérieur, il représentait tout simplement la réapparition d'un phénomène médiéval, suscitée par des circonstances difficiles. Trotsky a donc parfaitement raison de dire : « La réquisition sans monnaie ou en monnaie dévaluée des excédents détenus par la paysannerie, et la répartition par rationnement à la population des villes, étaient de véritables mesures de forteresse assiégée, non de l'économie socialiste. »

Le gouvernement bolchévik eut également à assurer un minimum de production industrielle pour l'armée en guerre et la classe ouvrière. Dans les différentes économies, toute production manufacturière tend à atteindre un certain équilibre par rapport à la production agricole, de même que se réalise un autre équilibre entre biens de consommation et biens de production. En économie capitaliste, cet équilibre est atteint au moyen du marché, de la libre concurrence, du jeu de l'offre et de la demande. Nous, marxistes, nous dénonçons à bon droit l'anarchie d'un tel système, mais nous ne nions pas qu'à travers des alternatives de crise et de prospérité, il atteigne à une certaine proportionnalité entre les différents secteurs de production. En Russie la révolution et la guerre civile avaient détruit cette possibilité en interrompant la production et les échanges. Comment rendre vie à l'économie ? En système socialiste, c'est une planification centrale, d'abord nationale, puis internationale, qui permet d'harmoniser les différents secteurs de la production sociale. Mais une telle planification ne peut résulter d'une simple volonté d'organisation : elle est fille d'un long développement de toutes les forces productives et de toutes les ressources. Pour en arriver là, la Russie de la guerre civile avait encore un long chemin à parcourir. Dans une telle situation que faire ? Trotsky répond : « Une tâche élémentaire, vitale, apparut : former un appareil même grossier, même provisoire, pour tirer l'industrie du chaos et fournir à l'armée en guerre et à la classe ouvrière les produits de première nécessité. Ce n'était pas là, à proprement parler, une tâche économique au sens large, mais plutôt une opération militaro-industrielle ». Avec la collaboration des syndicats l'Etat se mit donc à gérer les usines, et créa un appareil central de distribution qui, quoique déséquilibré, permit cependant de fournir à l'armée

ce dont elle avait besoin, en quantités insuffisantes, sans doute, mais qui permirent cependant la victoire.

Les résultats ? La politique des réquisitions forcées de céréales conduisit à la baisse et à la désorganisation de la production agricole. La gestion bureaucratique centrale des usines fit obstacle à l'utilisation rationnelle des installations, aussi bien que des capacités techniques des travailleurs. Enfin, la politique de l'égalité des salaires — ou du salaire en nature — paralysa le développement des capacités de travail. Le régime de la forteresse assiégée avait imposé cette politique, mais pouvait-on passer sans oscillations ni retrait de ce « communisme de guerre » au socialisme ? Les bolchévik l'avaient-ils jamais espéré ? Trotsky répond : « En effet, nous l'avons espéré. Dans cette période, nous croyions que *la révolution en Europe occidentale se serait développée beaucoup plus rapidement qu'elle n'a fait*. Si en 1919, le prolétariat s'était emparé du pouvoir en Allemagne, en France et, de façon générale, en Europe, notre développement économique aurait pris sans aucun doute une forme bien différente ». Il ne s'agissait pas là, encore une fois, de la « construction du socialisme dans un seul pays ! » Dans sa conclusion, enfin, Trotsky montre que la nouvelle politique économique russe est rendue nécessaire par la situation de classe internationale : « Il est clair que sur le plan militaire, nous avons remporté la victoire. Mais il sera bientôt tout aussi clair que, sur le plan économique, *nous ne pourrions pendant longtemps encore compter que sur nos propres moyens, sur nos seules forces* ». Trahie par la social-démocratie occidentale, la Révolution, qui aurait pu donner à la Russie arriérée une aide technique puissante et la faire remorquer par les pays les plus avancés d'Europe, la Révolution en laquelle les bolchéviks ne cessèrent d'espérer, n'était pas venue !

La nouvelle politique économique : la question du ravitaillement.

C'est dans son discours au X^e Congrès sur *l'Impôt en Nature* que Lénine exposa et justifia la nouvelle politique économique. L'importance de ce texte réside dans le fait que la question est abordée « non du point de vue de sa valeur d'actualité, mais du point de vue des principes généraux ». En fait, ces principes sont les mêmes que dans les textes ci-dessus étudiés de la fin de 1917 et de 1918, et si en 1921 Lénine les expose avec une insistance particulière (1), c'est que la guerre civile et la famine de 1920 ont encore aggravé les difficultés. La révolte qui éclata à Cronstadt huit jours après l'ouverture du X^e Congrès vint d'ailleurs confirmer que le dialogue entre la Révolution et le mécontentement des basses classes avait commencé. Cette révolte fut écrasée par Staline à l'aide des méthodes peu brillantes qu'on lui connaît ; et même si elles étaient justes dans le cas de Cronstadt, elles exposèrent tous les communistes du monde à de sinistres comparaisons, par analogie avec la fameuse dépêche au tsar : « L'ordre règne à Varsovie ». Mais il fallait résoudre

(1) En introduction à son discours sur *l'Impôt en Nature*, Lénine cite une brochure publiée en 1918 par le Soviet des ouvriers de Pétrograd et contenant deux articles écrits par lui-même, l'un du 11 mars 1918 sur la paix de Brest-Litovsk, l'autre du 5 mai 1918 consacré à une polémique avec les communistes de gauche. Cette référence est intéressante, car elle suffit à montrer la continuité de la ligne suivie par Lénine.

de façon marxiste le problème des rapports avec les petits producteurs (2), et cela, c'est la NEP qui le fit.

Citons Lénine : « La situation politique au printemps de 1921 était telle que des mesures immédiates s'imposaient... pour améliorer la situation de la paysannerie et relever ses forces productives.

Pourquoi précisément de la paysannerie, et non des ouvriers ?

Parce que pour améliorer la situation des ouvriers, il faut du pain et du combustible. Pour l'instant, le plus grand obstacle du point de vue de notre économie nationale tout entière est là. Or, on ne peut augmenter la production et la récolte de blé, le stockage et transport de combustible qu'en améliorant la situation de la paysannerie, qu'en relevant ses forces productives. Il faut commencer par la paysannerie. Ceux qui ne comprennent pas cela, ceux qui sont portés à voir dans cette mise en avant de la paysannerie une « abdication » ou un semblant d'abdication de la dictature du prolétariat, ceux-là... se laissent subjugués par la phraséologie... Le prolétariat comme classe dirigeante, dominante, doit savoir orienter la politique de façon à résoudre au premier chef la question la plus urgente, la plus névralgique. Le plus urgent, à l'heure actuelle, c'est de prendre des mesures propres à relever tout de suite les forces productives de l'économie paysanne. Ce n'est que *par cette voie* qu'on pourra améliorer la situation des ouvriers, renforcer l'alliance des ouvriers et des paysans, consolider la dictature du prolétariat. Ceux des prolétaires ou des représentants du prolétariat qui voudraient améliorer la situation des ouvriers par *d'autres voies* seraient en réalité des auxiliaires des gardes blancs et des capitalistes. Car suivre une autre voie, c'est faire passer les intérêts corporatifs des ouvriers avant leurs intérêts de classe ; c'est sacrifier à un avantage immédiat, momentané, partiel, des ouvriers, les intérêts de la classe ouvrière tout entière, de sa dictature, de son alliance avec la paysannerie... ».

Les paysans devront verser à l'Etat une certaine quantité de céréales fixée district par district et année par année selon des critères uniformes. Mais ils pourront vendre « légalement » contre de l'argent leurs excédents, pour acheter des produits manufacturés.

Ce rétablissement du commerce des denrées agricoles fit dire aux adversaires qu'en 1921, la Russie avait reculé du socialisme au capitalisme. Dans son discours, déjà cité, au IV^e Congrès mondial, Trotsky combat énergiquement cette position : « Il est absolument faux que notre développement économique se fasse du communisme au capitalisme. *Nous n'avons jamais eu le moindre communisme.* Nous avons nationalisé une économie bourgeoise désorganisée et *introduit* pendant la dure période de lutte pour la vie et la mort un régime de communisme de la consommation. Ayant battu la bourgeoisie dans la lutte

(2) Nous faisons entièrement nôtre le diagnostic de Lénine sur Cronstadt, et avec lequel Trotsky était parfaitement d'accord : « La révolte de Cronstadt fut peut-être l'exemple qui montra avec le maximum d'évidence comment les ennemis du prolétariat exploitent toute déviation de la ligne communiste conséquente. A cette occasion, la contre-révolution bourgeoise et les gardes blancs de tous les pays du monde se sont tout à coup montrés disposés à adopter comme mot d'ordre les Soviets pourvu qu'il leur permit d'abattre la dictature révolutionnaire en Russie. Les S.R. les menchéviques et la contre-révolution bourgeoise utilisèrent, pour ainsi dire à Cronstadt les trois mots d'ordre de l'insurrection au nom du pouvoir soviétique contre le gouvernement soviétique de la Russie. *Les Soviets, mais non les bolchéviques*, tel était le mot d'ordre. » (C'est nous qui soulignons.)

politique et sur les champs de bataille, nous commençons à avoir la possibilité d'aborder la construction économique, et là, nous nous vîmes contraints de revenir aux rapports de marché entre les villes et la campagne, entre les différents secteurs d'industrie et les différentes usines ».

En fait, si Lénine lui-même a pu caractériser la NEP comme un « recul », ce recul ne découlait pas d'un « choix » du parti au pouvoir, mais des nécessités économiques. Dans un pays où prédomine la petite propriété paysanne, où l'industrie est tombée à zéro, quelle peut être la politique du prolétariat socialiste ? « Donner, demande Lénine, au petit paysan, en échange du blé et des matières premières tous les produits dont il a besoin et que fournit la grosse industrie socialiste ? Ce serait là la politique la plus désirable, la plus « rationnelle » ; et c'est cette politique que nous avons commencé à pratiquer. Mais nous ne pouvons pas donner tous les produits, loin de là, et nous ne le pourrions pas de sitôt, du moins tant que nous n'aurons pas terminé, ne serait-ce que la première tranche d'électrification du pays. Comment faire alors ? Ou bien essayer d'interdire, de bloquer à fond tout développement des échanges privés non effectués par l'Etat, c'est-à-dire du commerce, c'est-à-dire du capitalisme » (pour le marxiste orthodoxe qu'est Lénine, commerce = capitalisme) — « développement inévitable quand il y a des millions de petits producteurs. Cette politique serait une sottise et un suicide... Sottise, parce qu'elle est économiquement impossible. Suicide, parce que les partis qui essaient de pratiquer une telle politique aboutissent à une faillite certaine... Ou bien (dernière politique possible et seule raisonnable) NE PAS ESSAYER D'INTERDIRE OU DE BLOQUER LE DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME, MAIS S'APPLIQUER A L'ORIENTER DANS LA VOIE DU CAPITALISME D'ETAT. » (C'est nous qui soulignons.)

La NEP n'était en effet pas seulement un système d'échanges entre villes et campagnes, mais une étape nécessaire dans le développement de l'industrie dont le potentiel n'atteignait plus en 1921 qu'un septième de celui d'avant-guerre.

LA NEP et le relèvement industriel.

En ce qui concerne la question du relèvement industriel, voici comment Lénine l'expose dans son discours au X^e Congrès :

« La misère et la ruine sont telles que nous ne pouvons rétablir d'emblée la grosse production socialiste, les grandes usines de l'Etat. Pour cela, il nous faudrait avoir d'importantes réserves de blé et de combustible dans les centres de grosse industrie ; il faudrait pouvoir remplacer les machines usées par des machines neuves, etc. L'expérience nous montre qu'on ne peut le faire d'emblée... Par conséquent, il faut aider dans une certaine mesure à rétablir la petite industrie, qui ne demande pas de machines ni d'importantes réserves d'Etat en matières premières, combustibles, ni en denrées alimentaires, et qui est à même d'apporter immédiatement une certaine aide à l'économie paysanne et de relever ses forces productives... ». « Tout doit être mis en œuvre pour stimuler coûte que coûte les échanges entre l'industrie et l'agriculture. Celui qui, dans ce domaine, aura obtenu le maximum de résultats, fût-ce par la voie du capitalisme privé, voire sans coopérative, sans transformation directe de ce capitalisme en capitalisme d'Etat, se sera rendu plus utile à l'œuvre

de construction du socialisme dans l'ensemble de la Russie que celui qui pensera à la pureté du communisme... Cela peut sembler paradoxal : le capitalisme privé dans le rôle d'auxiliaire du socialisme ? Mais cela n'a rien d'un paradoxe : c'est un fait économique incontestable. Puisque notre pays est un pays de petits paysans, aux transports particulièrement désorganisés, sortant de la guerre et du blocus, et politiquement dirigé par le prolétariat qui détient les transports et la grosse industrie, il en résulte inévitablement, d'abord qu'à l'heure actuelle les échanges locaux sont d'une importance primordiale, et ensuite que le capitalisme privé (et à plus forte raison le capitalisme d'Etat) peut être utilisé pour aider à l'avènement du socialisme ».

La NEP, dans le domaine industriel, consiste donc d'une part en entreprises d'Etat fonctionnant par rapport au marché des matières premières, du travail et des produits, comme des entreprises isolées, qui ont leur bilan propre et perçoivent un profit ; mais celui-ci revient à l'Etat (1). D'autre part, en des industries mineures à gestion privée, qui sont soit la propriété de particuliers, soit déjà nationalisées, mais remises en location à des particuliers.

En 1921, il y a donc passage à un capitalisme mercantile et d'entreprise qui n'était nullement une forme socialiste, mais qui constituait cependant un pas en avant dans un pays où le capitalisme industriel n'existait encore que sous la forme d'une industrie de guerre qui, la guerre civile terminée, n'avait plus de raison d'être.

Théorie de la NEP ? Théorie du capitalisme d'Etat.

Les mesures prises avec la NEP s'insèrent parfaitement dans la théorie du capitalisme d'Etat que Lénine avait toujours soutenue. En guise d'introduction principielle au débat, il cite dans son discours sur l'Impôt en nature

(1) La terminologie employée par Trotsky dans son discours devant le IV^e Congrès mondial, et qui s'explique par des raisons de propagande dans une situation où la lutte était encore ardente (1922) peut prêter à confusion. Il affirme qu'en Russie, le pouvoir étant dans les mains de la classe ouvrière « il n'y a pas d'exploitation de classe et il n'y a pas de capitalisme bien qu'il y en ait les formes », c'est-à-dire l'entreprise et le marché monétaire. De même, l'industrie du temps du Tsar était, dit-il, du féodalisme et non du capitalisme, et « la forme de production de l'Etat ouvrier existe et réside dans sa tendance à se développer vers une production socialiste. Mais pour son développement, elle se sert des méthodes élaborées par l'économie capitaliste, et que nous ne pourrions pas liquider avant longtemps ». En somme Trotsky veut dire qu'il n'est pas juste de définir une forme économique en partant de son mécanisme interne, sans tenir compte de la nature de classe de l'Etat politique. Selon lui, un mode de production disparaîtrait d'abord politiquement, puis économiquement. De même qu'en Russie au temps de Pierre I^{er} et plus tard, le capitalisme s'est développé dans l'enveloppe du servage foncier, « de la même façon, le socialisme fait ses premiers pas dans les enveloppes capitalistes ». Il aurait été plus conforme à la terminologie marxiste de dire que le capitalisme se sert de producteurs salariés comme il s'est servi, dans certaines circonstances historiques, de producteurs, serfs ou esclaves, que sa gestion ait été ou soit étatique, ou gestion par des particuliers. Mais il était franchement inadmissible de dire que le socialisme pouvait commencer en se servant de producteurs salariés, car cela contredit le principe selon lequel le socialisme se distingue de toutes les formes précédentes par l'abolition des classes sociales.

Nous préférons donc dire que dans un Etat politiquement socialiste, il peut bien exister des formes économiques non-socialistes en voie de disparition, et parmi elles, le capitalisme d'Etat, le capitalisme privé, la petite production.

Face à la dégénérescence achevée du P.C.R. dans le krouchtchevisme, Trotsky, pour être conséquent avec sa propre analyse, devrait aujourd'hui caractériser l'économie russe comme un capitalisme d'Etat (et non comme un socialisme, puisque la tendance au développement vers le socialisme est arrêtée). Il devrait surtout abandonner la définition d'« Etat prolétarien dégénéré » qu'il appliquait à l'Etat stalinien, et qui signifiait, en d'autres termes, Etat capitaliste et bourgeois : si, à son origine, cet Etat était prolétarien, la dégénérescence (dont Trotsky fut un des premiers à montrer le caractère contre-révolutionnaire) une fois achevée, il n'est plus qu'un Etat capitaliste.

sa propre brochure de 1918 *Sur l'économie actuelle de la Russie*, qui nous permettra de démontrer cette continuité.

« Le capitalisme d'Etat, disait-il en 1918, serait un pas *en avant* (souligné dans l'original) par rapport à la situation actuelle de notre République Soviétique ; si par exemple, d'ici six mois, le capitalisme d'Etat était instauré chez nous, ce serait un immense succès et la plus sûre garantie que, dans un an, le socialisme serait définitivement consolidé chez nous et qu'il serait invincible. » Ici, une explication est nécessaire. Nous soutenons que Lénine calculait que la transformation socialiste de la Russie prendrait des dizaines d'années, et nous le voyons ici qui prévoit un an ; mais il prévoit cela à partir d'une hypothèse absurde : l'avènement du capitalisme d'Etat intégral en six mois. Depuis, quarante-trois ans ont passé et la condition n'est pas encore réalisée ; si, sous Staline, le capitalisme d'Etat était en vigueur dans l'industrie, il ne l'était pas dans l'agriculture (et depuis, il a régressé même dans l'industrie) ; dans ces conditions même quarante-trois nouvelles années ne suffiraient pas pour arriver au plein socialisme, qui, pour s'établir, aura besoin d'une nouvelle révolution politique de classe (1).

Lénine poursuit sa citation : « J'imagine le sursaut de généreuse indignation que cette idée provoquera chez quelques-uns... Comment ? Dans la République socialiste soviétique, le passage au capitalisme d'Etat serait un pas en avant ?... N'est-ce pas là trahir le socialisme ? C'est précisément sur ce point que nous devons nous arrêter plus particulièrement. Tout d'abord, il s'agit d'établir exactement ce que c'est que ce *passage* du capitalisme au socialisme qui nous donne le droit de nous appeler avec juste raison République socialiste des Soviets.

« En second lieu, il faut montrer l'erreur de ceux qui ne voient pas que le *principal* ennemi du socialisme dans notre pays, c'est le caractère petit-bourgeois de l'économie et l'élément petit-bourgeois.

« Troisièmement, il faut bien comprendre l'importance de ce qui distingue, au point de vue économique, l'Etat *soviétique* de l'Etat bourgeois.

« Examinons ces trois problèmes.

« Je crois que parmi ceux qui ont étudié l'économie de la Russie, il n'y en a pas qui aient nié son caractère transitoire. De même, il ne s'est pas trouvé un seul communiste, ce me semble, pour nier que l'expression « République socialiste soviétique » signifie que *le pouvoir des soviets entend réaliser le passage au socialisme, et non point qu'il reconnaisse le régime économique actuel pour un régime socialiste* (c'est nous qui soulignons). »

Le texte est d'une parfaite rigueur scientifique. Le premier théorème est qu'on se trouve en présence d'une économie en transformation, d'une économie impure qu'on ne peut classer à 100 % dans un des types que distingue notre doctrine : féodalisme — capitalisme — socialisme. Ce que sont les formes russes, dans quelle mesure elles sont développées, Lénine l'examine plus loin. Pourquoi alors l'Etat politique se qualifie-t-il de « socialiste » ? L'Etat, suivant un théorème-base du marxisme, n'est pas la société, et surtout pas l'Etat prolétarien, puisque la société issue de la dictature révolutionnaire sera sans

(1) Notons que Trotsky prévoyait cinquante ans en 1926. Deux fois quarante-trois années représentent un délai beaucoup plus long : le retard est dû à la contre-révolution politique.

Etat. Ce sont le juriste et l'idéaliste bourgeois qui identifient Etat et société, parce qu'ils font abstraction des classes. Pour les marxistes, l'Etat coiffe une société qui n'est pas immobile, mais en perpétuelle transformation. Ils ne le définissent pas selon le degré de transformation déjà atteint par la société, mais selon la *direction* dans laquelle l'Etat, qu'il soit révolutionnaire ou conservateur. La monarchie féodale, par exemple, subsiste longtemps après que la féodalité propre, avec le servage, a disparu dans la société, et elle mérite ce nom tant qu'elle fait obstacle au développement des forces productives *bourgeoises*. C'est en considérant de même la tendance de l'Etat, que nous parlons de monarchie ou république *bourgeoises* et de république socialiste, là où le philistin ne sait distinguer que les *formes* de la monarchie, despotique ou constitutionnelle, et de la république, démocratique ou totalitaire (cette dernière qui prolifère l'intrigant d'ailleurs terriblement). Donc, la nature de l'Etat soviétique était une question bien distincte de celle de la structure de la société russe, qui ne venait qu'après. Elle se caractérise par le sens dans lequel s'exerce la force de l'Etat, ce que Lénine exprime ici par la « décision du pouvoir soviétique de réaliser le passage au socialisme ».

« Mais que signifie le mot *passage* ? » demande Lénine ; peut-on croire que le pouvoir qui s'appelle à bon droit socialiste ait la faculté d'établir par décret qu'à partir de tel jour on passera au socialisme ? Ce serait risible : « Le mot de passage ne veut-il pas dire, dans son application à l'économie (notons, pour notre part, que, politiquement il signifie l'alternative la plus tranchée, c'est-à-dire *ou tout le pouvoir à la bourgeoisie ou tout le pouvoir au prolétariat*) que le régime actuel renferme des éléments, des parcelles, des lambeaux à la fois de capitalisme et de socialisme ? Oui, tout le monde reconnaît cela. Mais tout en le reconnaissant, on ne se demande pas quels sont actuellement en Russie ces éléments des différents régimes de l'économie sociale. Or c'est là que se trouve le nœud de la question. »

Et Lénine nous donne, en cinq points, le tableau suivant :

- 1 - Economie paysanne patriarcale, c'est-à-dire naturelle dans une large mesure.
- 2 - Petite production marchande (cette catégorie comprend la plupart des paysans qui vendent du blé).
- 3 - Capitalisme privé.
- 4 - Capitalisme d'Etat.
- 5 - Socialisme.

L'économie paysanne patriarcale est celle des familles paysannes auxquelles la ruine de la féodalité avait permis de rester maîtresses de leurs petits lots de terres, mais qui, du fait de leur technique primitive de culture et du développement limité ou nul des besoins et du commerce, vivaient en consommant leur propre récolte, sans échanger de produits avec autrui. Statistiquement, Lénine considère cette forme comme négligeable.

La petite production marchande s'est définitivement dégagée de l'économie naturelle qui constituait la base de l'économie féodale. Dans cette forme la famille paysanne travaille son lot de terre, consomme une partie de ses produits et, du moins depuis la révolution, porte au marché l'excédent de produits qu'absorbaient auparavant sous forme d'impôts le noble, l'église, le couvent

ou le fonctionnaire tsariste. Cette forme est déjà bourgeoise, et nous verrons que c'est à elle que Lénine accorde la plus grande attention.

Le sens du point 3 est parfaitement clair : *Le capitalisme privé* est une forme complètement bourgeoise.

Le capitalisme d'Etat, c'est le monopole du blé, le contrôle et le recensement auquel l'Etat soumet l'industrie et le commerce privé, ainsi que les coopératives bourgeoises.

Et le socialisme ? Il n'existe d'après le texte même de Lénine qu'à l'état de « possibilité juridique, fondée sur le passage effectif du pouvoir aux ouvriers », possibilité juridique de « ne pas livrer un seul kopeck à d'autres fins qu'à celles du socialisme ». Mais pour que cette possibilité devienne effective, il faut que soit brisée la résistance petite-proprétaire à tout contrôle et recensement de l'Etat — et, bien entendu, que le pouvoir reste aux mains du prolétariat ; (mais Lénine n'envisage pas ici la possibilité d'une contre-révolution politique).

Une fois qu'il a établi quelles formes économique-sociales existent en Russie, Lénine affirme qu'on ne peut s'imaginer sérieusement que le socialisme pourrait engager la lutte contre le capitalisme d'Etat en l'absence de la révolution occidentale.

« Entre qui la lutte est-elle engagée ? Essayons de parler en termes de catégories économiques : est-ce entre le quatrième et le cinquième échelon, dans l'ordre où je les ai énumérés tout à l'heure ? Non, évidemment. Ce n'est pas le capitalisme d'Etat qui est aux prises avec le socialisme ; c'est la petite-bourgeoisie plus le capitalisme privé (c'est-à-dire les formes 2 et 3), qui luttent ensemble, de concert contre le capitalisme d'Etat et contre le socialisme. La petite-bourgeoisie s'oppose à toute immixtion, à tout recensement ou contrôle de l'Etat, qu'ils soient de nature capitaliste ou socialiste. »

La contre-révolution n'est donc pas, selon Lénine, un mouvement de retour au féodalisme. Politiquement et militairement elle a été soutenue de l'étranger par des pays de démocratie capitaliste. A l'intérieur, elle s'appuie sur les couches paysannes petites-bourgeoises. Leur victoire signifierait politiquement la victoire des menchéviks, des socialistes-révolutionnaires et des anarchistes ; économiquement, le maintien, pour une durée indéfinie, du réseau de la petite production, qui est le terrain naturel d'une accumulation capitaliste ; celle-ci finirait par triompher si l'Etat prolétarien, à la suite d'erreurs en politique économique, se trouvait affaibli dans sa force matérielle et de classe. Or, n'est-ce pas là ce qui s'est produit sous le stalinisme et plus encore sous le krouchtchévisme, qui ont tous deux, aussi bien dans le domaine extérieur qu'intérieur, fait pis encore que menchéviks et socialistes-révolutionnaires réunis ?

Il s'agit donc, dans la Russie de 1918-21, de dépasser la forme de la petite production marchande pour aller vers le capitalisme d'Etat dirigé par le pouvoir politique ouvrier. Cette position est tout à fait conforme à celle que prit Marx lors de la révolution allemande de 1848-1850, ainsi qu'au *Manifeste Communiste*, qui dit que le prolétariat appuie au début la bourgeoisie, non seulement quand elle lutte contre le féodalisme, mais aussi quand elle combat la petite production. Une aberration comme celle d'aujourd'hui, qui, un siècle

plus tard, veut entraîner le prolétariat à une alliance avec la petite bourgeoisie contre la grande, le mouvement socialiste n'en a jamais connue.

Pour Lénine, la seconde forme, la forme petite-bourgeoise, était un ennemi bien plus dangereux que le capitalisme privé. Nous avons vu dans le chapitre du *relevement industriel* qu'il considérait ce capitalisme privé comme un « auxiliaire du socialisme », dans la mesure où, dûment contrôlé par l'Etat prolétarien, il aurait pu développer les forces productives. Tandis qu'il proposait des « concessions » — c'est-à-dire des entreprises de type grand-capitaliste concédées et contrôlées par l'Etat soviétique aux capitalistes étrangers — Lénine dénonçait les spéculateurs petits-bourgeois comme les principaux ennemis du pouvoir soviétique ; et même après avoir expliqué qu'il fallait rétablir la liberté des échanges, il continue à insister sur la nécessité de lutter contre eux, de lutter contre « l'appropriation indue ».

« Le capitalisme, dit Lénine, est un mal par rapport au socialisme. Le capitalisme est un bien par rapport au moyen-âge, par rapport à la petite-production, par rapport au bureaucratisme qu'engendre l'éparpillement des petits producteurs. Puisque nous ne sommes pas encore en état de réaliser le passage immédiat de la petite production au socialisme, le capitalisme est dans une certaine mesure inévitable comme une conséquence naturelle de la petite-production et des échanges ; nous devons donc utiliser le capitalisme (surtout en l'orientant dans la voie du capitalisme d'Etat) comme maillon intermédiaire conduisant de la petite-production au socialisme ; nous devons l'utiliser comme moyen, voie, procédé, modalité permettant d'augmenter les forces productives ».

Dans la vision de Lénine revient constamment l'idée que la transformation économique demandera beaucoup de temps. Il n'envisage pas, par contre, une catastrophe politique, une dégénérescence totale du pouvoir prolétarien et bolchévik. Il admet explicitement qu'il sera possible de garder en main le pouvoir, même pendant ce long délai où on ne pourra faire plus que de jeter les *fondements*, les *bases* du socialisme futur. C'est la même position que Trotsky, Kamenev et Zinoviev continuaient à défendre en 1926, presque *in articulo mortis*.

Pour Lénine, ce qui garantit que la longue œuvre économique à accomplir et la non moins difficile défense politique seront possibles, c'est toujours le facteur *international*.

Vers la fin de son discours sur l'*Impôt en nature*, il dit en effet : « Notre force, c'est la netteté et la clairvoyance absolue avec lesquelles nous apprécions *toutes* les forces de classe en présence, aussi bien internationales que russes... Nous avons beaucoup d'ennemis, mais ils sont désunis ou bien ils ne savent pas ce qu'ils veulent (comme tous les petits-bourgeois, tous les Martov et les Tchernov, tous les sans-parti, tous les anarchistes). Nous, au contraire, nous sommes unis directement entre nous, et indirectement avec les *prolétaires de tous les pays* et nous savons ce que nous voulons. C'est pourquoi nous sommes invincibles à l'*échelle mondiale*, ce qui n'exclut cependant pas la possibilité d'une défaite de telle ou telle révolution prolétarienne pour un certain laps de temps. »

Ce lien entre la révolution russe et le prolétariat mondial, l'opportunisme, au contraire, l'a brisé en expulsant le courant révolutionnaire de

l'Internationale, et depuis des décades, le prolétariat international, se trouve dans une situation de défaite. En Russie, quelques degrés ont été gravés du point de vue économique, dans l'échelle des formes de production, les forces productives et les moyens de transport ont été développés ; mais on ne s'est pas dégagé de façon décisive de la petite production paysanne, ni en général de la petite économie, qui survit dans la forme du kolkhoz. Un pouvoir communiste révolutionnaire n'aurait pas gravi l'échelle plus vite, dans les conditions d'isolement de la révolution russe, mais il n'aurait pas triché sur le degré atteint. Même s'il n'y en avait pas d'autres, l'énorme mensonge qui consiste à qualifier de plein socialisme l'économie russe actuelle suffirait à prouver que le parti communiste russe a trahi Lénine et le prolétariat.

La lutte contre l'anarcho-syndicalisme au X^e Congrès.

Au congrès de la NEP, une opposition se manifesta contre la majorité du Comité Central qui proposait toutes les mesures que nous venons d'étudier. Dirigée par Kollontaï (qui fut envoyée par la suite comme ambassadrice à Stockholm), elle passe généralement, comme nous l'avons déjà indiqué, pour une « opposition de gauche », et la première réaction contre la régression commençante de la révolution russe et du parti (1). En réalité, il s'agissait d'une déviation anti-marxiste qui, sans le savoir remontait à Proudhon et à Lassalle. Selon elle, en effet, ce n'est pas le parti de classe qui peut exercer le pouvoir révolutionnaire ni, surtout, gérer la nouvelle économie, mais les organisations prolétariennes constituées sur la base des entreprises productives. La thèse de base de cette « opposition ouvrière » se résumait ainsi : « la tâche d'organiser la direction de l'économie nationale incombe au Congrès des producteurs de toute la Russie, réunis en syndicats de production, et élisant un organe central à qui incombera la direction de toute l'économie soviétique ».

Lénine consacre une partie de son discours au X^e Congrès à la réfutation de cette nouvelle manifestation de la déviation anarcho-syndicaliste qu'il avait déjà combattue au IX^e (2).

Il attaque d'abord la notion de « *gouvernement des producteurs* » que cette déviation doctrinale substitue à celle de *dictature du prolétariat*, et qui n'aurait pu historiquement se traduire que dans une démocratie économique

(1) L'abrégé stalinien de l'histoire du P.C.R. confond complètement cette opposition (dite « opposition ouvrière ») avec l'opposition trotskyste, de 1924 et après. Il reconnaît cependant que Trotsky avait sur les syndicats une position totalement différente de celle de Kollontaï, puisqu'il réclamait leur étatisation et leur militarisation, et nullement leur autonomie à l'égard du Parti.

L'abrégé fait une confusion aussi grave entre cette opposition du X^e Congrès et la « gauche » de Brest-Litovsk, dirigée par Boukharine et définitivement battue après la conclusion du traité avec l'Allemagne, au VII^e Congrès du Parti, en mars 1918.

(2) Au IV^e Congrès Lénine avait eu à combattre l'hostilité de certains bolchéviks contre les spécialistes bourgeois, et leurs considérations sur la nécessité de substituer une direction collégiale à la direction personnelle : « Quiconque... lie la question de savoir en quoi se manifeste la domination de classe avec celle du centralisme démocratique crée une formidable confusion. » Partant des luttes historiques de la bourgeoisie contre le féodalisme, il démontra que la domination de classe se manifeste essentiellement dans l'écrasement des forces sociales adverses et que la question de savoir qui sera l'agent de cet écrasement n'est que sottise. « Quand (en U.R.S.S.) la constitution eut fixé sur le papier ce que la vie avait décidé : l'abolition de la propriété capitaliste et foncière, et déclaré que la classe ouvrière avait consti-

sans couleur politique définie, pratiquement impuissante et socialement aussi conservatrice que la grande bourgeoisie.

« En premier lieu, dans le concept de « producteur », on englobe aussi bien le prolétaire que le semi-prolétaire (tel que le petit-paysan) et le petit-producteur de marchandises (tel que l'artisan indépendant). De cette façon, on s'éloigne complètement de l'exigence fondamentale qui est de distinguer nettement les classes, et de la lutte de classe elle-même ». Or le parti marxiste, la dictature communiste, sont le parti et la dictature des prolétaires, c'est-à-dire de ceux qui, à la différence des cultivateurs directs et artisans libres ne disposent d'aucun moyen de production. La construction boiteuse de l'Opposition ouvrière, reposant, au contraire, sur la confusion entre les différentes classes travailleuses, ressemblait fort au corporatisme mussolinien et au national-socialisme d'Hitler : la cellule-base de l'économie dont elle rêvait, restait, tout comme dans le capitalisme, l'Entreprise, que le socialisme détruira. Et quel entrepreneur bourgeois admettra jamais ne pas être qualifié pour faire partie du « réseau des producteurs » ?

Dans le domaine politique, c'est-à-dire essentiellement sur la question du pouvoir, cette position conduisait à mettre sur le même plan non seulement les ouvriers et les petits producteurs, mais l'ouvrier communiste et le sans-parti. Lénine rétorque : « En second lieu, compter sur les masses sans parti ou flirter avec elles comme le fait la thèse citée, c'est dévier non moins radicalement du marxisme. Le marxisme enseigne que seul le parti prolétarien, c'est-à-dire le parti communiste, est en mesure de regrouper, d'éduquer, d'organiser l'avant-garde de la classe ouvrière et de toutes les masses travailleuses ; qu'il est la seule force capable de résister aux oscillations inévitables de ces masses, à leur étroitesse d'esprit traditionnelle, pour diriger politiquement l'action unifiée du prolétariat... Sans cela, la dictature du prolétariat est irréalisable ».

Interprétant mal certains passages du programme adopté par le Parti bolchevick à son VIII^e Congrès les opposants attribuaient, en particulier aux syndicats ouvriers, une fonction dirigeante dans l'économie aux dépens du parti. Dans la conception que Lénine développe en leur répondant, les syndicats apparaissent bien comme des intermédiaires utiles par lesquels l'influence du prolétariat s'exerce sur les couches semi-prolétariennes et même petites-bourgeoises, mais à condition que le prolétariat se constitue en parti. Il montre par contre que l'élection d'un organe de gestion économique par un

tutionnellement plus de droits que les paysans, et que les exploités n'en avaient plus aucun, elle consacra le fait que nous avions réalisé la domination de notre classe et uni à nous les travailleurs de toutes les couches secondaires.» Notons en passant qu'en abolissant la constitution de 1919, Staline a honteusement renié ces positions.

En entreprenant de réfuter l'opinion selon laquelle « les ouvriers suffisent à tout », Lénine aborda alors la grave question de la tâche des syndicats après la révolution : « Les syndicats devront surmonter d'énormes difficultés. Il faut faire en sorte qu'ils comprennent leur tâche : la lutte contre les vestiges du fameux démocratisme. Tous ces cris contre les nominations venues d'en haut, tout ce vieux fatras nuisible qu'on trouve dans tant de résolutions et de conversations doit être balayé. Autrement nous ne pourrions pas vaincre !... On crie contre la violence, mais le prolétariat a justifié, légitimité cette violence, puisque c'est lui qui fait le plus de sacrifices ». Suivant la conclusion marxiste logique sur les syndicats : « Comme tous les syndicats (étrangers), les vieux syndicats (rouges) ont leur histoire et leur passé. Dans le passé, ils furent des organes de résistance contre ceux qui opprimaient le travail, contre le capitalisme. Maintenant que la classe ouvrière détient le pouvoir et doit faire de grands sacrifices, souffrir et mourir de faim, la situation est renversée. »

Congrès des producteurs ne tient pas compte de l'existence du parti révolutionnaire et de l'Etat issu de la victoire insurrectionnelle, et les prive de tout pouvoir. C'est donc à juste raison qu'il rejette l'idéologie de l'« Opposition ouvrière » comme idéologie syndicaliste au sens sorélien d'action économique excluant la lutte politique et qu'il l'accuse d'ouvrir une brèche irréparable dans le pouvoir révolutionnaire, en se faisant l'écho de la campagne venimeuse menée contre les Soviets par la bourgeoisie et l'opportunisme mondiaux au nom de la défense de la démocratie.

Après avoir donc dénoncé la déviation de l'« Opposition ouvrière » à la fois comme erreur de doctrine et comme danger immédiat contre lequel il fallait prendre des mesures décisives (1), Lénine en met à nu les racines sociales : « Dans un pays comme la Russie, l'énorme prédominance de l'élément petit-bourgeois, et toutes les conséquences inévitables de la guerre telles que l'épidémie et la disette, l'extrême aggravation de la misère et de toutes les calamités nationales engendrant des oscillations particulièrement vives dans l'état d'esprit des masses petites-bourgeoises et semi-prolétariennes. Celles-ci tendent tantôt à une consolidation de l'union avec le prolétariat tantôt à une restauration de la bourgeoisie. L'expérience de toutes les révolutions des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles montre de façon absolument claire et convaincante que ces oscillations provoqueraient inévitablement la restauration du pouvoir des capitalistes et des propriétaires fonciers si l'unité, la force et l'influence de l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat s'affaiblissaient tant soit peu ».

Or, dans les conditions économiques et politiques du X^e Congrès, il n'y avait qu'une façon marxiste de couper le mal à la racine, de pallier les difficultés économiques en développant les forces productives, et de lutter contre le poids des masses petites-bourgeoises pour sauvegarder le pouvoir du prolétariat : c'était la N.E.P.

Du X^e Congrès à la mort de Lénine :

La polémique ouverte en avril 1921 au X^e Congrès du P.C.R. à propos de la Nep se poursuit au III^e Congrès de l'I.C. en juin de la même année, au XI^e Congrès du P.C.R. en mars 1922 et au IV^e Congrès de l'I.C. en novembre 1922. On en retrouve l'écho dans les derniers écrits de Lénine qui devait mourir en janvier 1924.

Les discours et les articles de Lénine pendant cette période comptent parmi ceux qui ont subi ultérieurement le plus de falsifications. La thèse qui en ressort est pourtant toujours la même : dans ses aspects sociaux, la révolution soviétique se développe dans les lignes d'une révolution bourgeoise ; seule la révolution socialiste en Europe lui permettrait d'aborder les tâches économiques propres d'une révolution socialiste. Jusque-là, son œuvre prolétarienne se réduit à trois aspects principaux : le premier est l'issue révolutionnaire de la guerre impérialiste ; le second, la première réalisation historique

(1) Le X^e Congrès prit une résolution pour interdire les fractions dans le Parti, question qui ne manquera pas de resurgir un peu plus tard.

de la dictature du prolétariat dans les Soviets, et donc la clôture de la phase du parlementarisme démocratico-bourgeois. La troisième est l'édification des bases économiques du socialisme.

Dans cette tâche, le pouvoir communiste s'est vu contraint de remplacer par une méthode que Lénine qualifie sans ambages de « réformiste » « la méthode révolutionnaire d'une démolition directe et totale de l'ancien régime et du remplacement de ce dernier par un nouveau régime d'économie sociale ». Et cette méthode « toute nouvelle », « de type réformiste » consiste à « *ne pas démolir* l'ancien régime de l'économie sociale, le commerce, la petite agriculture, la petite industrie, le capitalisme ; mais *animer* le commerce, la petite industrie, le capitalisme, en s'efforçant de s'en rendre maîtres avec prudence et par degrés, *ou en les faisant réglementer par l'Etat dans la mesure seulement où ils reprendront vie* » (1). Les adversaires de classe veulent bien entendu tirer de ce fait la démonstration que la révolution est, en général, une erreur. Pure escroquerie. Certains révolutionnaires se récrient, car ils s'imaginent que « la grande, la mondiale, la victorieuse révolution », comme dit Lénine en les paraphrasant avec ironie, « *peut et doit nécessairement trancher* par la voie révolutionnaire les problèmes de toutes sortes, quelles que soient les circonstances, et dans toutes les sphères d'action ». Or rien, dit Lénine, ne prouve une chose pareille, qui est simplement et absolument fausse.

Qu'est-ce qui empêche en Russie le passage du capitalisme d'Etat au socialisme, et même, plus modestement, de la petite économie parcellaire et du capitalisme privé au capitalisme d'Etat ? Le manque de culture, de civilisation du peuple russe, et en particulier de l'énorme masse paysanne. La culture et la civilisation sont un certain patrimoine de capacités productives et d'aptitudes au travail, et donc une force de production, tout comme la terre, les machines, les stocks de matières premières. La différence est que, contrairement à ces dernières, cette force de production-là ne peut pas être arrachée à la bourgeoisie par la méthode révolutionnaire : là, la violence ne sert de rien, n'accélère rien : « pour devenir des hommes cultivés, il faut que les moyens matériels de la production aient acquis un certain développement, il faut posséder une certaine base matérielle » qui ne peut s'édifier que graduellement.

Dans cette tâche, le pouvoir communiste n'a fait que les tout premiers pas. Or, la paysannerie qu'il est « impossible de refaire à bref délai » n'a accordé à ce pouvoir qu'un simple délai pour prouver qu'il était au moins aussi capable que les capitalistes de fournir au pays les produits indispensables : « Ce sont là des traites, pour employer le langage de la NEP, mais qui ne portent pas la date de leur échéance. » Leur texte ne dit pas « quand elles seront présentées ». « Et c'est là le danger, et aussi ce qui distingue ces traites politiques des traites commerciales ordinaires. » Ou bien le pouvoir communiste prouvera au paysan « tel qu'il est, avec toute son ignorance » qu'il est capable de lui apporter un secours réel et immédiat, ou bien le paysan enverra promener le pouvoir communiste à tous les diables. « C'est absolument certain. »

(1) Citations tirées de l'article « Sur le rôle de l'or » (5 novembre 1921).

Les capitalistes russes, aussi arriérée et misérable qu'ait été leur culture à côté de celle des bourgeoisies occidentales, savaient cependant « fournir la population », même s'ils le faisaient en voleurs, en humiliant et en pillant ; ils savaient encore mieux le faire que le pouvoir communiste. Mais il a fallu leur arracher révolutionnairement le pouvoir politique pour mettre fin à la guerre impérialiste dans laquelle ils ont entraîné la monarchie et l'aristocratie traditionnellement liées à l'Allemagne, et débarrasser la Russie de toute l'ordure médiévale entassée pendant des siècles ; il a fallu les frapper, les disperser, les contraindre à l'émigration à cause de la guerre civile dans laquelle ils ont joué le rôle d'agents provocateurs des impérialismes étrangers, intéressés à étouffer en Russie le germe de la révolution mondiale. Le moindre regret là-dessus ne peut être le fait que des pires ennemis du prolétariat. Mais vouloir nier l'utilité des capacités de production concentrées historiquement dans cette classe serait puéril.

Cette « culture » qui manque à la Russie pour passer au socialisme, à qui le pouvoir socialiste va-t-il la demander, puisque la classe bourgeoise, même si elle n'a pas physiquement totalement disparu, est soit émigrée, soit soigneusement dissimulée dans les institutions soviétiques qu'elle sabote consciemment, et aussi inconsciemment ? Aussi paradoxal que celui puisse paraître, Lénine répond : à personne d'autre qu'aux capitalistes étrangers, et même aux capitalistes russes s'il en reste.

La preuve ? Dans un article d'août 1921 « *Nouveaux temps, anciennes erreurs* », Lénine écrit : « Définissons (nos tâches) avec le plus de modestie possible, avec le plus grand nombre de concessions, bien entendu dans les limites de ce que le prolétariat *peut* céder en restant la classe dominante... ; les entreprises dont nous n'avons pas absolument besoin, nous les confierons à des affermateurs, y compris les capitalistes privés de chez nous et les concessionnaires étrangers. Ce qu'il nous faut, c'est un bloc ou une alliance de l'Etat prolétarien et du capitalisme d'Etat contre l'élément petit-bourgeois. » Il est bien clair que par « capitalisme d'Etat » Lénine entend les entreprises ainsi affermées et « le domaine de travail moindre » que l'Etat aura gardé pour lui, et que l'élément petit-bourgeois est l'économie agraire parcellaire à laquelle la révolution a été contrainte de donner une extension plus grande qu'auparavant pour des raisons politiques. Dans son rapport politique au X^e Congrès du P.C.R., présenté le 27 mars 1922, Lénine note : « Nous avons aujourd'hui un certain nombre de sociétés mixtes. Très peu, il est vrai... dix-sept sociétés avec un capital se chiffrant par millions, et qui ont été sanctionnées par différents organismes... Mais de toute façon, nous avons aujourd'hui des sociétés auxquelles participent des capitalistes russes et étrangers », et il présente comme un succès « ce petit et pratique début », insistant plus sur loin (contre l'essentiel, « *puisque le pouvoir politique détenu par l'avant-garde ouvrière* comme un succès « ce petit et pratique début », insistant plus loin (contre ceux qui « raffinent » sur ce qu'on doit entendre par capitalisme d'état) sur le fait que l'essentiel, « *puisque le pouvoir politique détenu par l'avant-garde ouvrière est tout à fait suffisant*, « c'est que nous comprenons que ce capitalisme est celui que nous pouvons et devons admettre, auquel nous pouvons et devons assigner certaines limites, car ce capitalisme est nécessaire à la grande masse

paysanne et au capital privé qui doit faire du commerce de façon à satisfaire aux besoins des paysans (1). »

Enfin, dans son rapport présenté au IV^e Congrès de l'I.C. le 13 novembre 1922, Lénine, faisant le bilan de cinq ans de révolution russe, note que si le pouvoir soviétique a donné à bail une certaine partie de la petite et moyenne industrie et si on peut noter un certain essor dans l'industrie légère ; s'il a réussi à fonder un certain nombre de sociétés commerciales mixtes, et si les échanges se sont améliorés, l'industrie lourde reste dans une situation grave, car bien que la politique de concessions soit bonne là aussi, le pouvoir soviétique n'a pas encore pu obtenir de « concession sortable ».

Enfin, dans son article « *De la Coopération* », qui date du 6 janvier 1923, Lénine indique clairement que « le but pratique de la NEP ETAIT D'AVOIR DES CONCESSIONS » et que « celles-ci, dans nos conditions, allaient être évidemment une forme pure de capitalisme d'Etat ».

Ces citations nous servent à prouver une thèse capitale : jamais Lénine n'a conçu la lutte entre capitalisme privé et capitalisme d'Etat à laquelle les déviations ultérieures ont voulu réduire *tout le problème* de la transformation de la Russie dans un sens socialiste comme le remplacement du personnage social du capitaliste par un fonctionnaire d'Etat. Et s'il subsistait le moindre doute à ce sujet, il suffirait d'une dernière citation pour le dissiper : « **BATIR LA SOCIÉTÉ COMMUNISTE PAR LES MAINS DES COMMUNISTES EST UNE IDÉE PUERILE S'IL EN FUT. LES COMMUNISTES NE SONT QU'UNE GOUTTE DANS L'OCEAN POPULAIRE... NOUS POURRONS DIRIGER L'ECONOMIE SEULEMENT SI LES COMMUNISTES SAVENT BATIR CETTE ECONOMIE AVEC LES MAINS D'AUTRUI EN S'INSTRUISANT EUX-MEMES AUPRES DE CETTE BOURGEOISIE ET EN L'ORIENTANT DANS LA VOIE QU'ILS DESIRENT.** » Que dire alors de la « puérité » de ceux qui après sa mort ont prétendu avoir « construit » le socialisme lui-même, sous prétexte que partout les « capitalistes privés » avaient été remplacés par des communistes, des fonctionnaires soviétiques, et alors que subsistait encore — c'est toujours le cas aujourd'hui ! — l'énorme secteur économique petit-bourgeois, l'agriculture parcellaire, que Lénine considérait comme la pire entrave à tout pas en direction du socialisme ?

Cette déformation vulgaire et intéressée des termes scientifiques du problème que Lénine a pourtant clairement posés s'appuie uniquement sur les

(1) Rapport politique du C.C. du P.C.R. présenté au XI^e Congrès du Parti par Lénine. Il y admet que le capitalisme d'Etat est du capitalisme au sens propre et combat ceux qui « raffinent » sur ce point. Il insiste sur le fait que si l'attitude du marxisme est totalement négative à l'égard de l'étatisation du capital par le pouvoir bourgeois, elle change quand l'étatisation est faite par un Etat politiquement prolétarien, mais qu'on ne trouverait pas ce point traité chez Marx. Cette dernière affirmation ne nous semble pas exacte. Quant à la fin de 1848, il a établi que les premières mesures de l'Etat ouvrier seraient limitées, dans certains pays, et certaines d'entre elles de type strictement bourgeois (telles que l'étatisation de la banque et des transports, la rente foncière d'Etat, l'impôt fortement progressif sur le revenu, l'abolition du droit d'héritage, le développement des ateliers nationaux), qu'a-t-il fait d'autre sinon décrire un capitalisme d'Etat administré par le prolétariat comme « base » du plein socialisme ? Depuis, les marxistes ont longuement discuté là-dessus, oubliant que Marx et Engels avaient prévu toutes ces mesures pour les pays arriérés, et prévenu des dizaines de fois que l'Etat bourgeois pourraient fort bien les appliquer dans l'avenir.

passages où Lénine développe, avec son énergie et son absence de préjugés habituelle, cette idée audacieuse que « L'Etat prolétarien doit devenir un « patron » prudent, soigneux et habile, un *négociant en gros* consciencieux », et que les communistes, aussi dévoués, honnêtes et éprouvés soient-ils, doivent se convaincre que ces vertus révolutionnaires ne suffisent pas, et qu'il leur faut apprendre à n'être pas inférieurs aux capitalistes pour la conduite des affaires économiques et du commerce en particulier. En les détachant de leur contexte, il est aisé de faire dire à ces passages que tout le problème de la transformation de la Russie en sens socialiste se réduisait à une compétition dans laquelle il suffisait que les communistes se montrent... meilleurs capitalistes que les capitalistes eux-mêmes pour que le socialisme soit réalisé ! Or à aucun moment Lénine n'oublie l'opposition irréductible de toutes les caractéristiques respectives du capitalisme et du socialisme, et ses ardens appels aux communistes pour qu'ils se mettent à l'école des capitalistes lui sont imposés par le fait que ceux-ci, qu'ils soient étrangers ou russes, sabotent la reconstruction économique de la Russie en faisant la sourde oreille aux offres de concessions économiques, et qu'il faut donc coûte que coûte tenter de se substituer à eux pour parer au plus pressé.

Bien des anti-staliniens fauteurs de la théorie de la bureaucratie-classe et du « capitalisme bureaucratique » ont plus tard reproché à Lénine de n'avoir pas vu « où cela conduirait », et donc de s'être fourvoyé en dénonçant dans la petite économie rurale le pire ennemi du socialisme. Mais cela est absolument faux, comme en témoigne un très important passage de son rapport du XI^e Congrès où il parle des positions du journal *Sména Vékh* qui représentait un courant de l'émigration russe à l'étranger ayant à sa tête des cadets marquants et même certains ministres de l'ancien gouvernement de Koltchak. Le journal en question parlait en ces termes de la NEP : « Mais quel est l'Etat que bâtit ce pouvoir des Soviets ? Les communistes disent que c'est un Etat communiste, assurant qu'il s'agit là (avec la NEP) de tactique : dans une passe difficile, les bolchéviks circonviendront les capitalistes privés pour ensuite arriver à leurs fins, comme ils le prétendent. Les bolchéviks peuvent dire ce qui leur plaît, mais en réalité ce n'est pas une tactique, c'est une évolution, une régénérescence intérieure. Ils aboutiront à l'Etat bourgeois ordinaire, et nous devons les soutenir. L'histoire va par différents chemins. » Et Lénine commente : « Il nous arrive très souvent d'entendre, à moi surtout, en raison de mes fonctions, de doucereux mensonges communistes, d'en entendre tous les jours et, parfois, cela devient terriblement écoeurant. Et voilà qu'à la place de ces mensonges communistes, vous recevez un numéro de la *Sména Vékh* qui dit sans détours : « Chez vous, il n'en est pas du tout ainsi, ce sont des idées que vous vous faites ; en réalité, vous roulez dans le marais bourgeois ordinaire où on verra les petits drapeaux communistes s'agiter avec toutes sortes de phrases. » Voilà qui est très utile, car (c'est)... tout bonnement la vérité de classe dite par un ennemi de classe. « Je suis pour le soutien du pouvoir soviétique en Russie, dit Oustrialov — bien qu'il ait été un cadet, un bourgeois, bien qu'il ait soutenu l'intervention armée — je suis pour le soutien du pouvoir soviétique, parce qu'il s'est engagé dans une voie qui l'achemine vers le pouvoir bourgeois ordinaire. » *Les choses dont parle Oustrialov sont possibles, disons-le sans ambages. L'histoire connaît des transformations de tous genres : compter sur la conviction, le dévouement et autres*

excellentes qualités morales en politique n'est guère sérieux. Les excellentes qualités morales sont le propre d'un petit nombre. Or l'issue historique est décidée par les masses géantes qui, lorsque le petit nombre n'est pas de leur goût, les traitent parfois sans excès de politesse. On dirait qu'à l'époque Lénine avait déjà entendu les dangereuses vantardises qui plus tard triomphèrent sans pudeur avec le stalinisme, du genre « nous avons mené à bonne fin la révolution communiste, nous édifions le communisme de toutes pièces, de nos propres mains, sans l'aide de quiconque ». En tous cas, les « choses possibles » dont parlait Oustrialov se sont vérifiées avec la défaite de l'Opposition qui tenta vainement, contre la pression de « masses géantes », d'empêcher le pouvoir stalinien d'aboutir « à l'Etat bourgeois ordinaire » en détruisant le parti communiste dans son âme même, c'est-à-dire dans son patrimoine théorique et dans son internationalisme révolutionnaire. Lénine n'avait nullement exclu cette possibilité, mais il ne la vit pas se réaliser, car moins de deux ans plus tard, il mourait.

Difficultés de l'étude :

Après la mort de Lénine, le matériel permettant d'apprécier les forces sociales en jeu manque en grande partie, et on en est réduit à des fragments d'information se présentant de façon discontinue et contradictoire. Tous ceux qui, à cette époque, traitent des tâches du Parti ne cessent de se réclamer de l'enseignement de Lénine, mais personne ne s'astreint plus à la lecture des faits ; si les tentatives de démontrer que cette évolution cadre bien avec les traditions de lutte du Parti ne manquent pas, aucune ne démontre plus rien. Une fois écartés les falsificateurs stipendiés il reste bien peu non seulement pour étayer des jugements décisifs, mais même, plus simplement, pour trouver des éléments (même purement statistiques) de jugement. Pénétrant dans cette obscurité, rendue plus épaisse encore par la violence des luttes politiques, peu de gens échappent à la tentation de regretter que la « libre-discussion » ne soit pas permise, et ce premier faux-pas conduit tous ceux qui le font à des positions anti-marxistes. Chef prolétarien et marxiste de taille comparable à Lénine, Trotzky lui-même n'échappe pas à tous les pièges tendus par l'histoire. C'est qu'il est impossible, même à de très grands chefs, d'atteindre à la rigueur scientifique quand ils ont été battus et que l'histoire qu'ils écrivent est aussi celle de leur ruine personnelle ; et cela vaut surtout pour Trotzky, précisément, que son tempérament de lutteur incitait à croire que l'ennemi cédait à sa propre volonté révolutionnaire, alors qu'il obéissait simplement à des forces historiques impersonnelles.

Jusqu'au débat de décembre 1926 sur le « socialisme dans un seul pays », le plus important qui nous ait été transmis et qui clôt toute une période historique, il est clair pour tous que l'économie russe ne pourrait évoluer vers le socialisme qu'à la suite d'une grande partie de l'économie européenne, et qu'en attendant, la gestion communiste en Russie resterait précaire, avec pour principal but de simplement tenir.

En fait, la NEP atteignit bien ce but modeste qu'elle se proposait, puisqu'en 1922 et 1923 la production industrielle avait déjà doublé, et qu'en 1926 elle avait rejoint son niveau d'avant-guerre, c'est-à-dire quintuplé par rapport à 1921. Par contre l'augmentation de la production rurale fut beaucoup plus

modeste. La cause en était simple : les prélèvements de blé modérés prévus par la NEP étaient encore trop forts tant que la ville ne pouvait fournir largement les campagnes en produits manufacturés ; alors, tandis qu'on fondait des usines nouvelles, les paysans mécontents préféraient réduire les emblavures et produire pour leur consommation directe, retournant par ailleurs à l'artisanat domestique pour satisfaire leurs principaux besoins non-alimentaires.

La question agraire dans le Parti après Lénine :

Cette situation détermina de très vives discussions dans le Parti bolchévik sur l'interprétation à donner à ces faits et la ligne à adopter. Du printemps de 1923 au XII^e Congrès du P.C.R. (le premier après la mort de Lénine), Trotsky développa sa thèse fameuse des ciseaux qui se résume ainsi : le prix des produits industriels monte constamment alors que les prix agricoles tombent. A un certain point, les deux courbes se croisent, mais celle des prix industriels continuant à monter et celle des prix agricoles à descendre, les « ciseaux » s'ouvrent toujours davantage, ce qui exprime le conflit entre les deux secteurs essentiels de l'économie sociale. Et tout le monde tombait d'accord sur le fait qu'il était nécessaire de « fermer les ciseaux » pour donner une impulsion à la production agricole.

*
**

Ce but commun se situait sur la voie vers le lointain socialisme, mais, imposé par une nécessité vitale, il n'était pas encore un « but socialiste ». Le marxisme a montré qu'un des aspects distinctifs de l'économie bourgeoise lors de la révolution qui fit éclater le cadre étroit de l'économie féodale avait été la diminution progressive du coût des objets manufacturés ; les prix des vivres ne suivirent pas ce mouvement, du fait que dans l'agriculture l'association et la division technique du travail étaient loin d'être poussées au même point que dans l'industrie et que lorsque les coûts de production diminuaient, cette diminution ne servait qu'à procurer une rente différentielle au propriétaire foncier bourgeois au lieu de se répercuter sur la valeur d'échange des denrées ; bien mieux, les prix montèrent constamment, la population paysanne ayant élargi le cercle jusque-là restreint de ses besoins et de sa consommation aux nouveaux produits que le commerce diffusait jusqu'à elle.

Le diagramme des ciseaux de Trotsky montrait donc que même en tant que révolution capitaliste promotrice du marché intérieur, la révolution russe piétinait. Pour fermer les ciseaux, il fallait faire monter à l'agriculture quelques degrés dans l'échelle des modes de production décrite par Lénine et augmenter la production industrielle. Deux problèmes concrets, « léniniens » se posaient donc avant le triomphe de la théorie renégate de la « construction du socialisme » : battre le capitalisme privé dans l'industrie, battre la petite production dans les campagnes, ce qui n'était pas encore passer au socialisme. Ces deux buts furent appelés « industrialisation » et « collectivisation de l'agriculture », et face à ce double problème, trois groupes se formèrent : le gauche, la droite et le centre. Nous en reconstituerons les posi-

tions, sans tomber dans l'erreur naïve de croire que sous l'influence de telle ou telle de ces tendances aux programmes divergents, le développement de la société russe aurait pu prendre une autre route que celle qu'il a effectivement prise. Ce sont les conceptions opposées qui se sont affrontées dans la lutte historique des diverses fractions du Parti bolchévik qu'il faudrait expliquer, du point de vue matérialiste, en les ramenant à leur base, c'est-à-dire aux rapports économiques existant alors et à leurs modifications.

Positions réelles des trois fractions :

L'Abrégé officiel de l'histoire du Parti bolchévik russe consacre à cette question de la lutte des fractions quelques-unes de ses pages les plus ignobles. Au centre, il y aurait eu les fidèles continuateurs de Lénine, promoteurs du développement triomphal de la Russie, c'est-à-dire d'un système économique nouveau et miraculeux, d'une part, et d'autre part de grandes victoires nationales à l'extérieur. Dans l'opposition de gauche et de droite, par contre, rien que des agents provocateurs purs et simples payés par les bourgeoisies étrangères (dès 1917 d'ailleurs) favorisant le sabotage dans l'industrie et la démobilisation dans l'armée pour faciliter la future agression étrangère ; défendant les koulaks, les paysans riches, qui forment l'embryon de la nouvelle bourgeoisie russe dans l'agriculture et donc préparant la contre-révolution. Mais cette présentation des faits est si grossièrement mensongère qu'au XX^e Congrès, en 1956, même de vieux renards comme Krouchtchev en ont rougi (1).

Laisant de côté cette ordure (il n'y a pas d'autre terme), nous rétablirons les termes de la discussion sur la base du témoignage non suspect de Trotzky, et nous les mettrons en relation avec la doctrine de Lénine étudiée plus haut sur la structure de la société russe et ses possibilités de développement.

A la fin de 1923, Trotzky se désigne lui-même comme le dirigeant de l'opposition de gauche contre le centre stalinien. La droite, dirigée par Rykov, Tomski et Boukharine se confondait alors avec le centre de Staline et Molotov ; Zinoviev et Kamenev qui, en 1924, dirigeaient la lutte contre Trotzky (lequel n'assista pas au V^e Congrès de l'I.C.) se rallièrent trois ans plus tard à l'opposition de gauche. Ceci est connu, mais quelles étaient les directives réelles, par-dessus les évolutions individuelles déconcertantes, se croisant et se superposant à des années de distance et défiant toute vue d'ensemble ?

Contrairement aux mensonges officiels, la gauche de Trotzky, Kamenev et Zinoviev soutint les positions suivantes (2) :

(1) Selon cette version des faits, Trotzky aurait été partisan de fermer la plupart des entreprises de l'industrie lourde, et en particulier de l'industrie de guerre ; Boukharine, d'abolir le monopole du commerce extérieur ; Zinoviev et ses amis, de garder à la Russie son caractère de pays surtout agraire et de cantonner la zone de Moscou dans l'industrie textile, et ainsi de suite. En outre, l'histoire écrite sous la main de fer de la contre-révolution stalinienne inculpa en quelque sorte d'« opposition rétro-active » tous ses adversaires tombés soit dans la lutte, soit dans les terribles purges, les accusant d'avoir déjà trahi dès les premières années de la révolution. Elle a rendu toute l'histoire réelle indéchiffrable, défigurant par exemple la mémoire de Boukharine jusqu'au point de taire que dans le débat historique de 1926 il avait été le chevalier servant de Staline.

(2) Dès 1925 à la XIV^e Conférence et au XV^e Congrès du Parti Communiste russe, et en novembre 1926, à la fameuse XV^e Conférence qui précéda l'Exécutif de l'I.C. (décembre 1926), arène historique de la grande discussion sur l'édification isolée du socialisme.

1° L'industrialisation et l'établissement d'un plan quinquennal de développement économique, comme Trotzky l'avait proposé dès 1923.

2° La collectivisation de la production agricole grâce au développement des entreprises étatiques (sovkhoses) contre la petite production et les koulaks.

La *droite* soutint des idées opposées à la lutte contre les koulaks et l'industrialisation. Ce qu'il faut savoir, c'est qu'en 1925 Staline et ceux que Trotzky appelait la « fraction dirigeante » adoptèrent le programme de la droite et acceptèrent la politique de rapprochement avec le koulak. Staline s'appuya entièrement sur les thèses de la droite dans sa lutte contre les « super-industrialisateurs » de l'opposition de gauche (Trotzky, puis Kamenev et Zinoviev).

En 1925, Staline alla même jusqu'à l'idée d'une *dénationalisation* de la terre : celle-ci aurait été remise en propriété aux paysans pour deux ans, et même plus, ce qui signifiait liberté de concentrer la propriété du sol par le mécanisme des achats et des ventes. La même année, des lois autorisèrent, en dérogation de la Constitution, l'emploi de main-d'œuvre salariée dans les campagnes et le fermage, c'est-à-dire la libre formation du capital terrien. Trotzky commentait ainsi cette politique : « Le gouvernement, dont le mot d'ordre était « vers les campagnes », s'oriente en réalité vers le koulak. » C'est alors que, comme théoricien de la fraction dirigeante, Boukharine lança son fameux mot d'ordre : « Paysans, enrichissez-vous ! » Aujourd'hui, l'Abrégé de l'histoire officielle du Parti bolchévique l'accuse de trahison pour avoir soutenu que la lutte de classe entre paysans pauvres et koulaks était terminée et que le paysan riche serait absorbé pacifiquement par le socialisme : mais avant 1926, c'étaient là les idées officiellement défendues par Staline et combattues par l'opposition de gauche !

Quant aux plans d'industrialisation, Staline s'en moquait à l'époque. N'affirmait-il pas en avril 1917 que construire la grande centrale électrique du Dniepr revenait, pour un moujik, à acheter un gramophone au lieu d'une vache ?

Quand, plus tard, on demandait à Staline qui était pire de la droite ou de la gauche, il répondait qu'elles se valaient, et il les écrasa toutes deux. Quelle était la « tendance » de Staline ? Uniquement *de ne pas avoir* de tendance, de ne pas respecter de principe, d'administrer l'Etat pour l'Etat (1), de gouverner la Russie pour la Russie, bref de substituer une position nationaliste puis impérialiste à la position de classe et internationaliste, peut-être au début sans que ses disciples ni lui-même ne s'en soient aperçus.

A partir de 1927, la *droite* et la *gauche* fusionnent et engagent une lutte inégale contre la « direction ». Le fait paraît bizarre à ceux qui écrivent l'histoire « d'après les personnes », car lorsque la gauche injuriait Staline (dix fois moins qu'il aurait fallu, d'ailleurs !), c'est la droite à qui il avait emprunté sa politique qu'elle visait. Plus tard, Staline puisa aux doctrines et aux thèses de la gauche, ce qui est un nouveau sujet de perplexité pour les historiens

(1) Dans son rapport au XI^e Congrès du P.C.R., Lénine mettait en garde contre ce danger : « ... ne pas détacher la gestion administrative de la politique — telle est la tâche. Car notre politique et notre gestion administrative reposent sur ceci : toute l'avant-garde doit être liée à toute la masse prolétarienne, à toute la masse paysanne. Si d'aucuns oublient ces rouages, s'ils s'emballent pour l'administration seule, ce sera un vrai malheur. »

non marxistes. Mais puisque la double révolution russe s'était historiquement réduite à une révolution purement bourgeoise, quoi d'étrange à ce qu'un de ses chefs ait coupé la tête d'autres chefs pour leur voler leurs idées ?

Emporté par sa lutte contre la droite, Trotzky lui-même dévalue les positions de celle-ci, sans voir que droite et gauche se plaçaient toutes deux sur le terrain des principes marxistes, dont le « centre » s'éloignait au contraire toujours davantage à chacun de ses tournants politiques aussi bien en Russie que dans le monde. Mais Trotzky a l'immense mérite d'avoir dénoncé dès 1923 l'utilisation de l'appareil d'Etat, froide et cruelle machine constituée pour exercer la terreur sur l'ennemi de classe, *contre les cadres du parti*. Dans cette crise, le pouvoir soviétique se détachait en effet des forces révolutionnaires de l'étranger dont la population russe, en immense majorité *non prolétarienne*, se défiait, et cela aboutit à la perte du parti marxiste qui avait seul conquis le pouvoir. Les épisodes de répression contre les militants révolutionnaires russes étaient donc condamnables parce que la dictature révolutionnaire a pour sujet le parti communiste considéré dans son extension internationale et dans toute sa tradition historique, et non pas le « peuple », ni même la classe ouvrière nationale en général ; le trotskysme de l'époque suivante qui les a condamnés du point de vue vulgaire du « respect des opinions de la base » ne se plaçait déjà plus sur un terrain marxiste.

En fait, ce n'est pas la droite si décriée qui a présidé à la transformation de la révolution socialiste de Russie en une révolution purement capitaliste : car lorsqu'elle aperçut enfin le danger qui menaçait l'essentiel de la tradition bolchévique et le communisme mondial, elle s'unit à la gauche pour tenter de résister à la contre-révolution stalinienne : mais il était trop tard, et celle-ci les frappa l'une après l'autre, Trotzky d'abord, puis Zinoviev et Boukharine, leur infligeant la triste fin des Curiace.

De la NEP à la « dékoulakisation » :

En 1927, aussi bien le centre que la droite et la gauche restent tous trois sur la position de Lénine en matière agraire : la petite économie paysanne est la condamnation à mort de la révolution socialiste. Il s'agit de comprendre le passage de la NEP à l'offensive contre le koulak.

Même si quelque gauchiste insensé l'avait réellement envisagée, la « mise en esclavage » de la paysannerie par l'Etat ouvrier n'aurait été qu'une bêtise : on ne pouvait obtenir une augmentation de la production agricole par la seule contrainte. Ce qu'il fallait, c'était sortir du morcellement rural qui, en s'accroissant, avait provoqué un recul aussi bien politique que technique des campagnes. Or la nationalisation (ou mieux, l'étatisation) de la propriété foncière, si elle empêche bien la formation d'une nouvelle grande propriété agraire, empêche du même coup le passage de la petite à la grande exploitation, emprisonnant l'agriculture dans une technique arriérée, et c'est précisément à la grande entreprise que les trois tendances voulaient arriver.

Trotzky et Zinoviev restent pour leur part sur la position de Lénine : passage sans coercition de la petite exploitation à l'entreprise agricole à travail associé dirigé par l'Etat, c'est-à-dire au sovhose disposant à la fois de

la terre et du capital d'exercice de l'Etat : ils sont donc pour une industrialisation intense, car ce capital d'exercice reste à créer.

Staline propose la dénationalisation de la terre pour permettre la constitution de vastes possessions terriennes avec fermage, et bien entendu travail salarié et rente foncière.

Boukharine, lui, ne veut pas plus que la gauche revenir sur la nationalisation juridique qui est un garde-fou contre le retour au passé et la menace de perdre le pouvoir ; il n'est donc pas pour la liberté de posséder la terre, mais il pense qu'il n'y a pas de grande entreprise sans grand capital. Il constate que l'industrie n'arrive qu'à grand-peine à produire les objets manufacturés de consommation courante, et que le peu de biens d'équipement qu'elle peut fournir servent à élargir la production industrielle elle-même, et non à transformer l'agriculture. Il en conclut que la terre doit rester à l'Etat, mais le capital d'exercice se former en dehors de lui. Sous la NEP, le commerce a bien déjà donné lieu à une accumulation de capital, mais celle-ci s'est concentrée dans les mains de spéculateurs (que la loi ne considérait plus comme des contrebandiers), et restait stérile pour la production et l'amélioration technique.

Boukharine, qui connaît son *Capital* par cœur et que Lénine a souvent raillé pour sa science livresque, sait que l'accumulation primitive classique est née, en Angleterre et dans d'autres pays, du grand fermage agraire et que c'est de là que le capitalisme, « base » matérielle du socialisme, est sorti. Or dans les campagnes russes, il n'existe même pas de capital privé. Si dans l'industrie, le passage du capitalisme privé au capitalisme d'Etat est un pas en avant (selon Lénine lui-même), ce pas en avant est impossible dans l'agriculture ; là, il faut passer plus modestement de la petite exploitation au capitalisme privé : et ce serait folie de s'en indigner, alors que le commerce est en pleine expansion, que la production industrielle, même étatisée, se fait toujours dans les formes mercantiles et donc capitalistes. Qu'on ne s'étonne pas si nous réhabilitions Boukharine non seulement contre l'accusation calomnieuse d'avoir été un agent des bourgeoisies étrangères, mais même contre les violentes critiques de Trotzky à son fameux mot d'ordre « Paysans, enrichissez-vous », car son raisonnement était en règle non seulement avec Marx, mais avec Lénine lui-même. Dans sa vision, la terre reste à l'Etat et le paysan riche de terre disparaît (il est donc faux que Boukharine et les siens aient défendu le koulak), mais en revanche apparaît le « colon de l'Etat » qui, avec son capital d'exercice et ses salariés produit (sous une forme qui n'est guère différente du salariat existant dans les usines d'abord soumises au contrôle ouvrier, puis étatisées), une masse supérieure de produits pour l'économie générale et paie une rente foncière à l'Etat. Pour que la moyenne entreprise s'agrandisse, il faut, c'est clair, que le capital d'exercice moyen s'accroisse et qu'augmente le nombre des prolétaires ruraux : or cela n'est pas possible si l'entrepreneur agricole n'accumule pas. S'il avait cessé d'interdire l'accumulation du capital agraire social (le capital accumulé par les particuliers n'étant qu'une partie du capital social), l'Etat communiste aurait donc emprunté, selon lui, une voie plus rapide pour gravir les degrés de l'échelle des modes de production dont parlait Lénine : Boukharine avait compris que la fonction de tout Etat est seulement d'interdire (ou de cesser d'interdire) et non pas de « construire » et d'« organiser », et pas plus que Lénine il ne croyait possible de « con-

truire le communisme des mains des communistes ». En lançant le fameux mot d'ordre : « Enrichissez-vous ! », Boukharine disait aux paysans : « Enrichissez-vous de capital d'entreprise agricole (1), pour que vienne plus vite le moment où nous vous *expropriérons* de tout ce que vous aurez accumulé, afin de passer au quatrième échelon de Lénine : le capitalisme d'Etat, même à la campagne. »

Historiquement, c'est la forme kolkhosienne qui s'imposa, une force mixte que Staline n'a certes pas découverte lui-même, car il ne fut jamais qu'un fabricant a posteriori de formules démagogiques, ce qui était incontestablement une grande force politique. La solution de Trotzky-Lénine et surtout celle de Boukharine auraient permis de sortir plus rapidement du morcellement rural, mais, bien entendu, lorsque la polémique éclata, il n'existait pas trois solutions possibles, et on ne peut parler de « choix ».

Staline se servit de la thèse de Bouharine pour battre la gauche marxiste. Mais quand Boukharine s'aperçut que l'histoire poussait Staline vers la contre-révolution politique, il n'y eut plus de différence entre droite et gauche, *il n'y eut plus rien à droite du centre*. Tous les marxistes révolutionnaires s'alignèrent contre Staline pour des raisons de principe bien plus profondes que celles qui les avaient opposés. Ils perdirent la bataille, mais ils la perdirent dans la ligne féconde de toutes les révolutions écrasées, dont la revanche ne viendra qu'avec la révolution mondiale.

(1) Staline avait fait pire encore, puisqu'il avait été sur le point de leur dire : « Enrichissez-vous de terre ! Laissez-nous seulement l'Etat, l'industrie et l'armée. » Comme si on pouvait avoir l'Etat sans avoir la Terre !

Régénérateurs et rédempteurs, à vos postes !

La Vérité des Travailleurs dans son numéro de juillet, et *La Voie Communiste* dans son numéro d'octobre ont publié le texte d'une brochure diffusée clandestinement par la direction du P.C. russe dans les rangs du P.C.F. « pour l'unité idéologique du mouvement communiste mondial » (1).

Ce n'est pas l'aspect « sensationnel » (*Vérité des Travailleurs* dixit) de ce document qui retiendra notre attention. Le conflit ouvert et maintenant avoué qui oppose Russes et Chinois, et dont le prétexte provisoire est le puceron albanais, n'est nouveau et surprenant que pour ces amateurs en politique, existentialistes de tous poils, qui ignorent et veulent ignorer les enseignements de l'histoire même la plus récente afin de proposer leurs solutions volontaristes et... immédiates.

Pour nous l'opposition entre les P.C. russe et chinois ne représente en aucune façon une divergence entre deux interprétations, qui seraient plus ou moins valables et donc discutables, de la situation actuelle à la lumière du marxisme, mais un simple reflet du conflit entre deux Etats — dont les partis prétendument communistes ne sont que les instruments —, l'Etat russe qui a mené à bien sur la base des rapports de production capitalistes, et pour l'essentiel, la construction d'une société moderne, bourgeoise, et l'Etat chinois qui vient seulement d'entreprendre cette tâche gigantesque. Le premier, qui aurait encore à éliminer les vestiges pré-capitalistes de son économie (le lopin individuel du kolkhozien qui freine le développement de son agriculture) mais qui, pour des raisons bien compréhensibles de conservation sociale, ne s'y attaque pas de front, renie la violence

stalinienne à laquelle il doit d'avoir construit cette puissante industrie lourde qui l'égalé aux Etats occidentaux mais au prix d'une exploitation telle du prolétariat qu'il veut en faire disparaître jusqu'au souvenir. Le second doit, à partir d'une économie pré-capitaliste des plus arriérées, procéder à une accumulation primitive fantastique dans les mêmes conditions, nationales, que la Russie de 1928 mais en partant de plus bas, et ne peut le faire qu'en s'imposant une structure fortement hiérarchisée, centralisée et policière, donc « stalinienne ».

Pour les mêmes raisons aussi évidentes les deux Etats s'opposent sur la question des rapports avec le reste du monde. L'U.R.S.S. ayant édifié une économie moderne se sent assez forte pour intervenir sur le marché mondial et demander sa part des profits impérialistes qui affluent par le canal de « l'aide désintéressée » aux bourgeoisies des pays qui accèdent à l'indépendance. Elle est pour la coexistence pacifique, pour la compétition émulative, pour le passage au pouvoir par la voie pacifique, nationale et parlementaire dans les pays occidentaux. La Chine, qui ne peut compter intervenir avant de longues années sur la scène mondiale est dérangée du désir de bousculer cet équilibre qui se crée sur son dos comme le montre clairement le peu de soutien qu'elle reçoit des Russes dans l'affaire de Formose.

**

Du conflit russo-chinois, qui ira en s'amplifiant, et des perspectives qu'il ouvre à la fois sur le plan de la recherche (on ne peut sous-estimer l'importance du prolétariat chinois lors de la prochaine reprise) et sur celui de la propagande (toute clari-

(1) La direction du P.C. russe constate les « divergences profondes » qui le séparent du P.C. chinois sur des questions fondamentales : nature de l'impérialisme, inévitabilité des guerres, appui aux mouvements de libération nationale, voies de passage au pouvoir dans les pays capitalistes. Elle l'accuse de rompre l'unité idéologique du camp socialiste en ne respectant pas les décisions de la Conférence des 81, et en

particulier en soutenant les staliniens albanais, de vouloir une double direction du mouvement communiste mondial, et de chercher des appuis dans d'autres partis, en particulier dans le P.C.F. dont certains membres de la direction ont difficilement admis la « déstalinisation ». Enfin elle met en garde ces derniers contre les risques qu'ils courent en tolérant le travail de la fraction chinoise dans leurs rangs.

fiction de la situation du mouvement ouvrier mondial repose sur la démonstration que Russes et Chinois qui se disputent le droit d'interpréter Lénine ne sont marxistes ni les uns ni les autres); de ce conflit, qui ne peut aboutir qu'à la dislocation complète du mouvement de Moscou qui tient encore sous son emprise avec son compère social-démocrate la majorité du mouvement ouvrier et dont la déroute favorisera la reprise prolétarienne et la reconstitution d'un parti révolutionnaire mondial; de ce conflit nos trotskystes et « oppositionnels » ne veulent retenir que ce qui convient à leur étroite vision des choses et à leur pratique mesquine : « L'unité idéologique ». Mais nous avons maintenant dans le communisme mondial, l'affrontement de courants avec des politiques divergentes; la direction soviétique, la direction chinoise, la Ligue des communistes yougoslaves, la IV^e Internationale, sans parler de nuances chez telle ou telle direction de partis communistes. Il n'y a plus d'une part le « monolithisme » stalinien, et d'autre part les trotskystes qualifiés de tous les noms... C'est seulement par la large participation de membres de partis communistes, par la dénonciation impitoyable des mensonges, calomnies et crimes du passé, par la confrontation sans équivoque et sans réserve des courants différents qui existent déjà ou qui peuvent se manifester à l'avenir, que le mouvement communiste se débarrassera de toutes les séquelles du stalinisme, des tares et défauts que celui-ci lui a imprimés, et qu'il connaîtra un renouveau semblable à celui qui accompagna la victoire d'Octobre 1917.

Confrontons donc ! et de la discussion jaillira la lumière ! La lumière qui dissipera les ténèbres et chassera « la direction Thorez qui mène depuis plusieurs années un combat d'arrière-garde pour sauver le régime stalinien ». Car, finalement, le but de tous ces « révolutionnaires » se résume en ceci : « il faut mettre un terme aux manifestations et congrès spectaculaires, à ces sortes de cirque Thorez ». Il faut faire sauter Thorez !

*
**

Pour faire sauter Thorez (ô culte, es-tu toujours là ?) tous les moyens sont bons, y compris l'alliance, provisoire sans doute, avec la « bureaucratie krouchtchevienne ». Celle-ci, après avoir décrit les manœuvres répugnantes des thoreziens pour amortir le choc déstalinisateur de 1956, s'adresse à eux en ces termes : « les éléments sur lesquels s'appuient ou tentent de s'appuyer les émissaires de la direction du P.C. chi-

nois sont généralement hostiles à la direction du P.C.F. particulièrement sur sa position concernant le rôle du P.C.F. en face de la guerre d'Algérie. Parce que le nombre des militants qui déplorent une certaine passivité de leur direction en face de cette guerre est d'une importance incontestable, il faut considérer que les tentatives de constituer dans les rangs du P.C.F. une sorte de « faction chinoise » sont autrement plus dangereuses pour l'unité idéologique de ce parti que put l'être la dénonciation des erreurs de Staline devant les communistes soviétiques ».

Comme chacun peut le voir la « passivité » (ah ! qu'en termes galants...) de la direction du P.C.F. en face de la guerre d'Algérie n'intéresse « K » que dans la mesure où elle risque d'être exploitée contre lui par les Chinois. Mais que dans ces documents intérieurs, confidentiels la dégénérescence s'étale ainsi, sans aucune pudeur, le fait ne gêne nullement nos « régénérateurs » : si la merde n'existait pas, il n'y aurait pas besoin de vidangeurs. Quant à ceux-ci ils ont les narines bouchées : « Il faut exiger la publication dans l'Humanité de la lettre du P.C.U.S. à Thorez (souligné par la Vérité des Travailleurs)... la discussion doit être ouverte, largement ouverte... c'est le moment de lutter DANS LE P.C.F. (souligné par nous P.C.) contre un régime qui a abouti à de honteuses défaites, contre une direction de faillite et d'œuvrer au renouveau du communisme. »

!*
**

Crétins ! C'est avec ce parti pourri jusqu'à la moelle, avec ces cadres moyens et ces militants qui ont tout accepté, depuis l'interdiction en 1937 par le Front Populaire de l'Etoile Nord-Africaine en passant par la complicité dans les massacres du Constantinois, qui couronnait en 1945 leur participation à la seconde guerre impérialiste, pour finir avec le vote des pouvoirs spéciaux « au camarade socialiste Guy Mollet », c'est avec ces patriotes-démocrates toujours prêts à soutenir les Daladier-Edgar Faure-De Gaulle contre ces cacouards-poujadistes ou autres O.A.S., c'est avec ces renégats invétérés, hier chiens couchants de Staline et aujourd'hui bouffons de Krouchtchev, c'est avec ce cadavre puant que vous voulez « œuvrer au renouveau du Communisme » !

Naïfs ! C'est avec un Thorez que vous voulez lutter ? C'est au vieux singe que vous voulez apprendre à faire la grimace ? Vous voilà roulés une fois de plus ! Ecou-

tez donc le vieux marcheur : « Notre Parti a approuvé sans réserve les thèses et décisions du XXII^e congrès comme il avait approuvé celles du XX^e » (2). Ecoutez encore : « A ceux qui prétendaient ou qui prétendent discréditer notre Parti et son comité central en nous présentant calomnieusement comme des dogmatiques parce que nous étions et resterons fidèles au marxisme-léninisme, nous pouvons faire précisément observer que le parti communiste français dans toute sa longue activité au service du peuple de France a contribué efficacement pour sa part à l'enrichissement de la doctrine de Lénine. »

« Je ne pense pas seulement à l'idée si féconde du front populaire avant la guerre : je parle de notre position affirmée dès 1946 sur la diversité des voies de passage au socialisme. Il est vrai qu'à l'époque nous n'avons pas été beaucoup soutenus sur le plan international. On nous considérait même comme porteurs d'une déviation parlementaire. Et les critiques les plus vives nous venaient alors des Yougoslaves, qui, depuis, sont allés loin dans une autre direction, dans la voie du révisionnisme.

« Je parle aussi de notre affirmation de 1949 : dans les nouvelles conditions la guerre n'est pas fatale ; on peut et on doit l'éviter. Tous les militants de notre parti se souviennent de cette pensée audacieuse du comité central. C'est-à-dire que, même au temps où sévissait le culte de la personnalité de Staline et où beaucoup se taisaient, ne faisaient guère preuve d'esprit novateur, notre parti a développé des thèses aujourd'hui admises communément. Nous

(2) Thorez — *Humanité* du 22-11. — C'est vrai sauf une, la dernière, conséquence logique de toutes les autres : la liquidation définitive de la scission ouvrière (c'est-à-dire de la fondation de la III^e Internationale et de la scission de Tours en

avons toujours fait effort pour analyser correctement les situations et pour formuler des conclusions audacieuses mais justes, ratifiées avec le temps. »

Enrichisseurs ? Novateurs ? Mais nous le sommes depuis toujours ! Krouchtcheviens ? Mais nous l'étions avant Krouchtchev, en un temps où Krouchtchev lui-même se taisait. Staliniens ? Nous ? Mais voyons « chez nous il n'y a jamais eu violation des lois du parti... Les congrès se sont succédés régulièrement, tous les deux ans... Le comité central, chez nous, siège régulièrement. » Et puis, souvenez-vous ! les mots d'ordre : « pas de mannequins dans le parti... que les bouches s'ouvrent ».

**

Faire sauter Thorez ! Mais Maurice a raison et il aura raison cette fois encore, « oppositionnels », trotskystes, régénérateurs de toutes nuances, redresseurs de torts, réparateurs de crimes, rédempteurs de tout acabit. Avec Krouchtchev, et avec Thorez, vous condamnez Albanais et Chinois parce qu'ils sont staliniens et que vous êtes démocrates. Avec eux vous discutez pour y apporter d'importantes modifications de détail leurs thèses « audacieuses » sur la Paix, le triomphe du socialisme par l'émulation, la valeur d'exemple du salariat soviétique, la nécessité du rétablissement et du renouvellement de la démocratie.

Un conseil pourtant, Messieurs : pas d'impatience ! Restez ! Vous avez votre place dans le parti des mannequins. Et une remarque : pour les battre sur leur terrain il faut être plus opportuniste qu'eux. C'est possible, encore que difficile. Mais ça finira par devenir dangereux.

France) exigée par Krouchtchev comme une impérieuse nécessité pour sauver la paix, et devant aboutir, après une « table ronde », à une réunification organique socialo-communiste. On comprend que Thorez n'ait pas été très chaud pour retourner à la « vieille maison » chère à Léon Blum.

Monsieur Frachon et le militarisme allemand

DE L'IMPUDENCE...

Décidément, le Secrétaire Général de la C.G.T. en a de bien bonnes. A la Conférence Syndicale Mondiale tenue en septembre dernier à Berlin, il a froidement déclaré : « Frères prolétaires de l'Allemagne

de l'Ouest, malgré la confiance imméritée que vous accordez à vos dirigeants indignes, pas plus que durant les années terribles de l'hitlérisme, nous ne voulons douter que nous, prolétaires de France, avec vous, prolétaires d'Allemagne, nous ne prenions ensemble un jour au collet ceux qui deux fois

en moins d'un siècle nous ont dressé les uns contre les autres (1). »

Aussi blasé que l'on soit sur l'impudence des stalino-krouchtcheviens, on reste sidéré devant de pareils exploits oratoires. Tout le monde sait que le P.C.F. et, à sa suite, la C.G.T., détiennent le monopole de l'excitation chauvine contre le réarmement allemand. Personne n'ignore que les hommes de Thorez, qu'ils soient responsables politiques ou syndicaux, se posent en ardens patriotes et se désignent eux-mêmes comme les meilleurs défenseurs de l'indépendance nationale, de la production française et de la grandeur de « notre pays ». En somme c'est un fait patent que le dernier rempart du cocardisme et de l'exaltation nationale, on le trouve, non pas dans les débris de la vieille droite classique, stupidement attardée à exorciser la ruine de l'Empire colonial et à l'attribuer à un « communisme international » fantômatique, mais dans le grand parti de gauche qui, sans pudeur, se réclame de Lénine et de la révolution prolétarienne.

Les chefs de ce parti seraient donc capables, comme on pourrait le supposer à la lecture de la phrase de Frachon, de revenir à l'internationalisme et à la fraternité mondiale des travailleurs ? Après quinze années d'un concert ininterrompu d'excitation chauvine, au moment où ce concert vient d'atteindre au paroxysme et à propos de cette même affaire de Berlin qui a donné le signal de ce *crescendo*, un parti qui n'arrête pas de cultiver l'amour-propre national et d'entretenir une germanophobie traditionnelle serait susceptible d'un aussi sensationnel revirement ? Il n'en est rien, rassurez-vous ô bons bourgeois. Dans l'acceptation de Frachon « ceux qui deux fois en moins d'un siècle » ont dressé les ouvriers de France et d'Allemagne les uns contre les autres, ce sont les « militaristes allemands », les traditionnels boucs-émissaires de deux guerres impérialistes dont les responsabilités — nous ne cesserons de le répéter — incombent à *tous* les pays capitalistes. Et la solidarité internationale dont rêve le Secrétaire Général de la C.G.T., c'est tout simplement une réplique « à la base » de la coalition diplomatique qu'il appelle de ses vœux et qui aurait pour tâche de « condamner » (on ne sait d'ailleurs trop comment) *la seule Allemagne de Bonn*.

(1) Cité dans « La classe ouvrière contre le militarisme allemand » : *France-Nouvelle* N° 834 du 11-17-10-61. C'est nous qui soulignons.

Mais là où le cynisme le dispute au ridicule, dans cette déclaration impetive, c'est lorsque les pseudo-communistes français affirment n'avoir pas cessé, durant « la sombre période de l'hitlérisme », de miser sur la valeur révolutionnaire du prolétariat allemand. Il est bien possible que, comme Frachon l'a rappelé dans son discours, le secrétaire syndical des métaux, fusillé sous l'occupation, ait crié, en tombant sous les balles, « Vive le parti communiste allemand », bien qu'à notre connaissance la plupart des autres martyrs du parti aient expiré en chantant *La Marseillaise*. Cela prouve simplement qu'on n'a pas pu mobiliser tous les militants, et du premier coup, sous le seul drapeau du patriotisme et que certains d'entre eux ne pensaient pas que leur sacrifice servirait, en fin de compte, à la « renaissance de la patrie ». Mais cela ne change en rien le but général de la guerre et le rôle qu'y a joué le P.C.F. C'est-à-dire, d'une part la victoire des Alliés, donc le renforcement du bastion anglo-saxon du capitalisme ; d'autre part la stimulation de la lutte impitoyable pour l'écrasement du Reich, donc la destruction totale des vies et des biens, la fureur vengeresse contre *toutes les classes* de la population allemande.

Si l'appel de Frachon était autre chose qu'une phrase, si, dans la voie qu'ils proposent au prolétariat allemand de l'Ouest, les dirigeants actuels de la C.G.T. voulaient donner l'exemple, s'ils désiraient sincèrement prendre « au collet » les fauteurs de la dernière guerre, c'est à *eux-mêmes*, qu'ils devraient s'en prendre ; au sein du Comité central du P.C.F. c'est à un *hara-kiri* général qu'il leur faudrait procéder. Car ils ont été et demeurent encore les principaux artisans du bourrage de crâne national et démocratique sans lequel aucune guerre moderne n'est possible.

Les jeunes prolos qui grossissent les rangs de la C.G.T. et du P.C.F. n'ont pas connu cette sombre période où la haine chauvine de leurs dirigeants contre ceux que Frachon appelle aujourd'hui des « frères de classe » s'est manifestée à *chaud*. Ils étaient trop jeunes à l'époque où le prolétariat allemand, enrôlé sous la casaque verte de la sinistre aventure hitlérienne, évacuait tous les champs de bataille d'Europe et d'Afrique et rejoignait, sous un déluge de fer et de feu qui anticipait honorablement sur la « Gilda » atomique des Américains, un décor pestilentiel de ruines fumantes et de cadavres en décomposition, digne réplique des camps de la mort. Savez-vous comment se manifestait alors cette

« confiance » qu'au dire de Frachon, les « communistes » français auraient témoigné au prolétaire d'outre-Rhin ? Par l'acharnement des F.T.P. sur les camions pleins de blessés de l'armée en débandade et les grenades meurtrières lancées du haut des toits sur les fuyards. Par l'exécution sommaire des ouvriers ayant travaillé pour l'occupant et l'humiliation et la violence sur les filles ayant « couché avec le boche ». Par l'avertissement solennel de Staline à la radio invitant le « monde civilisé » à « se boucher yeux et oreilles » pour le moment où, les troupes russes entrant en Allemagne, elles se livreraient aux diverses repréailles qui accompagnent tout carnage impérialiste digne de ce nom. En un mot, par toutes les preuves irréfutables et inoubliables, non seulement de la participation du pseudo-communisme moscoute à la vague d'excès et d'horreurs perpétrés exclusivement sur les masses travailleuses d'Allemagne par les armées alliées, mais encore de sa participation de premier plan, consciente, enthousiaste, démentielle.

A cette époque, il n'y avait pas, pour les ultra-patriotes du P.C.F., d'une part le « peuple allemand », de l'autre les « militaristes revanchards » ; pas de *distinguo* entre les SS et les civils en exode, entre les hommes de troupe et les officiers : c'était tout ennemis et criminels de guerre. « A chacun son boche », « Toujours plus fort sur le boche chancelant » ; voilà ce que tirait l'*Humanité* en fait de « confiance » à l'égard des prolétaires allemands, malgré les grèves que certains d'entre eux tentèrent sur la fin, notamment à Hambourg. Et quand il fallu régler la note de la tuerie et de la destruction, connaissez-vous le fin mot de la « solidarité prolétarienne » selon les Thorez et Frachon ? « Il faut que le peuple allemand, dirent-ils, comprenne que la guerre ne paie pas. » C'est-à-dire, si nous savons traduire en langage de classe, que le prolétariat allemand paie les crimes de sa bourgeoisie. Il n'a que trop bien payé d'ailleurs puisque, sur la nouvelle masse de plus-value ainsi extorquée, cette bourgeoisie tient encore une grande place dans le trafic sordide de la diplomatie des grandes puissances « démocratiques ».

Avec la paix, l'alignement politique des nouveaux gouvernements et la création d'une Allemagne de l'Est « socialiste », la forme de la propagande moscoute a changé, sinon le fond. Il est plus difficile de percer à jour l'actuel chauvinisme à froid des stalino-krouchtcheviens. Toutefois si l'adulte de 1961 qui épouse les illusions du pacifisme « communiste » ignore l'envers

sanglant de haine belliciste sur lequel il est érigé, il ne peut fermer les yeux sur cette évidence : l'attitude du parti et de ses filiales, leur ton, leurs mots d'ordre tournent résolument le dos à une fraternisation internationale des ouvriers et à la recherche des conditions qui doivent la rendre possible. Quand il s'agit de la paix en général, les hommes du P.C.F. n'ont à la bouche que les vieilles litanies du réformisme sur « le désarmement contrôlé », la « réduction des crédits de guerre », « l'amitié entre les peuples » et autres roucoulades qui n'ont jamais empêché aucune guerre, mais qui interdisent aux ouvriers d'y répliquer par leurs propres méthodes révolutionnaires. Mais dès lors qu'il s'agit de l'Allemagne, la presse du parti, quittant le mode doucêtre du pacifisme bêlant, retrouve le ton aigu du chauvinisme délirant. Alors se démasque l'idéologie nationaliste du parti de Thorez et fusent les apostrophes qui exhalent les vieilles haines et les vieux préjugés cultivés autrefois par les Déroulède et les Barrés.

On pense communément que cette fièvre patriotique du P.C.F. est l'expression pure et simple des ordres donnés par Moscou. En réalité, c'est plutôt la politique de Moscou qui laisse au P.C. toute latitude d'exprimer ce qui est devenu sa véritable nature sociale. L'opportunisme, lorsqu'il s'empare d'un parti ouvrier, le modèle à l'image des classes dont il a adopté l'idéologie et les intérêts. Défenseur du petit propriétaire borné, champion de la démocratie et de l'électoratisme, le parti de Thorez a les mêmes réflexes politiques que le classique « bas-de-laine » français dont il est devenu l'expression ; il affiche la même présomption que le philistin tricolore qui pense que son pays est toujours le phare de la liberté au moment même où il s'engloutit dans l'arbitraire policier. C'était peut-être là, d'ailleurs, une propension congénitale de ce parti, due aux conditions historiques de développement du mouvement ouvrier en France. Ses dirigeants actuels, qui n'ont à la bouche que le mot de « revanchards » à l'adresse des Allemands, oublient-ils qu'ils ont siégé dans une enceinte parlementaire où, durant cinquante ans, on n'a parlé que de « revanche » à propos de l'Alsace-Lorraine ? Ignorent-ils que leur fondateur défunt, M. Cachin, versa des larmes en voyant flotter le drapeau tricolore sur Strasbourg en 1920, et ce, au moment même où il passait dans cette ville pour se rendre à Moscou où l'attendaient ceux qui avaient déclenché une lutte à mort contre les social-patriotes ?

Quoi qu'il en soit le P.C.F. n'a pas bougé d'un pouce de sa ligne fondamentale adoptée pendant la Résistance et on comprend bien que tous les grands « noms » — intellectuels, savants, écrivains — que le parti a recrutés depuis cette époque aient pu répondre, à deux ou trois exceptions près, dans une brochure intitulée « Pourquoi je suis communiste », ces deux mots qui résument mieux que tout ce que nous voulions souligner : « *Par patriotisme.* »

A LA TEMERITE...

Mais « oublions » momentanément le passé patriotique du P.C.F. Peut-il aujourd'hui faire quoi que ce soit qui soit en accord avec l'affirmation de Frachon ?

« Prendre les fauteurs de guerre au collet » c'est tout autre chose que de mettre un bulletin de vote dans une urne selon le dernier mot de la tactique de Krouchtchev pour l'avènement pacifique du socialisme. C'est déjà un acte révolutionnaire, exigeant une préparation du même ordre ; nous nions formellement que le P.C. soit capable de l'accomplir.

La forme la plus élémentaire de cette préparation c'est la propagande. Il n'est pas ici question d'entrer dans le détail de la stratégie révolutionnaire face à la menace d'un conflit armé. Quelle que soit la façon de la concevoir, même si c'est à la manière d'un peu naïve des socialistes et syndicalistes d'avant 1914, qui comptaient riposter à la guerre par la grève générale et y échouèrent d'ailleurs comme on le sait, la base idéologique de cette stratégie c'est une longue, énergique et persévérante *dénonciation* de ce qu'est et représente l'armée nationale, l'armée de classe, l'armée capitaliste. Nous affirmons, preuves en mains, que le P.C.F. ne se borne pas à ne pas dénoncer ce caractère contre-révolutionnaire de l'armée moderne, mais qu'il *défend celle-ci*. Et nous renvoyons le lecteur incrédule qui se rebifferait devant notre affirmation à la presse du parti.

Dans *France-Nouvelle* du 11 juin 1959, tout un article envoyé par « un officier rappelé » en guise de « contribution au point 28 du projet de thèse » s'attache à expliquer ce qu'il appelle « la crise de l'armée française », et à fournir les moyens de la surmonter. « Le parti communiste, écrit-il, héritier des *meilleures* traditions nationales, se montre *soucieux de défendre le patrimoine militaire* légué à la patrie par l'histoire... » Après ce début prometteur l'auteur du texte continue en déplorant la situation de l'armée « qui subit le déshon-

neur de collaborer avec la Bundeswehr sous les ordres de généraux nazis ». Il affirme que la cause de la crise de l'armée « doit être recherchée dans le fait que, depuis de nombreuses années (elle) a été engagée dans des missions insupportables, dans des *guerres perdues d'avance* », d'où « les militaires sortent toujours blessés par chaque défaite ». « La subordination, ajoute-t-il, à un commandement étranger imposant ses propres conceptions stratégiques et tactiques ainsi qu'une partie de son matériel, a entraîné la *sclérose de la pensée militaire française*. L'armée a donc, au cours de ces dernières années, perdu beaucoup de son *prestige*, de sa dignité, de son unité, et même ses *grandes qualités fondamentales de grande armée moderne correspondant aux besoins d'une puissance comme la France* » (1).

Voilà donc où conduisent, d'une part l'aberration idéologique krouchtchevienne qui fait du militarisme une superstructure *autonome* du capitalisme qu'on pourrait détruire sans toucher à l'armée nationale et à la classe dont elle est l'instrument ; d'autre part le désir effréné de conquérir une *clientèle* politique dans tous les milieux, y compris parmi les officiers « républicains ». Position qui n'est ni accidentelle ni nouvelle, puisqu'au lendemain de la Libération les journaux stalinistes disaient de la campagne antimilitariste que le parti mena à son époque glorieuse (et dont nous avons déjà parlé ici-même à propos de l'affaire de la Ruhr) qu'elle n'était que le fruit « *d'une pure calomnie* répandue par des traîtres à la Doriot ».

C'est donc là le vrai visage du P.C.F. et non pas l'accent d'internationalisme qui teinte l'appel grandiloquent de Frachon, dont on nous accordera sans difficulté qu'il jure au côté des préoccupations affichées ci-dessus. Mais les partisans innombrables de la casuistique opportuniste nous objecteront qu'il ne faut y voir qu'une « tactique » destinée à amener le plus d'appuis possibles au parti : dans ce domaine comme dans celui des élections, il ne faudrait pas rechigner devant le choix des moyens et s'efforcer de rallier tous les éléments populaires « pour battre la réaction »... Là est précisément le nœud du problème : le parti qui veut flatter toutes les couches du peuple finit par faire l'apologie de l'armée. Ayant salué le drapeau il en vient à révéler le sabre. Comment dès lors

(1) *France-Nouvelle*, N° 711 du 11 juin 1959. C'est nous qui soulignons.

pourrait-il, ô savants tacticiens, accomplir le moindre geste d'opposition à la guerre, ce qui suppose, pour avoir quelque efficacité, qu'on lacère d'abord — au moins moralement — ses symboles et ses instruments permanents ?

DU « PEUPLE DE L'ARMÉE »
A « L'ARMÉE DU PEUPLE ».

La « théorie » militaire du P.C.F., on la découvre naturellement dans ses critiques à l'Allemagne de l'Ouest. Le « boche » a l'âme militaire, c'est bien connu. Si les redoutables dialecticiens du P.C.F. n'hésitent pas à user et abuser de ce lieu commun nauséabond dans leur propagande à l'usage des petits bourgeois et des « patriotes sincères », ils voudront bien vous concéder, entre deux explosions de chauvinisme virulent, que l'Allemagne fut aussi une patrie de grands philosophes, de grands penseurs... et de grands musiciens. Aussi n'en veulent-ils pas au « peuple » allemand, mais à ses « revanchards ». Leur principal grief contre l'Allemagne de Bonn vient de ce que l'armée n'y est pas « au service du peuple » mais sous les ordres de généraux « militaristes ».

Pour notre compte cette chose ne nous émeut guère, d'abord parce que nous pensons que le propre de toute armée d'un Etat bourgeois c'est d'être « militariste », ensuite parce que le militarisme de Bonn ne compte comme facteur politique que pour autant qu'il entre dans le jeu des impérialismes occidentaux ; ce qui déplace singulièrement le problème et contredit toute la perspective de coexistence pacifique chère à M. Krouchtchev. Mais les lumières du stalino-krouchtchevisme n'entrent pas dans ces détails ; ils ont une recette toute prête pour purger le militarisme, du moins le seul militarisme qui compte à leurs yeux : celui des Allemands. A la thérapeutique générale du « désarmement contrôlé » et de la « suspension des expériences nucléaires », ils ont un remède de nature doctrinale à ajouter. A l'armée militariste de Bonn, ils ont une armée... pacifique à opposer, celle de l'Allemagne de Pankow. Pour quelle raison ? Parce que cette armée, comme celle dont ils rêvent pour leur propre pays, est une *armée du peuple*, qui n'aspire ni aux conquêtes, ni aux annexions, et ne sert qu'à défendre les frontières nationales !

Il y a belle lurette, dans le monde bourgeois, que telle armée n'existe plus. Déjà Marx et Engels, en leur temps, précisèrent ce qu'il fallait entendre par « armement du peuple », qui est une mesure destinée à di-

puter le pouvoir à la bourgeoisie, et dénoncèrent toutes les illusions entretenues parmi les socialistes allemands sur « l'Etat libre » et « l'Etat populaire »... dont la formule est devenue l'étiquette officielle des pays pseudo-socialistes du glacis russe. Comme les « anti-dogmatistes » de M. Thorez se soucient bien peu de ces principes « dépasés » — sans l'existence desquels ils n'auraient pourtant même pas le titre de « communistes » à usurper — il convient donc de les confondre en leur rafraîchissant la mémoire par une histoire plus récente, celle de la fameuse « Libération », au cours de laquelle leur conception lumineuse de « l'armée du peuple » a été soumise à une épreuve particulièrement édifiante.

« Le fait que les peuples dans un certain nombre de pays étaient en mesure d'influer sur le caractère de la guerre traduisait les changements d'une importance historique mondiale survenus dans le rapport des forces sociales depuis la Révolution d'Octobre : il témoignait du rôle accru des peuples dans la vie de la société. Et cela aussi distinguait essentiellement la deuxième guerre mondiale de la première » (1).

Ainsi il est bien clair que, pour les gens du P.C.F., c'est la participation des maquisards et partisans à la lutte contre les Allemands qui a fait de la guerre impérialiste une guerre « de libération ». Pour nous, il est bien clair au contraire que si cette intervention avait eu le rôle historique décisif qu'on lui prête, cela ne pouvait être, dans l'état sénile actuel du capitalisme, qu'en fonction d'un bouleversement qui aurait survenu à la suite de cette intervention et qui aurait radicalement modifié la portée sociale de la guerre et la classe qui en assumait la direction. En d'autres termes, cette guerre *entre pays capitalistes* aurait cessé d'être *impérialiste* si elle s'était terminée par un assaut général du prolétariat contre la société bourgeoise. Car si Lénine, il y a quarante ans de cela, envisageait dans ses « Thèses d'avril » une pareille perspective, même pour un pays arriéré semi-féodal comme la Russie, à plus forte raison est-elle valable — et elle seule — pour des pays comme la France, l'Allemagne, l'Angleterre, où le capitalisme est pleinement et définitivement achevé et où, par voie de conséquence, la « Libération nationale » ne peut être un objectif prolétarien, mais seu-

(1) *France-Nouvelle* N° 723 du 3 septembre 1959 ; « Guerre impérialiste ? Guerre de Libération ? »

lement un objectif de *conservation de la société bourgeoise*.

Si l'on veut discuter sérieusement cet amalgame de lieux communs opportunistes qu'est la « théorie » stalinienne des « voies nationales du socialisme » c'est en effet par là que pêche cette construction rébarbative : pour ce qui est du « rôle accru des peuples dans la vie de la société », nos pseudo-communistes sont en retard de plus d'un siècle et, au moins, d'une révolution. Le vrai cadre historique de ce phénomène nous le trouvons en fait dans les grands mouvements de révolte et de lutte d'émancipation populaire des XVIII^e et XIX^e siècles. A cette époque, les masses sociales, encore mal différenciées, des paysans, artisans, boutiquiers et ancêtres du prolétariat moderne se sont soulevées, dans une lutte certes glorieuse, mais aujourd'hui vraiment « dépassée », pour abattre les formes politiques, juridiques et sociales de la monarchie et du féodalisme, qui tenaient le peuple, la *nation*, à l'écart de la direction de la société, et ont érigé la forme d'organisation civile que nous connaissons aujourd'hui, la forme moderne, bourgeoise, *capitaliste*. Et la doctrine du socialisme s'est précisément élaborée sur la *critique* de ce phénomène historique et de ses résultats sociaux, qui n'ont certes pas répondu aux espoirs, ni de la masse révolutionnaire, ni des beaux esprits libéraux qui l'avaient conduite, mais ont accordé à la bourgeoisie, en même temps que le monopole sur les moyens de production, le monopole politique sur l'État, l'armée et ses divers attributs.

Si, par une aberration idéologique, qui n'est sans doute pas l'œuvre des seuls statou les records d'opportunisme, on entend par « peuple » seulement la partie active, *travailleuse*, de la population, il est bien lino-krouchtcheviens, mais où ils battent certain qu'on doit constater qu'à la suite de cette révolution bourgeoise, son « rôle s'est accru ». Mais c'est à la façon dont le cheval, par exemple, a eu « un rôle accru » dans le développement des moyens de transport, lorsque, attelé aux cochons ou aux diligences, il a réduit l'importance de la bête humaine dans les chaises à porteurs. C'est-à-dire en jouant un rôle de *victime*, et, lorsqu'il s'agit du « peuple » travailleur, d'exploité, de spolié du fruit de son travail. A la façon encore (puisque nous parlons de la *participation* du peuple à la guerre) des masses pesantes d'infanterie que la bourgeoisie a su bien mieux que l'aristocratie féodale mobiliser, mais qui se font tailler en pièces pour des guerres qui ne

sont que les guerres du *capital*. C'est justement sur cette notion de « peuple », sur son contenu social et sa portée historique, que la « théorie » stalinienne puis krouchtchevienne est particulièrement rétrograde, puisqu'elle revient sur des positions historiques épuisées, puisqu'elle se place *en-deçà* de la théorie marxiste qui, elle, avait pris acte du fait que la révolution bourgeoise et ses mouvements nationaux avaient désormais atteint leur but et, au moins en Europe, épuisé leurs possibilités de libération et qu'en conséquence le socialisme n'attendait *plus rien* du peuple — amalgame devenu réactionnaire et où se perd et s'avilit l'énergie des ouvriers — *et tout du prolétariat*.

Mais il nous faut bien reconnaître ici ce que vous, les soi-disant représentants du prolétariat, les pseudo-maitres ès-socialisme, avez réussi à faire des ouvriers au cours de la seconde guerre mondiale. Cette masse de travailleurs qui, lors des guerres précédentes, ne marchait au massacre que grâce à la contrainte et à la peur du gendarme, vous êtes parvenus à la persuader — les circonstances aidant — que, cette fois-ci, il lui fallait se battre, *dans son propre intérêt* (que vous assimiliez et assimiliez encore abusivement à ceux de la démocratie) et qu'il sortirait de ce carnage une société meilleure et plus humaine. Vous l'avez donc incorporée, *par adhésion volontaire*, dans l'armée irrégulière des partisans, où se cotoyaient petits-bourgeois et prolétaires, athées et croyants, « progressistes » et « réactionnaires », et qui n'avait d'autre caractère distinctif, vis-à-vis des troupes régulières du capitalisme, que de se battre pour le camp *opposé* à celui du théâtre sur lequel elle opérait, dans une guerre qui était impérialiste des deux côtés.

Il est bien vrai aussi que vous avez bougrement déçu les espoirs de ces pauvres diables de combattants irréguliers. Deux fois victimes de la guerre impérialiste — une fois comme martyrs de la répression allemande, une fois comme héros de la Résistance — ils partageaient l'illusion que vous aviez soigneusement entretenue ; ils croyaient dur comme fer que la victoire des démocraties signifierait un changement radical de politique sociale, voire la prise révolutionnaire du pouvoir et le « socialisme » (fut-ce à la mode de Moscou). Or, cette attente, vous l'avez délibérément bafouée lorsque, le sol national étant libéré, vous leur avez ôté, avec leurs armes, tous les éléments, symboliques comme matériels, d'exercice des fonctions publiques, pour les remettre solennellement aux « forces régu-

lières », c'est-à-dire à l'appareil d'Etat fraîchement reconstitué de la IV^e République : à la *bourgeoisie*. Certains d'entre vous, aujourd'hui « démissionnés » ou exclus, vous ont d'ailleurs reproché cet abandon, commentant toutefois cette erreur fondamentale d'y voir de votre part une « faute tactique » alors qu'il ne s'agissait que des conséquences logiques de votre passage « au service du peuple » c'est-à-dire de votre désertion de la cause révolutionnaire du prolétariat. Une faillite misérable, de toute façon, dont rien ne pourra vous laver.

L'attitude de Lénine, à la fin de la première guerre mondiale, avait été toute différente, et la liquidation du conflit militaire avait pris une tout autre signification. Minoritaire acharné, il ne disposait pas comme vous d'un nombreux parti, mais, à la tête d'une poignée à peine de militants, il n'hésita pas dès 1915 à tracer la perspective glorieuse qui devait aboutir à la révolution russe d'Octobre 1917. S'adressant à tous les ouvriers mobilisés il leur enjoignait de fraterniser par-dessus les tranchées, de « transformer la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire », de se rassembler autour de la nouvelle Internationale pour la révolution prolétarienne et pour le socialisme. Vous, vous avez aligné tous les travailleurs du globe sur l'objectif « Démocratie » ; vous les avez mis au service d'un pouvoir qui, « populaire » ou « parlementaire », n'en demeure pas moins un pouvoir bourgeois. Vous avez alimenté la haine fratricide des prolétaires de pays ennemis ; vous avez participé au rétablissement de l'ordre (l'ordre de la propriété privée et de l'exploitation de la force de travail) ; vous avez fait taire les revendications ouvrières des lendemains qui ne chantaient pas ; vous avez permis le renforcement de tout l'appareil de police et de répression. Et ce beau travail une fois accompli, vos ministres, éjectés sans façon du gouvernement tripartite, ont reçu du parlement bourgeois ce beau coup de pied au cul que les ouvriers, dans leurs propres organisations, n'avaient pas eu la sagesse de vous donner. Voilà ce qui, pour la future génération du prolétariat, distinguera « essentiellement la seconde guerre mondiale de la première ».

Ce que vaut la formule de « l'armée du peuple » que les hommes de Thorez opposent au militarisme allemand nous le savons donc depuis l'expérience de la Libération. Elle n'a pas changé le caractère de l'armée nationale, puisqu'elle s'interdisait de changer la nature des rapports sociaux et de l'Etat. Le P.C.F. a bien disposé, c'est vrai,

d'*ouvriers armés*, mais on ne lui a accordé cet honneur que pour la lutte patriotique contre l'occupant et durant le temps strictement nécessaire à cette lutte. Après il lui a fallu, selon la formule fameuse de Thorez, « rendre les armes ». Si ces groupes armés ont pu un certain temps disposer localement d'une relative autorité c'est parce qu'ils ont spontanément assuré la triste besogne de « laver le linge sale » d'une bourgeoisie que les circonstances avaient divisée en deux fractions respectivement alignées sur les deux vainqueurs possibles du conflit. C'est à cela, du point de vue politique, qu'ont essentiellement servi les F.F.I. : à liquider le menu fretin de petits bourgeois par trop compromis avec l'Occupant. Une besogne de basse police !

La leçon de tout cela c'est qu'on ne peut échapper aux directives du pouvoir capitaliste en acceptant son autorité. On ne peut infléchir sa politique en faisant front avec lui pour défendre des valeurs soi-disant communes à toutes les classes et qui ne sont en réalité que des valeurs bourgeoises. Nulle part, sur le globe, il n'existe d'armée populaire qui ne soit germe ou expression de formes capitalistes, pas plus qu'il n'existe de gouvernement qui ne soit le « conseil d'administration » de ce mode de production. Mais partout et toujours, depuis la dégénérescence de la révolution russe d'Octobre, il y a des Etats et des armées qui sont au service de l'exploitation de la force de travail. Y compris dans cette Allemagne de Pankov qu'on voudrait opposer au militarisme de Bonn et qui étouffe, sous le bruit de bottes de sa jeunesse marchant au pas de l'oie, les exorbitantes exigences du capitalisme démo-populaire et les écrasantes normes de travail contre lesquelles les ouvriers de ce pays ont dû se dresser, en affrontant les poings nus les tanks « soviétiques ».

Parce que nous sommes persuadés que le prolétariat français trouvera sa véritable voie d'unité avec le prolétariat allemand en se dressant contre son propre militarisme, parce que nous n'avons jamais vu, dans le soldat d'en face qu'un autre prolétaire, victime, comme celui de ce pays, du capitalisme et de ses laquais, nous pouvons, nous, « faire confiance » à la classe ouvrière allemande et la convier pour le grand jour où un vaste regroupement prolétarien international bousculera dans le désaveu et l'abjection une époque entière d'aveuglement, de reniement et de défaites. Et nous som-

mes persuadés que si les ouvriers de France et d'Allemagne prennent alors les armes, ce ne sera pas pour s'entretenir une nou-

velle fois, mais pour la dictature du prolétariat et le triomphe du socialisme.
FIN

Le système des primes brise l'unité de la lutte ouvrière

C'est un fait qu'aujourd'hui, dans toutes les branches d'activité, le salaire perçu apparaît soumis à une série de conditions, variant d'un individu à l'autre, selon la situation de famille, la qualification, le rendement, ainsi que d'une région, d'une industrie, d'une entreprise à l'autre. Si bien que si nous voulions étudier l'évolution des salaires en France pendant ces dernières années (et nous nous proposons de le faire dans un prochain numéro de cette revue), il nous faudrait considérer d'un côté la partie que nous appellerons « fixe » du salaire, et de l'autre sa partie « mobile » constituée, à part les « allocations familiales », par des primes de toutes sortes, répondant à une série de discriminations que le capitalisme tend à multiplier et qui divisent les ouvriers.

La première chose à faire est de démentir que ces subdivisions croissantes que le patronat introduit dans le salaire répondent à une réalité objective, comme il le prétend. Dans le *Capital*, Marx a consacré plusieurs chapitres au salaire dont il a analysé les différentes formes (salaire au temps et salaire aux pièces), affirmant qu'elles ne font qu'exprimer de façons diverses le même rapport social. Ne pouvant revenir ici sur la nature même du salaire, nous renvoyons le lecteur à un article paru dans notre n° 15 : « Mouvements revendicatifs et socialisme. » Nous rappellerons seulement que la forme même du salaire dissimule totalement le fait essentiel de la production capitaliste : l'existence de la plus-value, c'est-à-dire d'un travail non payé à l'ouvrier (sur-travail). Au moyen âge, le serf distinguait aisément le travail qu'il effectuait pour lui-même de celui qu'il devait donner au seigneur (corvée) : ils étaient nettement séparés dans l'espace et dans le temps. L'ouvrier salarié, lui, semble recevoir, le jour de la paie, le prix total de son travail. Si l'ouvrier est payé « au temps » et que le salaire d'une heure de travail est fixé, par exemple, à 250 fr., il recevra 13.500 fr. à la fin de la semaine s'il a travaillé 54 heures (250 fr. × 54) ; si l'ouvrier est payé « aux pièces » et que le salaire d'une pièce a été fixé à 135 fr., il recevra de même 13.500 fr. s'il a fourni 100 pièces dans la semaine. Dans

l'une ou dans l'autre forme de rétribution, le salaire apparaît comme le prix total du travail (de la durée totale du travail ou du produit total du travail), sans qu'apparaisse à aucun moment un travail fourni gratuitement au capitaliste.

Mais comment est déterminé le taux horaire de 250 fr. ou bien le taux de 135 fr. la pièce ? Seule l'économie marxiste fournit une réponse cohérente à cette question. Ce que le capitaliste achète à l'ouvrier, ce n'est pas son travail, comme peut le faire croire la forme du salaire (au temps, aux pièces), mais sa force de travail, sa capacité, son aptitude à produire. Cette force de travail est une marchandise, elle s'achète, elle a un prix : le salaire, précisément. Mais alors comment se détermine le prix de la marchandise force de travail ? Comme pour toutes les autres marchandises : par le temps de travail nécessaire à sa production, par ses frais de production. Ces frais de production sont représentés par les dépenses que doit effectuer l'ouvrier pour être en mesure de continuer à produire : nourriture, habillement, logement, entretien et instruction des enfants (forces de travail futures). La valeur des marchandises nécessaires à l'entretien du travailleur et à la perpétuation de sa race constitue donc, à une époque déterminée, le salaire (il s'agit, bien sûr, d'une détermination moyenne et non individuelle ; d'autre part, les marchandises « nécessaires » à l'ouvrier ne sont pas données une fois pour toutes, mais varient historiquement en fonction, d'une part, du développement général de la productivité et, d'autre part, de la lutte de classes entre bourgeoisie et prolétariat).

La valeur du salaire étant déterminée pour une époque donnée, de la manière que nous venons d'indiquer, il est possible d'en déduire le salaire horaire ou bien le salaire à la pièce. Il suffit de connaître, dans le premier cas, la durée moyenne de la journée de travail, dans le second la productivité moyenne dans une branche d'industrie déterminée. Pour reprendre notre petit exemple, ce qui sert de base à la détermination du salaire, c'est la somme de 13.500 fr., représentant la somme de marchandises nécessaires à l'ouvrier pendant une semaine.

Cette somme donnée, connaissant la durée moyenne de la semaine de travail — 54 heures dans notre exemple — il s'en déduit le salaire pour une heure de travail ; connaissant la productivité moyenne du travail — 100 pièces par semaine dans notre exemple — il s'en déduit le salaire par unité produite, par « pièce ».

Marx a donc réduit à néant la thèse des économistes qui voulaient voir dans l'existence d'une variété de formes de rétribution (salaires au temps et aux pièces) la preuve que le salaire ouvrier dépendait non de la valeur d'échange de la force de travail — c'est-à-dire du prix des subsistances nécessaires à sa reproduction — mais bien de sa valeur d'usage, c'est-à-dire de la quantité de marchandises produites par le travailleur. Il a démontré que pour obtenir l'unité de mesure du salaire (c'est-à-dire son taux horaire ou par pièce fournie), il est indispensable que, d'une part, le prix de la totalité de la journée de travail ait été déjà fixé et, d'autre part, qu'ait été socialement fixée une certaine productivité moyenne, c'est-à-dire la quantité de matières premières ou d'objets semi-manufacturés qui, en moyenne, doivent être ouverts en une journée de travail. C'est seulement en partant de là que les diverses unités de mesure (au temps ou aux pièces) peuvent être établies.

Si nous avons rappelé ces notions fondamentales de l'économie marxiste, c'est qu'on peut affirmer sans hésitation que toute la partie « mobile » du salaire n'est qu'une expression particulière du salaire aux pièces, généralisée de l'individu à tout l'atelier ou même à toute l'entreprise. Elle ne constitue donc pas une partie « ajoutée » au salaire effectif, mais seulement une façon différente d'exprimer le salaire effectif, qui est la somme de la partie que nous avons dite « fixe » et des différentes primes (ici, nous ne considérons pas les allocations familiales, bien qu'elles aussi soient une partie du salaire, et non pas un « don » que l'Etat capitaliste lui ajouterait). La prétendue « objectivité » des discriminations de salaires ne sert donc qu'à dissimuler l'antagonisme qui oppose travail salarié et capital et la classe dominante en tire des avantages considérables. Avantages politiques d'abord : le système des primes lie toujours plus l'ouvrier au processus de production et il entretient en lui l'illusion que dans les limites de son individualité ou au moins de l'entreprise, il existe pour lui une possibilité de se libérer du joug du capital. Avantages économiques ensuite : les ouvriers se font,

grâce à ce système, une concurrence accrue, à qui produira davantage. Marx disait déjà :

« En donnant une plus grande latitude à l'individualité, le salaire aux pièces tend à développer, d'une part, avec l'individualité l'esprit de liberté, d'indépendance et d'autonomie des travailleurs et, d'autre part, la concurrence qu'ils se font entre eux. Il s'ensuit une élévation des salaires individuels au-dessus du niveau général qui est accompagnée d'une dépression de ce niveau lui-même. » (*Le Capital*, Ed. Soc., Tome II, p. 226.)

Marx conclut plus loin que « le salaire aux pièces est la forme du salaire la plus convenable au mode de production capitaliste » (p. 227). Cela est évident puisque, réussissant par ce moyen à obtenir une auto-discipline des ouvriers, le capitaliste s'assure le rendement social moyen qu'il lui faut tirer de chacun d'entre eux et de tous, s'il veut survivre dans la concurrence.

Maintenant, si nous appliquons à l'entreprise et à la catégorie professionnelle ce que Marx dit des ouvriers individuels, nous expliquerons sans difficulté que la classe capitaliste dans son ensemble a avantage à accorder dans certaines entreprises — ou à certaines catégories professionnelles — des primes diverses s'ajoutant au salaire contractuel qui, non seulement brisent l'unité des ouvriers et de leur lutte, mais sont la cause d'un abaissement du salaire moyen en général, et donc des bas salaires dans d'autres entreprises.

Actuellement, les syndicats tendent encore à élargir le système des primes selon la formule bien connue du « salaire au rendement », en demandant que celui-ci augmente automatiquement en même temps que la productivité. C'est une preuve nouvelle de leur renonciation totale à la lutte pour l'abolition du salariat, c'est-à-dire à la lutte révolutionnaire ; c'est en fait la théorisation d'une possibilité de « coexistence pacifique » entre capitalistes et prolétaires de « bonne volonté », au nom du développement de l'économie nationale et d'une « juste répartition » entre eux des « bénéfices » du progrès technique. Théoriquement cela revient à considérer que le salaire est une somme de valeurs provenant des efforts de travail de l'ouvrier individuel ou de tous les producteurs de l'entreprise, alors qu'il est seulement la somme des valeurs de tous les biens nécessaires à la reproduction du travailleur, laquelle dépend du développement social des forces productives. En général, on peut dire que ce qui influe sur le salaire des ouvriers employés

dans tel ou tel secteur, ce n'est pas le développement de la productivité dans ces secteurs, mais la productivité sociale moyenne, soit directe (diminution du temps de travail nécessaire), soit indirecte (augmentation des besoins acquis), de ceux qui sont employés dans la production des moyens de consommation et des subsistances.

Ceci a une importance « pratique » parce que démontrant la nécessité de défendre le salaire au niveau de toute la classe et non de la catégorie, les augmentations ou les baisses s'apprécient à l'échelle de la classe, et non pas de l'individu, de l'entreprise, du secteur ou de la catégorie professionnelle.

Nous résumerons ainsi l'enseignement de Marx :

1° L'augmentation de la productivité du travail fait baisser le taux des salaires parce qu'elle diminue le temps socialement nécessaire à la production des subsistances ; au contraire, elle augmente le taux de la plus-value relative.

2° L'augmentation de la productivité provient de l'augmentation de la fraction du capital qui est dépensée en capital constant relativement à celle qui est dépensée en capital variable (opposition du travail accumulé et du travail vivant).

3° Du fait de la simplification du travail qui en résulte, les travaux auparavant les mieux payés subissent une dépréciation, et leur rétribution tend à tomber au niveau de celle du travail ordinaire (déqualification).

4° La main-d'œuvre disponible augmente, et par conséquent, la concurrence réciproque des travailleurs.

5° Par contre, les besoins dérivant de ce développement historique augmentent ; mais de toutes façons, étant donné la réduction du temps de travail socialement nécessaire pour produire les biens qui les satisferont, le salaire restera notablement inférieur à la plus-value capitaliste.

*
**

Le salaire au rendement peut bien avantager momentanément certaines catégories de travailleurs, mais à la longue il ne peut engendrer qu'une chute générale des salaires. La défense du salaire doit donc partir de la considération du rapport social général entre capital et travail, le seul réel, celui-là même qui a rendu les syndicats nécessaires.

Il faut en outre considérer la question des crises dans lesquelles ses contradictions font continuellement tomber le capitalisme.

Il suffit de penser par exemple aux effets de la dernière récession américaine sur les ouvriers américains les mieux payés, qui se virent obligés de vendre leur travail à bas prix du fait de la diminution de l'emploi et d'une offre réduite aux travaux les plus communs ; ou encore au tour de vis imposé aux ouvriers belges et maintenant anglais, à qui on demande de ne pas revendiquer en raison des difficultés que traverse l'économie nationale alors que les impôts indirects augmentent, et donc le prix des marchandises de première nécessité. Tendanciellement, donc, le système capitaliste conduit à une diminution du taux des salaires aussi bien en conditions normales qu'à plus forte raison en période de crise.

En outre, les écarts entre catégories, entreprises, secteurs, dérivant de l'abolition d'un salaire national unique mettent le syndicat dans l'impossibilité de défendre les travailleurs contre la concurrence qu'ils se font réciproquement, de l'un à l'autre et d'entreprise à entreprise. D'autre part, la subdivision actuellement en vigueur du salaire le premier acte du patronat sera de répondre encore aux exigences de l'exploitation capitaliste dans ce sens qu'en cas de crise le premier acte du patronat sera de supprimer toutes les primes, au nom d'une « juste » répartition des pertes, puisqu'elles avaient été octroyées au nom d'une « juste » répartition des « bénéfices du progrès ».

**

Des impératifs proprement économiques comme des considérations de conservation sociale poussent donc le patronat à généraliser au maximum les primes, les « bonis », le « salaire au rendement », tout en multipliant les catégories professionnelles au sein du prolétariat.

Que le patronat agisse ainsi, c'est tout naturel. Mais, que lui opposent les syndicats qui défendent soi-disant les intérêts du prolétariat ? Rien, ils n'opposent rien : ils s'adaptent !

Les débrayages partiels, isolés, de courte durée (et fixés à l'avance !) sont toujours le signe d'un rapport de forces défavorable au prolétariat, qui contre-attaque en ordre dispersé, s'épuise dans des luttes limitées contre un ennemi — la bourgeoisie — qui, lui, sait se constituer en un front compact. Eh bien, le dernier mot de la science syndicale de la C.G.T., c'est de faire de cette faiblesse, de cette désorganisation des postes ouvrières, le modèle de la lutte ouvrière. Frachon nous l'avait bien dit au XXXIII^e congrès de la C.G.T. : un syndicat

« moderne » ne peut être, aujourd'hui, qu'un *syndicat d'entreprise* !

La bourgeoisie divise les ouvriers par tous les moyens « économiques » dont elle dispose ; le syndicat, lui, consacre cette division, il l'entretient en préconisant des actions limitées, des grèves de catégories, des grèves tournantes : quel bel exemple de division du travail ! Ah, bien sûr, les lamentations ne manquent pas à la C.G.T. ! Dans tous les meetings, dans tous les congrès on pleurniche sur la division du travail qui est poussée à l'extrême et qui réduit l'ouvrier à n'être qu'un robot, sur la multiplication des primes qui entraîne une véritable « anarchie des salaires » (André Lunet dixit)... Mais ces lamentations ne sont là que pour servir de justifications à l'inaction, au sabotage et au morcellement de la lutte ouvrière qu'accomplit chaque jour la C.G.T.

Les primes, par entreprise, par atelier, par région, par branche d'industrie, par catégorie professionnelle engendrent la concurrence des ouvriers entre eux, et la tâche du syndicat serait précisément d'unifier les ouvriers, de les entraîner à la lutte pour des revendications intéressant l'ensemble de la classe ouvrière et de les mettre ainsi sur la voie de revendications de classe, de revendications politiques. Mais qu'importe ces détails : à la C.G.T. on veut « améliorer » les primes, on veut que la sacro-sainte hiérarchie des salaires soit respectée... La bourgeoisie, face au prolétariat, présente un front de classe uni, elle dispose, grâce à son Etat de classe, d'un appareil de répression puissant, organisé et centralisé, mais qu'importe ! Sous la haute direction de la C.G.T., les ouvriers entreprennent des grèves partielles, tournantes, dispersées, limitées... pour permettre aux capitalistes de régler leur compte en détail et en toute liberté (50 licenciés lors du lock-out de juin chez Renault, 43 en novembre chez Peugeot, sans parler des sanctions diverses, avertissements, amendes, etc., mais consolons-nous, la C.G.T. trouve cette forme d'action « moins coûteuse ») à des mouvements qui, fondus en un seul, unifiés, les feraient reculer. La division des ouvriers les enchaîne toujours plus à la production capitaliste, elle borne leur horizon aux murs de l'usine, elle les empêche de comprendre que la défense de leurs besoins

individuels dépend uniquement de la force de la classe dont ils font partie, mais tout cela est parfait et la C.G.T. propose même de donner un tour de clé supplémentaire au bague productif : après la cantine de l'entreprise, l'appartement loué par l'entreprise, le prêt de l'entreprise, l'excursion hebdomadaire de l'entreprise, l'arbre de Noël de l'entreprise, nous aurons... le *syndicat* de l'entreprise !

Les primes, la multiplicité des catégories professionnelles et les grèves partielles qui leur sont liées nuisent au prolétariat sur tous les plans : économiquement en abaissant le niveau général des salaires, politiquement en empêchant les ouvriers d'entreprendre des actions de classe, menées unitairement et susceptibles de s'orienter vers des buts révolutionnaires. L'intérêt des ouvriers exigerait donc que les diverses primes soient incluses dans le salaire de base qui retrouverait ainsi son unité ; il exigerait que, sur cette revendication générale, commune à tout le prolétariat s'engagent des luttes générales et non des escarmouches au compte-gouttes ! Voilà quelle serait aujourd'hui la tâche d'un syndicat digne de ce nom : mais la C.G.T. préfère « regretter » que les « conditions actuelles » ne permettent plus l'organisation de vastes mouvements « comme autrefois » !

Mais le système des primes, avec toutes ses conséquences, n'est pas un fléau naturel ! S'il a pu prendre une telle extension, c'est que la classe ouvrière n'a pas su s'y opposer et surtout c'est que toutes les organisations syndicales l'ont approuvé et défendu, en pratique sinon toujours en théorie. Les bonzes syndicaux n'entendent nullement lutter, aujourd'hui, pour l'intégration des primes au salaire « fixe », et ce qu'ils ne veulent surtout pas c'est qu'une telle lutte se développe sur un plan unitaire, sur un plan de classe. C'est donc à la classe ouvrière d'en prendre l'initiative. Cela ne sera pas facile, car cela exige que les prolétaires se débarrassent de tout le poids mort du pacifisme social dans lequel ils sont enlignés. Mais nous savons quelle énergie les prolétaires peuvent déployer, même après de longues périodes de torpeur, en faisant, comme disait Marx, « de leur activité révolutionnaire la principale satisfaction de leur vie ».

Nos lecteurs sont cordialement invités à assister à la réunion que nous organisons, le 27 Janvier à 21 h., 10 rue de Lancry, Salle E.

Nous y exposerons les buts de notre revue, nos positions et notre programme. Venez nombreux apporter votre soutien à **Programme Communiste** !

CETTE REVUE EST ENTIÈREMENT RÉDIGÉE, COMPOSÉE, ADMINISTRÉE PAR DES TRAVAILLEURS SALARIÉS, A L'EXCLUSION DE TOUTE COLLABORATION DE PROFESSIONNELS OU DE PERMANENTS RÉTRIBUÉS. C'EST LA LEUR CONTRIBUTION A L'ŒUVRE NÉCESSAIRE DE CLARIFICATION. TOI, LECTEUR, SYMPATHISANT, QUELLE EST LA TIENNE ? **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT VIVRE QUE DES SUBSIDES PROLÉTARIENS. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT FAIRE ENTENDRE SA VOIX QUE PAR L'EFFORT CONJUGUÉ DE TOUS LES RÉVOLUTIONNAIRES SINCÈRES. **PROGRAMME COMMUNISTE** NE PEUT AMÉLIORER SA PÉRIODICITÉ ET AUGMENTER SA MATIÈRE QUE PAR L'AIDE DE TOUS CEUX QUI APPROUVENT SON EFFORT. LECTEUR, SYMPATHISANT, DIFFUSE

PROGRAMME COMMUNISTE

ECRIS-NOUS — ABONNE-TOI — SOUSCRIS

"L'ÉMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES!"

DIRECTEUR-GÉRANT
F. G A M B I N I



adresser toute correspondance à :

"PROGRAMME COMMUNISTE", Boîte Postale N° 375 Marseille-Colbert
——— Versements à F. GAMBINI - C.C.P. 2202 22 Marseille ———

ou Boîte Postale n° 24 PARIS (19°)
